

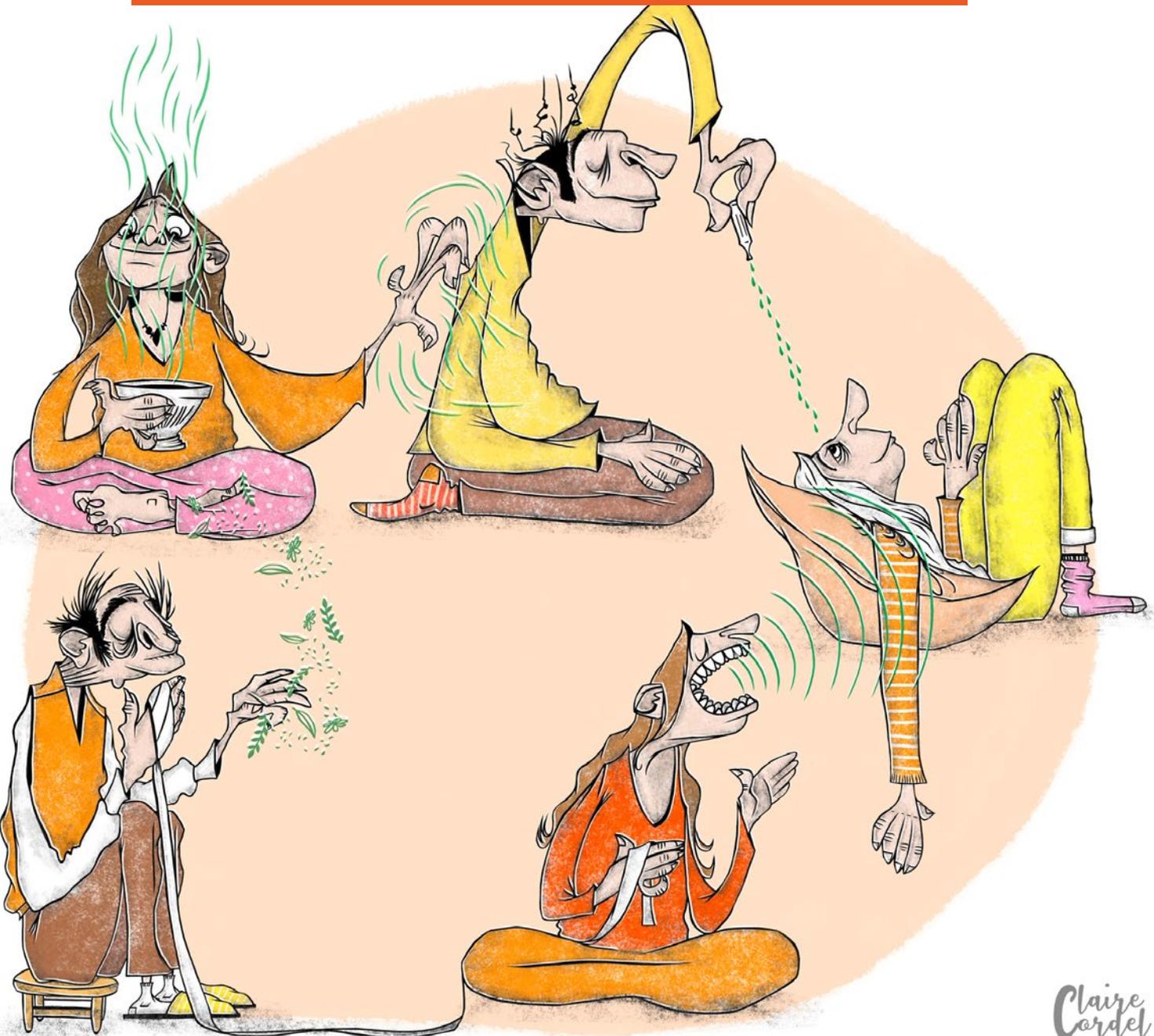
n° 485
JANVIER
2020
4,80 €

silence

**LE SOIN,
C'EST COMMUNAUTAIRE !**

L'EMPRISE EMPOISONNÉE DES GUERRES

MURRAY BOOKCHIN : PENSER LA SOCIÉTÉ DANS LA NATURE



*Claire
Cardel*

écologie • alternatives • non-violence

Notre ligne éditoriale

Silence porte un projet de transformation de la société dans le sens de la décroissance et de l'écologie sociale. La revue explore les alternatives concrètes et cherche à aborder tout sujet non seulement sous l'angle écologique mais aussi au regard du féminisme, du post-colonialisme, de la non-violence, etc.

La décroissance affirme la radicalité des changements à opérer. Elle s'enracine dans le constat que nous vivons sur une planète aux ressources limitées, sur laquelle une croissance illimitée est illusoire.

Le verdissement du capitalisme ne résoudra pas les problèmes actuels liés au changement climatique, à l'aggravation des inégalités sociales.

À l'échelle de la planète, le désastre écologique est causé avant tout par les plus riches et accable d'abord et surtout les plus pauvres.

Les alternatives au cœur

Les alternatives sont le cœur battant de *Silence*. Chaque numéro en propose une moisson : alternatives à la ville ou aux champs, de toutes tailles et tous types d'activités : transports doux, écoles pas comme les autres, agricultures paysannes, habitats partagés, énergies villageoises, épiceries autogérées, ZAD, lieux de solidarité avec les personnes migrantes, ressourceries, ateliers associatifs... et quantité d'autres. Nous misons d'abord sur le changement par le bas, par la faire, par la reconquête de zones d'autonomie, de partage et de convivialité. *Silence* a également à cœur de cultiver les débats d'idées, les réflexions théoriques, les élaborations d'utopies qui contribuent à la construction de l'écologie politique.

Un média participatif et ouvert aux débats contradictoires

Média militant et engagé, *Silence* n'a aucune prétention à être "neutre" ou "objectif". C'est un média indépendant, sans pub, mais aussi participatif et collectif, dont la plupart des textes sont écrits par des bénévoles. *Silence* ouvre ses pages à des opinions diverses, parfois contradictoires. Sur fond d'une vision partagée du monde, des options divergentes peuvent être défendues et nous n'avons pas vocation à trancher sur tout.

Mettre en pratique les alternatives que nous promouvons

L'association et l'équipe de *Silence* s'essaient à mettre en œuvre les alternatives qu'elles promeuvent et la lutte contre les dominations en leur sein, dans un souci de cohérence entre le dire et le faire. *Silence* a fait le choix de l'écriture inclusive car nous croyons que le masculin universel est l'une des formes de la domination patriarcale dans la langue française.

Vous êtes invité-es à prendre une part active dans cette aventure collective en participant à la rédaction ou à la diffusion de *Silence* !



Retrouvez la revue sur internet :

www.revuesilence.net

RAPPORT ACCABANT : L'ÉPREUVE FLAMMANVILLE EST UN ÉCHEC TOTAL



LASSERPE

IMMIGRATION : LE GOUVERNEMENT INSTAURE DES QUOTAS



LASSERPE

"GILÉS JAUNES" : PREMIER ANNIVERSAIRE



LASSERPE

CONVENTION CITOYENNE SUR LE CLIMAT : QUE VONT DEVENIR LES PROPOSITIONS ?



LASSERPE

■ DOSSIER

LE SOIN, C'EST COMMUNAUTAIRE !

05 Autogestion et santé communautaire, les deux jambes du *Village 2 santé*

Depuis 2016, c'est un ovni dans le champ médico-social qui a ouvert à Échirolles, au sud de Grenoble. Le Village 2 santé est un centre de santé communautaire autogéré, lieu de ressource salubre dans un quartier populaire, permettant aux habitant·es de devenir acteurs et actrices de leur santé.

10 Les "patients partenaires" : une manière de se réapproprier la médecine ?

Et si se réapproprier sa santé devenait possible, non pas en prenant ses distances vis-à-vis de l'institution médicale, mais en la réorientant de façon plus appropriée ? Et si les malades, en intervenant à leur tour et en prenant le pouvoir, parvenaient à changer la façon dont les médecins agissent et conçoivent leur rôle ?

13 Explorer ensemble mille et une façons de prendre soin de soi

L'impression d'être dépossédé·e de son corps par le monde médical est fréquente. Entretien croisé avec des collectifs qui ont expérimenté diverses façons de s'autonomiser et de penser ensemble leur rapport au corps, pour ne plus être seul·e et démuni·e face à la maladie et au parcours de soin.

■ CHRONIQUES

17 Bonnes nouvelles de la Terre : La communauté agricole *Emmaüs Roya* cultive la solidarité avec les migrant·es

20 Chroniques terriennes : Nucléaire : Jusqu'ici... tout va bien !

23 Jai Jagat 2020 ! : L'élection d'un comité de village au cœur de l'Inde

■ BRÈVES

17 Alternatives • 19 Climat • 20 Environnement
22 Énergies • 22 Nucléaire • 23 Paix et Non-violence
24 Politique • 25 Femmes, hommes, etc. • 25 Société
26 Santé • 27 Nord/Sud • 28 Transports
28 Annonces • 29 Agenda • 41 Courrier • 42 Livres

■ ARTICLES

30 Dix propositions pour une révolution agroécologique

Spécialiste engagé de l'agroécologie, Marc Dufumier appelle à la révolution agroécologique, seule capable de répondre à un ensemble d'enjeux complexes (alimentation, santé publique, environnement, inégalités Nord-Sud et problèmes migratoires etc.). Comment s'y prendre ?

32 "Comment penser la société dans la nature ?"

Le "municipalisme libertaire" développé par l'anarchiste étasunien Murray Bookchin s'ancre dans une réflexion sur l'écologie sociale et sur le lien entre dominations humaines et domination écologique. Silence publie ici un extrait inédit en français pour amorcer la réflexion.

34 Smartphones : bientôt l'impact de l'industrie automobile

De manière générale, la pollution écologique du numérique est moins évidente que pour d'autres secteurs comme l'automobile. Or, ce niveau d'impact écologique du numérique (ponction de ressources, consommation d'énergie et émissions de gaz à effet de serre) a largement dépassé les prévisions de 2012...

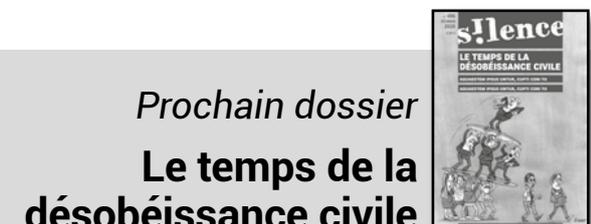
36 Un monde pas possible

Une bande dessinée qui décortique les sujets de l'actualité de 2018-2019 à coup de gags en six cases.

38 L'emprise empoisonnée des guerres

"On oublie trop souvent à quel point les guerres sont des sources de pollution majeure". Les travaux des historiens François Jarrige et Thomas Le Roux nous le rappellent et montrent que ce sont nos sociétés tout entières qui sont façonnées par les guerres.

48 La bonne mauvaise graine



Prochain dossier
Le temps de la
désobéissance civile

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le 27 novembre 2019.

Editeur: Association Silence - N° de commission paritaire: 0920 D 87026 - N° ISSN: 0756-2640 - Date de parution: 1^{er} trimestre 2020 - Tirage: 4250 ex. - Impression: Imprimerie Notre-Dame, 38330 Montbonnot - Administrateurs: Pascal Antonanzas, Éric Cazin, Francis Levasseur, Pierre Lucarelli - Directrice de publication: Gaëlle Ronsin - Comité de rédaction: Martha Gilson, Guillaume Gamblin, Danièle Gonzalez, Gaëlle Ronsin, Anaïs Zuccari - Pilotes de rubriques: Michel Bernard, Annick Bossu, Patrice Bouveret, Frédéric Burnel, Philippe Crassous, Gwennael Delanoë, Monique Douillet, Baptiste Giraud, Natacha Gondran, Divi Kerneis, Dominique Lalanne, Jean-Pierre Lepri, Francis Levasseur, Pascal Martin, Jocelyn Peyret, Mimmo Pucciarelli, Nils Svahnström, Pinar Selek, Xavier Sérédine - Maquette: Damien Bouveret (www.free-pao.fr) - Dessins: Lasserpe, Mykolas, Julia Spiers - Correctrices: Bernadette Bidaut, Sonia Conchon, Monique Douillet, Isabelle Hernandez, Camille Michau, Emmanuelle Pingault, Clotilde Rouchouse - Photographes: AFAF, Alternatiba, Debbie Bookchin, Miriam Dörr, Théo Gilson, Juliette Loiseau, Philippe Lopez, Michel, Charlotte Oberti, Dolores Ochoa, pxhere.com, Université des patients, Véro - Et pour ce n°: Ambulance partisane, Sébastien Aublanc, Sébastien Aublanc, Michel Bernard, Jean-Jacques Devic, Monique Douillet, Danièle Garet, Pierre Isnard-Dupuy, Stéphen Kerckhove, Nicolas Lechopier, Les Flux, Michel, Céline Serrat, Francis Vergier, Véro - Couverture: Claire Cordel - Internet: Damien Bouveret, Maud, Victor Poichot - Développement supports informatiques: Christophe Geiser (e-smile.org) - Archives: Mimmo Pucciarelli.

Les textes sont sous la responsabilité de leurs autrices. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. Textes: sauf mention contraire, la revue autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation. Illustrations: Les photos et dessins restent la propriété de leurs autrices.

Association Silence

9 rue Dumenge,
69317 Lyon Cedex 04
Tél. : 04 78 39 55 33
www.revuesilence.net

Abonnements: Claire Grenet: mardi et jeudi:
10h-12h / 14h-17h · Dépositaires, stands et
gestion: Olivier Chamarande: mardi et jeudi:
10h-12h / 14h-17h · Rédaction: Guillaume
Gamblin et Martha Gilson: lundi et mercredi:
10h-12h / 14h-17h

Virements bancaires: IBAN: FR76 4255 9100 0008 0032 9651 126
Code BIC: CCOPFRPPXXX

Pour la Belgique: contact et règlement à Les Amis de la Terre,
Belgique, 98 rue Nanon - 5000 Namur - Belgique, Tél. : 0032 81 39 06 39,
IBAN: BE24 5230 8042 8738 - Code BIC: TRIOEBBB

ÉDITORIAL

Dominations médicales, réponses horizontales



Le film 120 battements par minutes raconte l'organisation de malades du sida au sein d'Act-Up Paris dans les années 1990.



La multiplication d'outils pédagogiques facilite la connaissance de nos corps.



Luigi pose ses valises dans le centre de santé communautaire d'Échirolles pour prendre soin... des cheveux !



Messages des habitantes d'Échirolles, qui participent à construire le centre de santé pierre par pierre.

Le système de santé en France n'est pas satisfaisant. L'accès à des soins décents est inégal selon le quartier où l'on habite, ses capacités financières ou son genre. La prise en charge médicale elle-même est trop souvent le lieu d'exercice du pouvoir du médecin. Si des professionnel·les du secteur médical peuvent tendre vers une prise en charge globale et égalitaire des patient·es, les suppressions de postes et de financements leur font obstacle. Résultat : personnel en souffrance, malades délaissés·es.

Ces dysfonctionnements ne remettent pas en cause la nécessité d'un système de soin public, mais poussent un certain nombre de personnes à faire un pas de côté pour se réapproprier les savoirs médicaux, pour explorer de façon plus horizontale le rapport que chacun·e entretient à son corps et ses expériences sensorielles. Les alternatives ne se réduisent pas à d'autres horizons médicaux (homéopathie, phytothérapie, etc.), qui peuvent connaître les mêmes travers libéraux et individualistes que la médecine dominante.

La santé est, selon l'OMS, "un état de complet bien-être physique, mental et social, et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité". Le "prendre soin" doit donc être global. Des collectifs choisissent de s'organiser de façon autonome, d'autres investissent le corps médical, d'autres enfin allient savoirs médicaux et sociaux pour une approche renouvelée du parcours de soin. Autant de pistes pour se panser ensemble.

Martha Gilson



▲ Parking à vélo, tables où boire un thé, etc. Dès l'extérieur, le centre de santé est accueillant.

Autogestion et santé communautaire, les deux jambes du Village 2 santé

Depuis 2016, c'est un ovni dans le champ médico-social qui a ouvert à Échirolles, au sud de Grenoble. Le *Village 2 santé* est un centre de santé communautaire autogéré, lieu de ressource salubre dans un quartier populaire permettant aux habitant·es de devenir acteurs et actrices de leur santé.

À L'ENTRÉE, DES ACCROCHE-VÉLOS, tables et chaises prêtes pour le café, et une pancarte qui annonce la présence de Luigi, coiffeur proposant des coupes de cheveux à prix libre. Non, on ne s'est pas trompé, on est bien arrivé dans les nouveaux locaux du *Village 2 santé* qui a (enfin) pu aménager en septembre 2019 — après trois ans d'activités dans des locaux provisoires — dans le quartier populaire de Village 2, à Échirolles (Isère).

D'ABORD UN LIEU D'ACCUEIL

À 11 h, le rush des demandes de prises de rendez-vous du lundi matin est passé, et Luigi discute avec Donia à l'accueil. Plusieurs tables et chaises, un coin pour les enfants, des espaces dédiés aux brochures, du café et du thé en libre-service : l'accueil rayonnant permet d'aller boire son café à l'extérieur, d'attendre une consultation ou encore d'accéder à une deuxième pièce ouverte à tout·es, le "salon marocain", pour papoter et

se rencontrer. "Au centre de santé, on pense que chaque professionnelle a un rôle à jouer et ça passe aussi par l'accueil, nous explique Donia, qui travaille à l'accueil. J'ai été recrutée pour facturer des cartes Vitale mais aussi pour mon côté avenant et la proximité avec les patientes."

La prise en compte des patientes commence lorsqu'ils et elles franchissent la porte du centre. Si une personne en ressent le besoin, les trois responsables de l'accueil peuvent lui proposer une première écoute approfondie. "Dans un petit bureau, on a quelqu'un qui vous écoute en premier, qui peut juste dire 'je vous comprends, j'entends ce que vous dites' et ça peut faire du bien", poursuit Donia.

RÉPONDRE AUX INÉGALITÉS SOCIALES DE SANTÉ DU QUARTIER

Cette approche élargie du soin qui passe d'abord par l'écoute, c'est une évidence pour les salarié·es du centre qui entendent lutter — grâce à une approche





Théo Gilson

▲ Les médecins aussi peuvent profiter des espaces collectifs !

pluridisciplinaire et égalitaire — contre les inégalités sociales de santé et leurs inévitables conséquences médicales.

En 2012, cinq ami-es, en formation de médecine ou non, ambitionnent de monter un centre de santé communautaire sur le modèle de la *Case de santé* à Toulouse (1). "On souhaitait un quartier à taille humaine pour travailler à la question de la communauté, explique Benjamin, coordinateur administratif. On voulait une municipalité à peu près accueillante au projet, mais surtout répondre à un vrai besoin. On est tombé sur le quartier Village 2 à Echirrolles, et de 2012 à 2016, on a développé trois axes : un diagnostic communautaire, les statuts et l'organisation du projet, et le parcours de santé qu'on souhaitait proposer."

La santé communautaire implique que la communauté, ici la population du quartier, participe à la construction du parcours de soin. Le diagnostic de santé du quartier s'est donc fait avec les Échirrollois-ses, "pour pouvoir rentrer dans le quartier, car les personnes qui portaient le projet à la base était plutôt blanches avec des études supérieures, un capital économique et culturel dominant. Ça été une manière de rencontrer les gens avant de venir." Concrètement, des heures de porte-à-porte et de discussions, lors de fêtes de quartier ou dans les parcs, ont permis de récolter la parole des habitant-es. Pour Marine, médecin généraliste au centre, "la santé n'est pas uniquement être malade ou pas malade ; on meurt moins qu'avant de maladies infectieuses, mais plus de maladies chroniques. Or les maladies chroniques sont beaucoup liées aux conditions d'existence. Ce sont les inégalités sociales de santé : selon l'endroit où tu vis, tu n'as pas la même espérance de vie, il y a dix ans de différence entre celle d'un cadre et celle d'un ouvrier, et ce n'est pas un problème médical".

UNE ASSOCIATION...

En parallèle, le collectif s'est structuré. Benjamin revient sur ce processus : "On a fait le

choix de jouer le jeu des institutions. On aurait pu faire le choix de se monter en squat de santé bénévole, autonome, autogéré, et ce choix-là, je ne sais pas à quoi il aurait amené. Par ailleurs, en 2016, la possibilité d'ouvrir un centre de santé sur des statuts coopératifs en France n'existait pas." C'est donc une association, animée par ses salarié-es, qui porte le centre de santé. "On a un outil de travail, c'est le centre de santé. Il doit être cogéré par les personnes salariées de la structure. On marche un peu sur deux pieds : d'un côté, on considère qu'on possède notre outil de travail, et d'un autre côté, on se considère comme un service public de soins."

... AUTOGÉRÉE

Les salarié-es revendiquent en interne un fonctionnement autogestionnaire. La création d'un ordre du jour participatif, la rotation des tours de prise de notes, le fait de ne pas se couper la parole, etc. sont autant d'outils simples mais salutaires pour la gestion quotidienne associative où toutes les décisions sont prises au consensus. "L'autogestion change tout, à tel point que je panique quand je me dis qu'un jour, je pourrais rebosser dans une structure hiérarchique, avec des décisions unilatérales..." confie Jérémy, accompagnant social. Pour lui, l'autogestion a été synonyme de découverte de l'intelligence collective. "Avant de rentrer dans cette équipe, je cherchais souvent à avoir l'idée fulgurante. Depuis trois ans que je bosse là, je me rends compte de la force de toutes les idées qui émergent de ce groupe. On est plus intelligents à plein, avec nos parcours différents." Tou-ttes les salarié-es insistent par ailleurs sur la force du groupe. "L'équipe tient car on n'est pas parti de grands principes. Sur le salaire, par exemple, on a fait un travail avec le Réseau salariat pour comprendre les enjeux des différences de salaires, et c'est au bout de ce processus qu'on a choisi l'égalité des salaires", précise Benjamin. Cette égalité salariale permet aussi de pouvoir financer dix-sept postes grâce

(1) Créé en 2006, la *Case de santé* de Toulouse est le premier centre de santé communautaire autogéré en France. C'est aujourd'hui un modèle pour tous les collectifs qui s'intéressent à la question. La *Case de santé*, 17 place Arnaud-Bernard, 31000 Toulouse, tél. : 05 61 23 01 37, www.casedesante.org. On parle de santé communautaire quand les membres d'une collectivité, géographique ou sociale, réfléchissent en commun sur leurs problèmes de santé, expriment des besoins prioritaires et participent activement à la mise en place de réponses adaptées à leur situation.



▲ Clémence et Jérémy, accompagnantes sociales, et la machine à café, leur fidèle alliée.

aux actes de soin (2). Aujourd'hui, les 17 salarié-es du centre touchent environ 1 800 euros nets par mois pour un "équivalent temps plein".

"Prendre soin de nous, c'est aussi prendre soin des personnes qu'on reçoit." Pour allier autogestion et travail, le *Village 2 santé* a opté pour une formule mixte : chaque personne consacre vingt-cinq heures par semaine à son corps de métier, puis dix heures à l'autogestion. Ces dix heures sont découpées en trois temps : la réunion collective du mardi, consacrée au fonctionnement interne du centre et au développement de thématiques spécifiques, dure trois heures, celle du jeudi, pour revenir sur les parcours de soin les plus complexes à plusieurs, prend deux heures, et les cinq heures restantes servent à monter des ateliers et développer des partenariats.

UNE ÉQUIPE PLURIDISCIPLINAIRE

À quartier spécifique, équipe spécifique. Les problèmes liés aux violences (intrafamiliales, racistes, etc.), à la précarité et à la dureté du travail salarié ont très vite émergé. L'équipe a voulu mettre en accord ses compétences et sa vision des parcours de santé qu'elle pouvait proposer aux personnes accueillies. "Comment, en ayant certains métiers au sein de notre équipe ou certains espaces, on peut faire en sorte que, pour les gens, ici ce soit un refuge, qu'ils puissent venir au moment de certaines crises pour dire : là je n'en peux plus, aidez-moi", s'interroge Benjamin. Résultat : cinq médecins généralistes, une infirmière, deux kinés, deux accompagnants sociaux, une médiatrice paire, trois personnes à l'accueil, une accompagnante à la vie relationnelle, deux coordinatrices administratives, un-e orthophoniste. "On ne veut pas dépasser vingt salariés pour des questions d'autogestion."

LA SANTÉ COMMUNAUTAIRE : PARTIR DU MÉDECIN...

Selon Marie, "les habitantes des quartiers populaires sont en plus mauvaise santé et ça prend du temps, au démarrage, de coordonner l'équipe de soin. Les gens ne viennent pas pour rien." Les habitant-es du quartier se rendent d'abord au centre parce qu'ils et elles ont besoin d'un médecin traitant.

Si les médecins attachent beaucoup d'importance à l'approche pluriprofessionnelle, les consultations restent du ressort de la médecine classique, avec "la posture la moins dominante possible", précise Marine. Les prescriptions médicalementes sont minimales. "On est des médecins jeunes, formés, pas influencés par l'industrie pharmaceutique, on ne reçoit pas les visiteurs médicaux, explique Marie. Au final, quand tu ne prescribes que des médicaments utiles, forcément tu prescribes moins. Pour l'ostéopathie, l'acupuncture, le problème est que ce n'est pas pris en charge. C'est ça la problématique ici. On dit aux gens de faire des tisanes avec du thym quand ils ont des rhumes et des pharyngites parce qu'on sait qu'ils en ont dans leur placard. On ne veut pas que les personnes pensent qu'il faut absolument acheter des huiles essentielles, qu'ils aient cette impression, cette injonction-là. C'est un luxe de pouvoir se soigner comme ça." Grâce au tiers-payant intégral, il n'y a aucun échange monétaire dans le centre, un enjeu important aussi pour construire un rapport différent avec les usagères.

Le rôle du médecin ne s'arrête pas à la consultation. C'est une oreille attentive qui peut réorienter vers d'autres salarié-es du centre si besoin. "C'est chez le médecin, dans l'espace sécurisé de la consultation médicale, que les problématiques sociales sortent", analyse Jérémy. Si une personne verbalise des violences qu'elle subit, "le médecin est démuni. Pour dire 'je vous ai entendu-e', c'est une ordonnance qu'il a à disposition. Ici, les médecins peuvent dire : 'je ne vais rien vous prescrire mais vous diriger vers

■ Le Village 2 santé
6 bis rue Denis-Papin
38130 Échirolles
Tél. : 04 57 00 80 00
www.levillage2sante.fr

(2) "Les centres de santé en France se financent par les actes de soin (comme médecin libéral) et parce qu'ils sont centres de santé (accord avec l'Assurance maladie pour financer des missions : tiers payant, personnes précaires, continuité des soins, etc.) et aussi par des subventions, souvent au projet. On a fixé le nombre de consultations par mois par les professionnels de santé, on a multiplié cette somme par 23 euros [maintenant 25 euros] et on a eu une somme équivalente à 60% de notre budget. L'aide de l'assurance maladie correspond à 20% de notre budget, et 20% sont assurés par des subventions non pérennes" (Benjamin).



▲ Une partie de l'équipe salariée.

quelqu'un d'autre.' C'est important pour la dignité des gens que les problématiques sociales soient reconnues et validées par le regard du médecin." "L'alternative est plus dans cette complémentarité-là, pour nous, que dans les médecines parallèles", complète Marine.

Si on propose un accompagnement, c'est parce qu'à ce moment-là, si on ne le fait pas avec eux ici, ça ne sera fait nulle part."

... POUR UNE APPROCHE DE LA SANTÉ GLOBALE

L'orientation vers l'accompagnement relationnel ou social se fait de différentes façons : dès l'accueil ou pendant une consultation médicale. Les réunions sont par ailleurs de forts espaces de coordination. Et constamment, les échanges informels nourrissent l'interprofessionnalité. Les salarié-es s'interpellent souvent au sujet de "M^{me} S". ou "M. D"., une habitude chez elles et eux d'anonymiser le nom des patient-es pour pouvoir échanger plus facilement dans des contextes parfois publics.

Mélanie est sollicitée sur des questions de relations familiales, alors qu'on fait appel à Marjolaine, infirmière *Asalée* (3), pour le suivi de maladies chroniques et les inévitables changements que celles-ci induisent dans la vie des malades. Jérémy et Clémence travaillent à l'accès aux droits en matière de santé mais accompagnent aussi dans la précarité consécutive à des emplois trop souvent pénibles. "Avec eux, on explore comment ils ne dégringolent pas financièrement." Pour Clémence, "c'est aussi un espace pour déposer des ressentis, parler de l'acceptation du handicap, écouter le regard que peuvent porter leurs enfants..."

Dans ces interconnexions, le rôle de Sambra, la médiatrice paire (4), est parfois essentiel pour "des personnes qui ne veulent plus voir le médecin, pour qu'ils puissent r'accrocher les wagons". Clémence insiste : "On ne dit jamais : 'Ce n'est pas ici que ça se passe.' Il va toujours y avoir un premier entretien, et ce qu'on va essayer de saisir, ce sont les possibilités des gens d'aller individuellement vers le droit commun.

PLACE DES HABITANT-ES DANS LE CENTRE

Les nouveaux locaux du centre, dont les salarié-es ont été maître d'ouvrage, témoignent de leur volonté de placer les usagè-res au centre du dispositif. Les habitant-es peuvent réserver le salon pour des projections ou des débats. Après les espaces collectifs, on longe un grand couloir où les pièces de consultations sont nommées "Aimé Césaire" ou "Assa Traoré". Il y en a huit, sans oublier une grande salle de coordination et une salle de pause pour les salarié-es. "Les architectes ont prévu un parcours utilisateur mais les gens ne font pas forcément comme ça ! s'amuse Donia. Il y a les habitués et ceux qui découvrent le centre et à qui il faut tout expliquer : se faire un café n'est pas naturel pour beaucoup de gens. Ça demande un petit temps d'appropriation mais après des patients arrivent et nous font la bise."

Le centre se situe à Échirolles, une condition indispensable pour que les usagè-res puissent y voir un espace de ressources, alors que tous les services publics disparaissent des quartiers populaires. Le *Village 2 santé* est un service de proximité et, selon Benjamin, "le contrat de confiance s'instaure à l'échelle du centre (en entier). Lorsque la confiance est là, pas besoin de mettre en place de grandes opérations de questionnaires... Quand ils rentrent dans le centre, ils ne sortent pas du quartier, le centre leur appartient."

Pour prolonger ce lien entre les habitant-es et le centre, la "Place du village" a été créée. Toutes les 6 semaines, habitant-es et salarié-es se retrouvent pour statuer sur certains projets. Y participent 4 salarié-es et 15 habitant-es : 5 tiré-es au sort, 5 que chaque année la Place du village coopte et 5

(3) Créé en 2004, le dispositif *Action de santé libérale en équipe (Asalée)* est un procédé expérimental de coopération entre médecins généralistes et infirmier-es. L'infirmière peut se concentrer sur l'éducation thérapeutique et suivre le ou la patient-e dans son hygiène de vie quotidienne, l'accompagner dans la prise en compte des effets de sa maladie.

(4) La pair-aidance est une notion d'entraide entre les personnes souffrant d'une même pathologie. Elle passe par le partage des ancienn-es patient-es de leur vécu, de leur expérience et de leur parcours de rétablissement, auprès des personnes souffrantes.



▲ Donia à l'accueil.

volontaires. "C'est une instance réellement décisionnaire, mais ce n'est pas un conseil d'administration. On n'a pas envie que les gens décident de nos salaires, ça nous regarde. On discute projets, ateliers, etc. Quand la Place du village décide qu'il faut mettre en place un atelier de premiers secours, ça nous implique. On n'est pas au niveau où ce sont les habitantes qui mettent en place les décisions, ça demande du temps de travail à l'équipe, eux font ça bénévolement".

Les usagè-res rencontrées connaissent bien les lieux et paraissent s'y sentir à l'aise. Dans la salle d'accueil, la mère d'Amira, 2 ans, qui joue tranquillement, nous explique qu'elle vient depuis le début et qu'elle se rend aux ateliers proposés.

"Dès l'ouverture, on a proposé des ateliers, se souvient Benjamin, même si ça ne marche pas, pour que les gens gardent en tête qu'il y a des espaces collectifs. Le but, c'est de leur offrir la possibilité de se sentir légitimes. Des personnes se sentent plus légitimes à rentrer dans un atelier maladie parce qu'elles se disent diabétiques, c'est comme ça qu'elles se pensent. Pour d'autres personnes, ça ne va pas leur convenir, elles vont préférer aller à un atelier d'entraide plus large." Marie parle aussi des ateliers relax, de gestion du stress, comme possible accompagnement. "Ce sont des outils qu'on utilise, qui permettent de démedicaliser, de prescrire moins de médicaments."

LE TEMPS DE L'EXPÉRIMENTATION... ET DE LA CONFIANCE

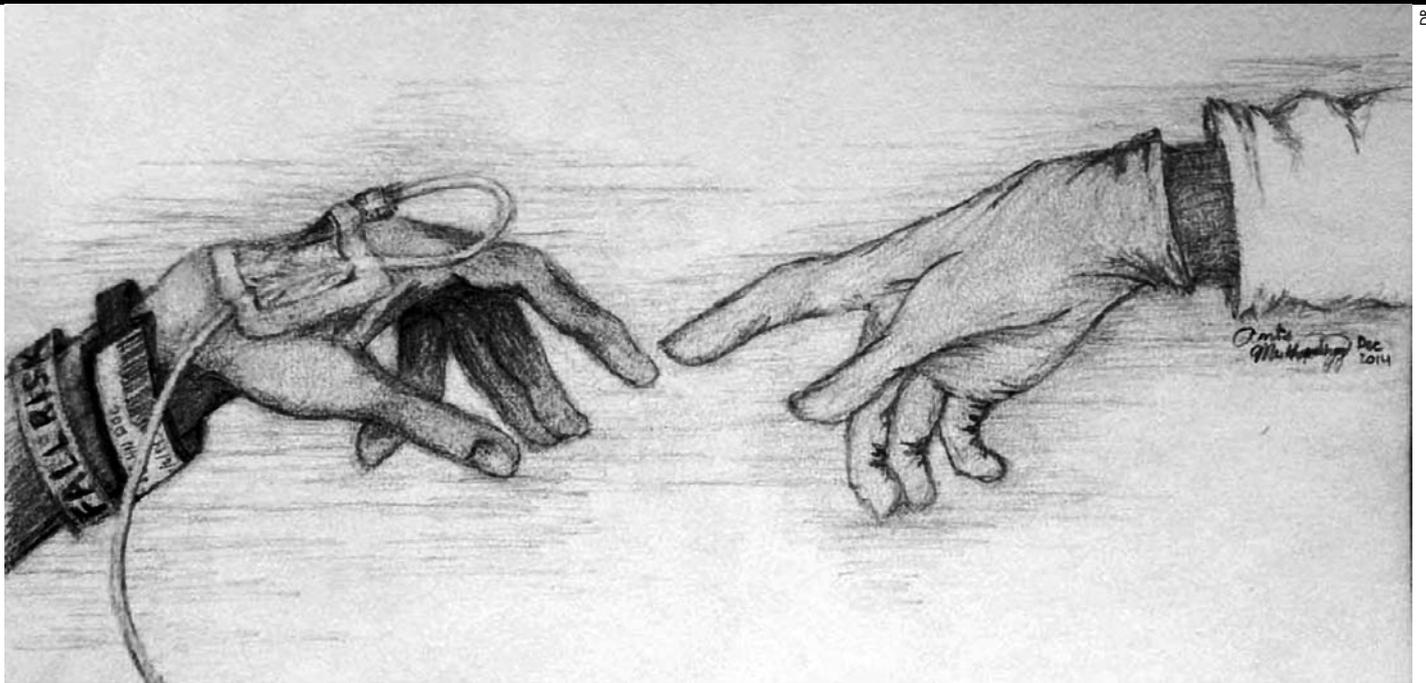
Le Village 2 santé s'inscrit dans un travail radical du soin : il ne met pas de côté les racines des maux des personnes qu'il reçoit. Donia a la "conscience constante de combattre les discriminations, pour l'égalité, et à tous les postes, pas que les médecins, aussi la coordination, à l'accueil." Cette approche a pour objectif de redonner aux personnes une autonomie dans leurs choix de vie. Marine, médecin généraliste, ne voit pas son rôle autrement. Elle souhaite que le centre permette de

"redonner du pouvoir et de l'autonomie pour sa propre santé et celle de sa communauté".

Aujourd'hui, plus de 1 800 personnes sont suivies par le centre de santé et les listes d'attente ne font que s'allonger. En 2016, à l'ouverture, Mélanie a perçu un soulagement chez les habitants du quartier, mais aussi "un peu de méfiance [...]". Puis je pense que les gens ont réalisé à quel point la prise en compte globale de leur personne avait du sens pour eux. On sent que le centre devient intégré au quartier, que des gens viennent juste boire le café, qu'on est un lieu de vie qui manquait."

La participation habitante ne se décrète pas, selon Jérémie : "Quand les gens ont passé la porte du centre de santé la première fois, ils avaient besoin d'un médecin. Déjà, quand on leur propose un café, ils trouvent ça bizarre, mais quand on dit : 'Oh, regarde, une boîte à idées, et on va faire un atelier'... Dans le cabinet de dentiste où je vais, si je voyais une pancarte annonçant : 'Le cabinet organise une soirée', je n'irais pas. C'est normal que ça prenne du temps." "A bout du bout, conclut Benjamin, les situations qui font le plus plaisir, ce sont les patients. Il y a vraiment des situations qui évoluent parce qu'on est une équipe pluriprofessionnelle, des gens sont épaulés et parfois arrivent à se relever et à repartir. C'est notre fonctionnement qui permet à des gens d'aller mieux."

Martha Gilson ■



Les "patients partenaires" : une manière de se réappropriier la médecine ?

Et si se réapproprier sa santé devenait possible, non pas en prenant ses distances vis-à-vis de l'institution médicale, mais en la réorientant de façon plus appropriée ? Et si les malades, en intervenant à leur tour et en prenant le pouvoir, parvenaient à changer la façon dont les médecins agissent et conçoivent leur rôle ?

DANS LES ANNÉES 1970, ON ASSISTE À UNE critique de la médicalisation de l'enfance, de la folie, de la naissance, etc. Le besoin se fait sentir de prendre de la distance vis-à-vis de pratiques et de catégories médicales qui seraient simplificatrices, réductrices et, de ce fait, oppressives. Dans *Nemesis médicale* (1974), Ivan Illich dénonçait ainsi "l'expropriation de la santé" à travers ce qu'il appelait l'iatrogénèse sociale : "La prise en charge institutionnelle de la population par le système médical enlève progressivement au citoyen la maîtrise de la salubrité, dans le travail et le loisir, la nourriture et le repos, la politique et le milieu, elle constitue un facteur essentiel de l'inadaptation croissante de l'homme à son environnement."

S'ÉMANCIPER DE LA MÉDECINE OU L'INVESTIR ?

Parallèlement, des mouvements d'usagè-res et des associations de malades se mettent à investir le champ de l'expertise biomédicale. Ces collectifs, qu'ils soient créés avec les médecins, en parallèle ou même contre eux, développent, chacun à sa manière, des savoirs dont

l'institution médicale doit désormais tenir compte. On peut citer notamment les mouvements d'autosupport d'usagers de drogues (*Narcotiques anonymes*), les *Groupes d'entraide mutuelle* des personnes concernées par des troubles de santé mentale, les associations de consommateurs (revue *l'Impatient*), les associations créées par les familles de malades atteint-es par exemple de maladies rares pour améliorer leur prise en charge (*l'Association française de lutte contre les myopathies*), les malades du sida mettant la pression pour obtenir plus rapidement des traitements et pour que la recherche clinique se fonde sur des protocoles plus souples et sensibles aux perspectives des malades (ce que le film *120 battements par minute* illustre à merveille), les "entendeurs de voix" requalifiant leurs symptômes comme une expérience à apprivoiser plutôt que comme le signe d'une pathologie à corriger, etc. Ces collectifs — dont on ne cite ici qu'un échantillon — regroupent des personnes concernées qui cherchent moins à tenir à distance la médecine et le soin qu'à les transformer, en y intervenant, en y prenant part, en position d'*expertes* et non pas seulement de "bénéficiaires".



▲ LAFA (Association François-Aupetit) a organisé en octobre 2017 un Salon de la maladie de Crohn pour sensibiliser sur les maladies inflammatoires chroniques de l'intestin.

DES PATIENT-ES EXPERT-ES

"Patient expert" : Illich aurait certainement récusé cette expression. Elle semble à la fois méconnaître la vulnérabilité révélée par l'expérience douloureuse de la maladie et consacrer la tyrannie du régime de l'expertise dans tous les secteurs de la vie. D'ailleurs, certaines de ces personnes refusent le titre "d'expert" pour éviter de paraître en imposer, ou pour ne pas se retrouver à disputer cette qualité aux professions de santé. L'expression de "patient expert" est cependant bienvenue car elle affirme la légitimité du point de vue des malades à s'exprimer sans que leur parole ne soit reléguée à du pur vécu émotionnel. Les malades ne se contentent pas non plus d'exprimer un simple consentement à ce qui aurait été prévu pour elles et eux, mais sans les impliquer. D'autres expressions ont été proposées pour désigner ces personnes qui apportent leur part au monde médical : "patients ressource", "patients partenaires", "pair-aidants", "actients", etc.

RECONNAÎTRE LES SAVOIRS DES PERSONNES MALADES

Les malades ont des savoirs expérientiels à faire valoir, en matière de traitements, de soins. Ces personnes sont tout simplement mieux placées que quiconque pour observer ce qui se passe dans leur corps (1). Georges Canguilhem, médecin et philosophe, a défendu dans les années 1940 l'idée que les concepts de santé et de maladie ne peuvent pas être pensés en dehors de l'expérience d'un sujet. L'approche scientifique de la maladie est essentielle mais ne se suffit pas. Elle ne permet pas de rendre compte de la perspective singulière hors de laquelle elle perd son sens. Philippe Barrier, philosophe et malade chronique, a plus récemment développé l'idée "d'autonormativité" : le ou la patiente, par un processus d'appropriation

de la maladie, détermine elle-même une "norme de santé globale" qui établit un rapport harmonieux entre le sujet, sa maladie, son traitement, et sa vie en général.

Les malades sont donc bien placés pour développer des savoirs sur les symptômes de la maladie et des troubles, mais aussi pour déterminer l'équilibre du vivre avec la maladie. Ils et elles développent de surcroît de véritables compétences en explorant le monde du soin, de l'hôpital, et finissent par bien le connaître. C'est là une bonne part du travail des associations et des groupes d'entraides : aider à se repérer dans le parcours des soins. Des associations, par exemple l'AFA qui regroupe les maladies de Crohn et autres maladies inflammatoires de l'intestin, proposent des guides pour préparer l'hospitalisation, plusieurs collectifs LGBT+ proposent des listes de soignant-es non stigmatisant-es (2).

Ces associations développent finalement une forme d'expertise active et se donnent pour rôle d'alerter la "communauté de malades" ou le public à propos d'un problème dont elles font l'expérience afin de le résoudre. L'association *Renaloo* a par exemple mené des enquêtes et découvert que les inégalités d'accès à la greffe de reins pouvaient s'expliquer par des biais dans les mécanismes de financement des services de soin. C'est aussi le cas des violences gynécologiques et obstétricales, repérées et visibilisées par des collectifs, qui sont parvenus à l'inscrire comme problème public (3).

INVESTIR L'INSTITUTION

L'expertise des patient-es relève de la connaissance de soi, de l'expérience acquise de repérage dans l'institution, mais aussi de tout le processus personnel de reprise de pouvoir sur sa propre vie qu'on appelle aussi "rétablissement" : intégrer sa condition, savoir vivre avec, gérer les conséquences au quotidien, cesser "d'être malade d'être

(1) On l'a un peu oublié depuis le triomphe de l'anatomoclinique, basée sur l'observation des symptômes, au 19^e siècle, mais la consultation médicale par lettres était une pratique courante depuis l'antiquité, qui a connu un âge d'or au 18^e siècle (Pilloud, Hachler et Barras, 2004). L'expertise médicale reposait alors sur les mots écrits du patient, qui avait donc en main explicitement l'une des clés de son suivi.

(2) Voir les bases de données publiées sur www.gynandco.fr ou <http://bddtrans.fr>

(3) À ce sujet, voir par exemple *STOP violences obstétricales et gynécologiques* ou les enquêtes et prises de position du Collectif interassociatif autour de la naissance.



▲ À Paris, l'Université des patients propose des parcours diplômants en éducation thérapeutique des patientes expertes.

malade". Ce processus peut donner envie de devenir "médiateur de santé-pair", "pair-aidant", ce que d'autres appellent un "tuteur de résilience". Ces personnes qui, à travers la maladie, ont emprunté des parcours instructifs ou exemplaires, entrent en contact avec d'autres personnes rencontrant une situation semblable. Dans l'organisation contemporaine des services de santé, ces rôles sont devenus un enjeu majeur pour contribuer à la traduction, à la médiation, et l'autonomisation des patient-es. Ces pairs deviennent alors intervenant-es dans les services à travers des ateliers d'éducation thérapeutique, voire en formation universitaire (projet *Pactem*: patients acteurs de l'enseignement en médecine). Les initiatives se multiplient pour former ces rôles nouveaux dans le système de santé. Différentes structures proposent des formations en éducation thérapeutique permettant à des patient-es de préparer un diplôme de l'*Université des patients*. Les diplômés trouvent encore très difficilement un poste en lien avec leurs nouvelles compétences. C'est le plus souvent de façon bénévole que les patient-es deviennent partenaires du système de santé.

LA CAPTATION DE "L'EXPÉRIENCE PATIENT"

En parallèle, les dispositifs du type "patient évaluateur de la qualité" se multiplient. Les usager-es étant précisément ceux et celles qui connaissent les usages, il est normal de leur donner l'initiative de l'évaluation. Mais leurs données, avis et opinions deviennent désormais une ressource. C'est l'évaluation elle-même qui crée la valeur. Un *Institut de l'expérience patient*, créé récemment, s'adresse entre autres aux cadres et managers des institutions de santé : "Axe majeur de la certification V2020, la collecte de l'expérience vécue par les patients doit trouver sa place dans l'organisation des équipes." Hors de l'hôpital, certaines

plateformes comme *Carecity* ont pour fonction de recueillir l'avis des patient-es atteint-es d'affections chroniques et de revendre ensuite aux industriels les informations qui s'y échangent. "La démocratie sanitaire est traduite dans le langage du marché" selon Philippe Batifoulier, économiste à Nanterre.

Il reste difficile de peser ce qu'apportent de nouveau et d'authentique les patient-es partenaires (au-delà d'une "valeur ajoutée"). Et puis surtout, en étant ainsi incorporé dans le système de santé, le mouvement des patient-es ne perdrait-il pas sa vertu critique et son horizon de transformation de l'institution médicale ?

À l'heure où les inégalités de santé s'accroissent, quand on voit l'assurance maladie perdre son caractère universel et que la "médecine personnalisée" (entendre "informée par les nouvelles technologies de séquençage génétique") sature l'horizon de la médecine de demain, la question est de savoir si les mouvements d'usagers, variés, multiformes et divers, peuvent contribuer à faire émerger une autre politique. S'il est permis d'en douter, sur le terrain et au quotidien, il ne fait pas de doute que les savoirs expérimentiels issus des échanges entre pairs, émergeant d'un travail de construction collective, contribuent à transformer peu à peu notre rapport à la médecine et à ses professionnel-les.

Nicolas Lechopier,
maître de conférences en philosophie à la faculté
de médecine de l'Université Lyon Est ■



▲ Le collectif Les Flux, une initiative féministe pour la réappropriation des soins gynécologiques.

Explorer ensemble mille et une façons de prendre soin de soi

L'impression d'être dépossédé·e de son corps par le monde médical est fréquente. Entretien croisé avec des collectifs qui ont expérimenté diverses façons de s'autonomiser et de penser ensemble leurs rapports au corps, pour ne plus être seul·e et démuni·e face à la maladie et au parcours de soin.

S'ORGANISER À PLUSIEURS AUTOUR DE la réappropriation de son corps (comme la gynécologie avec le collectif *Les Flux*), d'expériences sensorielles (comme l'entente de voix avec le *Réseau français sur l'entente de voix REV France*), des façons de prendre soin de sa santé (ateliers de partage du *Groupe soin*), parfois dans des conditions hostiles (*Ambulance partisane*), sont autant d'exemples de réappropriations de pratiques et de savoirs, hors des institutions médicales. "Tout le monde a fait l'expérience de la maladie et de la guérison. À ce titre, tout le monde a son mot à dire sur ces questions", affirme le *Groupe soin* lyonnais. La formation médicale n'est pas rejetée par ces initiatives ni survalorisée. Elle sert de point d'appui à une approche plus globale du soin.

"RENOUER AVEC NOS CORPS"

Le traitement de problèmes médicaux est trop souvent de l'unique ressort d'un corps médical omnipotent. "Même si nous parlons de santé gynécologique, nous estimons que les questions concernant nos sexes dépassent

le cadre de la médecine et existent en dehors des prises en charge par les professionnel·les du soin, explique le collectif *Les Flux*. Nous nous plaçons hors du champ de la médecine."

Le but n'est pas de remplacer l'hôpital ou la médecine allopathique mais de redonner confiance à chacun·e dans ses sensations et ses connaissances, de partager des ressources pour faire face aux expériences corporelles — pathologiques ou pas — et aux institutions. "Nous avons l'impression que nous 'dépendons' salement du corps médical parce que nous sommes déconnectés de nous-mêmes, de notre expérience sensible, que nous avons appris à nous fier plus aux médecins qu'à nous-mêmes, analyse le *Groupe soin*. Il s'agit de se redonner un peu confiance, de renouer avec nos corps." Pour Magali Molinié, membre du *Réseau français sur l'entente de voix*, "les voix ne sont pas en soi un problème ou un symptôme de maladie mentale, c'est la relation qu'on a avec qui peut parfois poser problème. Mais de nombreux exemples nous montrent qu'elle est potentiellement porteuse de sens, qu'il est possible à chacun de trouver des moyens pour composer avec ces expériences, dans leur diversité. En ce sens, elles relèvent moins de la psychiatrie que de formes d'auto-organisation ou d'auto-gestion."



Ambulance partisane

▲ L'Ambulance partisane, ici à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes.

L'IMPORTANCE D'ESPACE OÙ L'ON PEUT SE RENCONTRER

■ **Groupe soin**, ateliers mensuels de discussions d'une quinzaine de personnes, ouverts à tou-tes, pour penser collectivement les questions liées à nos manières d'être malades et en bonne santé, le second jeudi de chaque mois à l'Amicale, 31 rue Sébastien-Gryffe, 69007 Lyon, groupe-soin@riseup.net

■ **Les Flux**, une initiative féministe pour la réappropriation des savoirs gynécologiques, propose des ateliers d'autogynécologie ouverts à tou-tes, et de nombreuses ressources sur son site : <http://lesflux.fr>, contact@lesflux.fr

■ **Ambulance partisane**, association de soin intercommunale pour apporter des soins et premiers secours partout où leur accès est rendu difficile. L'association intervient dans des zones de conflits, comme la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, lors d'expulsions, ou à la jungle de Calais, pour proposer des permanences de soin aux personnes migrantes. medecine@riseup.net

■ **Réseau français sur l'entente de voix**, association 1901 pour promouvoir une approche des voix et des autres perceptions, expériences ou vécus inhabituels, respectueuse des personnes et de leur expertise, regroupe une soixantaine de groupes locaux qui organisent des temps de rencontres et d'échanges. admin@revfrance.org

Selon le Réseau français sur l'entente de voix (1), mettre en place des groupes de discussions autonomes est essentiel : "Ce sont des espaces où on peut parler sans jugement et sans tabou de ses expériences. Il existe une soixantaine de groupes autogérés en France, avec une grande autonomie locale. Ce sont des espaces de citoyenneté qui vivent le plus souvent hors des circuits habituels de la psychiatrie, avec de multiples partenariats possibles." Les Flux organisent aussi "des ateliers d'auto-observations gynécologique, dans une visée de self-help. Dans ces ateliers nous proposons d'abord un long temps d'échange autour de nos expériences personnelles. Puis nous proposons à celles et ceux qui le souhaitent d'observer leurs vulves, clitoris, vagin et col de l'utérus". Le Groupe soin se réunit publiquement une à deux fois par mois à Lyon et est ouvert à toutes et tous.

L'Ambulance partisane n'a "pas de permanence, à l'exception des endroits mêmes ou nous intervenons. À Calais, par exemple, nous avons assuré des permanences nocturnes. Régulièrement, nous nous réunissons en invitant les gens rencontrés pour améliorer son usage et se projeter dans les années à venir". Tous ces collectifs proposent des espaces et des temps physiques de rencontres, où un lien de confiance se tisse entre les participant-es. Ils n'ont pas vocation à être portés par des professionnel·les du corps médical qui se rémunèreraient avec cette activité. Sans subventions, parfois montés en associations, ce sont des collectifs indépendants.

LA GUÉRISON N'EST PAS LE SEUL OBJECTIF

Les groupes de paroles de personnes entendues de voix sont pour la plupart organisés entre pair-es, parfois portés par un-e psychologue

ou une personne du travail social, parfois à l'initiative d'un-e proche... Autant de formes que d'envies. "Le rétablissement n'est pas le modèle de la santé que nous portons, nous cherchons à définir ce qu'on veut pour soi, et les outils à mettre en place pour cela."

"Un atelier du Groupe soin n'a pas de forme a priori. Parfois, nous faisons appel à une personne extérieure, parfois l'un-e d'entre nous prend en charge une 'présentation' du thème, parfois nous comptons sur la mise en commun de nos expériences. On repart le plus souvent en ayant l'impression d'être moins bête ou moins seul-e."

Ainsi, tous ces ateliers n'ont pas forcément pour but la guérison mais avant tout l'échange. Au sein d'ateliers mensuels proposés par Les Flux et ouverts à toutes les personnes concernées, les thèmes abordés peuvent être le rapport au corps, la consultation gynécologique, la prévention sexuelle ou encore le rapport à la médecine. Pas facile de se munir d'un spéculum, de le lubrifier et d'écarter les jambes pour découvrir une partie de son anatomie trop souvent stigmatisée. Pourtant, c'est grâce à un collectif bienveillant que beaucoup arrivent à franchir le cap de l'observation gynécologique et à découvrir la diversité des anatomies.

Les façons de redonner confiance sont multiples. "Le simple fait d'assurer une présence modifie quelque chose dans l'ambiance d'une lutte ou d'un campement qui engage déjà dans un processus de soin, rappelle l'Ambulance partisane. Par exemple, savoir que l'ambulance est présente sur telle place non loin d'un endroit d'affrontements rassure des camarades qui appréhendaient, sinon angoissaient, à l'idée d'aller défendre telle ou telle chose. Des postes de secours aux frontières comme en manifestation demandent une préparation liée aux lieux mêmes et aux besoins que nous développons avec l'expérience."

(1) Lire "Ecouter des voix n'est pas une maladie", Silence n° 451, décembre 2016.



▲ Chloé et Cluny, en plein atelier, rappellent les bases de l'anatomie féminine.

CASSER LA HIÉRARCHIE

Les langues se délient et chacun-e retrouve force et estime de soi vis-à-vis de ses propres vécus. Ces expériences sont permises car les liens hiérarchiques sont absents de ces temps d'échanges. "C'est un temps où l'on peut interroger des représentations qui sont censées faire loi, y compris avec le 'spécialiste' du jour, précise le Groupe soin. Toutes les personnes présentes peuvent prendre la parole à partir de la place qu'elles souhaitent mettre en avant (leur profession, leur expérience de soignant, de soigné, de malade...). [...] Nous partons d'une forme de pragmatisme : par exemple, lors du groupe soin sur les brûlures, ont cohabité sans problème une approche médecine d'urgence, médecine chinoise et un coupeur de feu."

Ces espaces permettent de "s'ouvrir sur des choses dont on n'a jamais parlé à personne, pour Magali, du REV. Ils ouvrent la possibilité de résonances entre les expériences, entre les gens, permettent de sortir de l'isolement et de retrouver des raisons d'espérer. Un des problèmes en psychiatrie, c'est qu'on a la consigne de ne pas parler avec les personnes de leurs expériences, parce que ce serait risquer d'entretenir leur délire. Dans les groupes de parole, les personnes concernées peuvent enfin échanger sur ce qu'elles ont toujours tu."

LA NÉCESSITÉ DE L'AUTONOMIE

Si ces initiatives sont nombreuses, c'est que les savoirs médicaux sont trop souvent l'apanage d'un corps médical avare en renseignements,

coercitif et discriminant dans ses pratiques. Pour *Les Flux*, "se réunir et parler de ce qui est réservé aux médecins, en soi, c'est faire résistance et braver des interdits : celui de la pudeur, celui du respect de l'ordre médical, celui de la valeur qu'on attribue à nos problèmes. C'est aussi l'occasion de se reconnaître parmi les témoignages des autres et de prendre conscience du caractère systémique des violences qui sont exercées à notre rencontre". Le Réseau français sur l'entente de voix prend le contrepied du regard psychiatrique et d'une rapide réponse médicamenteuse, pour valoriser les sensations vécues et leur acceptation par les personnes concernées, au-delà du diagnostic médical.

Certains contextes rendent l'autonomie nécessaire. C'est le cas de zones de conflits ou de danger, comme le sont certaines manifestations

D'autres ressources

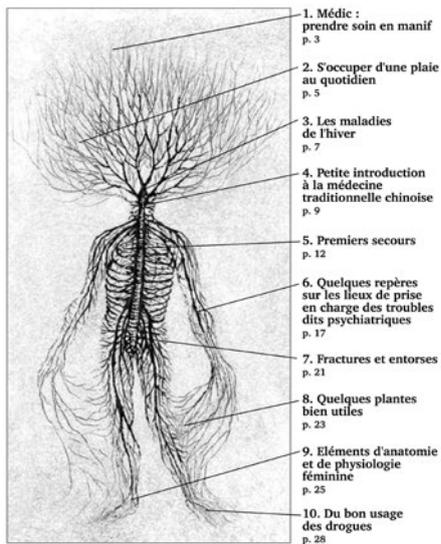
- Pour une MEUF, association de soignant-es contre le sexisme médical, www.pourunemeuf.org
- Les Groupes d'entraide mutuelle (GEM), associations portées par et pour des usagers en santé mentale. Retrouvez l'annuaire national des groupes sur leur site : www.psycom.org
- Le Planning familial, mouvement féministe et d'éducation populaire, www.planning-familial.org

Co-construire des savoirs

Pour le collectif *Les Flux*, les groupes de parole et d'auto-observation permettent de comprendre ce qui nous arrive, d'échanger des astuces, aussi, pour soulager les maux. "Les différences de connaissances de participantes aux groupes constituent une richesse, et c'est ainsi que nous pouvons co-construire des savoirs. Chacune, en vivant dans un corps qui lui est propre, a en réalité des connaissances et des compétences pour le comprendre et faire des choix concernant sa santé. Ces savoirs sont souvent considérés comme profanes et méprisés, on parle de remèdes de 'bonne femme'. Une bonne illustration est le fait que beaucoup de médecins refusent de prendre en compte les effets secondaires rapportées par leurs patientes lors de la prise de contraceptifs hormonaux." On retrouve les mêmes mécanismes dans le Groupe soin : "C'était très fort, quand on a fait l'atelier sur les angoisses, que chacun-e puisse dire les chemins qu'il ou elle avait trouvés pour faire face. C'était très drôle et incroyablement surprenant de pouvoir parler des angoisses sans angoisse."

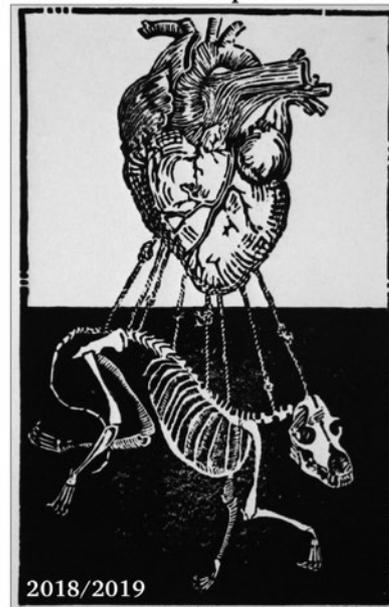


Les Ateliers du Groupe soin – 2017-2018



Pour nous contacter : groupe@riseup.net / programme des ateliers dispo sur rebellyon.info
Tous les 2e jeudis du mois à l'Anicale, 31 rue s. Gryghe, Lyon 7e, atelier à 19h / nous rencontrer à partir de 18h30

Les Ateliers du Groupe Soin – vol. 2



2018/2019

▲ Les stratégies pour faire face à l'entente de voix sont nombreuses, et les échanges d'expérience précieux.

Pour aller plus loin

- *Moi, ma santé : de la dépendance à l'autonomie*, Serge Mongeau, Écosociété & Silence, 1995
- "Décroissance et santé", *Silence* n° 341, décembre 2006
- "À votre santé ?", *Silence* n° 399, mars 2012
- "Handicaps : conquérir son autonomie", *Silence* n° 451, décembre 2016

du fait des violences policières. Cette dimension est essentielle dans la constitution de l'Ambulance partisane : "Un des atouts essentiels de l'ambulance ou des situations où le soin est difficile d'accès alors qu'il est crucial d'y recourir pour celles et ceux qui les habitent." "L'Association de soin intercommunale, dont fait partie l'Ambulance partisane, s'est constituée autour d'un désir politique commun de contribuer à l'autonomie des luttes par le biais du soin. C'est un dispositif qui vise aussi à affronter d'autres polices, d'autres formes d'hostilité : celles de l'administration du soin, celles des forces de déliaison qu'entraîne la délégation des gestes du soin aux institutions, par ailleurs de plus en plus asphyxiées par les plans d'austérité."

"ÉVITER LES MOUVEMENTS DE PANIQUE"...

"Bien souvent, quand il nous arrive quelque chose, c'est dans la panique que nous nous tournons vers les institutions médicales. A minima, nous aimerions construire un rapport moins anxieux aux maladies, aux blessures et aux gens qui sont censés nous soigner, explique le Groupe soin. Si j'ai une entorse, par exemple, savoir ce que ça veut dire, comment bien s'en remettre, non pas en enlevant ce que la médecine allopathique préconise, mais en l'articulant avec d'autres pratiques, les trucs et astuces des unes et des autres."

"Nous partons en tout cas du principe de diffusion des savoirs et des premiers secours pour éviter les mouvements de panique", rappelle de son côté l'Ambulance partisane. Le collectif insiste sur l'importance aussi de protéger les personnes blessées de pratiques oppressives du monde médical. "Il est important de ne pas s'imposer comme soignant lors de la prise en charge d'un blessé et de faire attention si possible à sa volonté d'être effectivement soigné et de quelle manière. Et ne pas minimiser les risques de fichage, d'arrestation lors d'un transfert vers un service hospitalier."

... ET SE DOTER DE RESSOURCES

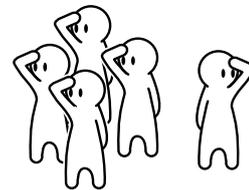
S'autonomiser, cela peut aussi vouloir dire mieux connaître les institutions. Le collectif *Les Flux* propose plusieurs ressources : des brochures pour s'informer, des annuaires de professionnel·les de confiance comme *Gyn&Co* (2). Si le *Réseau français sur l'entente de voix* cherche à ne pas être dépendant de la psychiatrie et à s'en émanciper, c'est aussi, en parallèle des groupes de paroles, "un mouvement discutant avec des professionnels, des chercheurs. Ces recherches irriguent tout un ensemble d'approches en psychologie qui adoptent des outils qui ont pu être développés dans nos groupes". Le Groupe soin a édité une brochure qui reprend les réflexions de chacun de ses ateliers (3).

Pour *Les Flux*, "se réapproprier les savoirs, ça veut dire à la fois revaloriser ces savoirs profanes et favoriser l'accès au savoir médical, par exemple en se familiarisant avec le lexique médical ou en décortiquant les schémas anatomiques. Le sexisme et le racisme ont empreint très fortement la médecine, en particulier la gynécologie. La réappropriation des savoirs, cela veut dire pouvoir être plus autonome dans la gestion de la santé, mais aussi pouvoir mieux résister aux maltraitements médicaux". "Ce qui me semble vraiment chouette, conclut le Groupe soin, c'est de pouvoir parler de son corps et de son âme, de ses dysfonctionnements, de ses bobos mais aussi de son incroyable capacité à guérir. Dire qu'il y a mille façons de guérir, mille façons d'être en bonne santé. Que nous ne sommes pas condamnés à la normativité de la médecine allopathique. Ça donne confiance."

Martha Gilson ■

(2) *Gyn&Co*, annuaire des médecins et sages-femmes "safe", <https://gynandco.wordpress.com>

(3) <https://rebellyon.info>, "Sortie de la brochure des ateliers du Groupe soin", 9 novembre 2018.



La communauté agricole Emmaüs Roya cultive la solidarité avec les migrant·es

Depuis juillet 2019, les terres de Cédric Herrou, dans les Alpes-Maritimes, sont devenues une communauté Emmaüs qui propose ses productions bio en circuit court. Personnes solidaires et sans-papiers y cultivent un avenir commun.

"Cet endroit répare tout le monde, pas seulement les exilés", dit Charlotte, bénévole à Emmaüs Roya. De 2015 à 2017 Cédric Herrou, agriculteur à Breil-sur-Roya, à une soixantaine de kilomètres au nord-est de Nice, s'est rendu célèbre par son aide aux exilé·es. Son exploitation était devenue "le camping le plus surveillé de France", dit-il. Ce havre a accueilli jusqu'à 150 personnes. L'endroit fut cerné par des dizaines de gendarmes mobiles. Puis, "le camping Cédric Herrou, est devenu Emmaüs Roya", dit l'agriculteur. Depuis juillet 2019, il est coresponsable de cette nouvelle communauté, pensée pour enraciner l'accueil et la solidarité.

Deux années durant, la Roya était devenue une souricière pour celles et ceux qui cherchaient à contourner les contrôles du poste-frontière de Menton, sur la côte. Par l'emploi des militaires de l'opération Sentinelle et de nombreuses forces de l'ordre, la vallée a été militarisée. Au point de pousser les personnes migrantes à prendre toujours plus de risques, parfois jusqu'à la mort. La solidarité d'une bonne partie des habitant·es a permis d'éviter bien des drames.

Depuis la fin 2017, la pression a baissé à mesure que la dissuasion sur les personnes migrantes à emprunter cette route semblait fonctionner. Les contrôles de gendarmerie restent toutefois très fréquents.

"Pour des personnes qui n'ont pas de droits, c'est un tremplin"

Comme ses aînées, la dernière née du réseau Emmaüs pratique "l'accueil inconditionnel" théorisé par l'abbé Pierre. Mais contrairement à la plupart des communautés Emmaüs en France, son activité est agricole. Ses productions maraîchères, œufs et transformations bio, sont valorisées en circuit court.

Les sept compagnons d'Emmaüs Roya sont "nourris, logés, blanchis. Ils perçoivent une allocation communautaire de 355 euros par mois et cotisent à la Sécurité sociale", dit Marion Gachet, coresponsable de la communauté. "Pour des personnes qui n'ont pas de droits, c'est un tremplin. Être en activité permet d'aller mieux", ajoute-t-elle. Le statut "Oacas" (organisme d'accueil communautaire et d'activité solidaire) ne protège pas de l'expulsion les compagnon·nes en situation irrégulière.

Caricaturé par les autorités et une partie de la presse comme un promigrant, Cédric Herrou se définit comme "un militant pour la vie avec un grand V. On ne peut pas dissocier humanitaire et politique. C'est un combat de justice fondamentale". Son projet lie deux priorités actuelles : "lutte écologique et respect des personnes". Et Emmaüs Roya compte essaimer. "Une quinzaine de projets, qui vont de jardins pour l'autoconsommation des communautés à de véritables fermes sont en cours", nous dit au téléphone Michel Frédéric, vice-président de la branche communautaire et compagnon à Pamiers (Ariège).



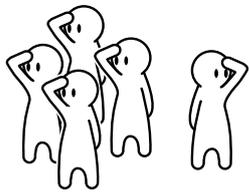
Dernière activité de la journée, la collecte des œufs.



Cédric Herrou, Johannes et Jaffairu Atairu.



Les cabanes où logent les compagnons.



Médias



♦ **Alternatives économiques**, n° 395, novembre 2019, "Logement : qui gagne, qui perd ?", 5,90 €. Entre des articles qui vous éclaireront sur l'évolution du marché de l'immobilier, la précarisation des chômeu-ses ou la filière française du lin, ce numéro abrite un supplément de 16 pages sur l'économie autrement, qui présente 30 initiatives. Des *Jardins bio des monts de Gy* qui ont embauché 20 salarié-es handicap-ées pour développer une agriculture bio à *Villages vivants* qui tente de revitaliser bourgs et villages, la revue se plonge dans le monde de l'économie sociale et solidaire.



♦ **Oblik, L'info graphique**, n°3/2020, "Tout ne va pas si mal. 50 raisons de garder espoir", 17 €. Les "bonnes nouvelles" (recul de la grande pauvreté et du surendettement, allongement des durées de vie en Afrique, France plus sûre ou croissance du bio) sont sélectionnées de

façon nécessairement biaisée. Mais cela fait du bien d'engranger quelques arguments contre la sinistrose ambiante et d'admirer la créativité des illustrations. En prime, une BD qui répond à la question "Les immigrés coûtent-ils trop cher ?".



♦ **Valeriane**, la revue de *Nature & Progrès*, n°140, nov-déc 2019, 6 €. Ce bimestriel édité en Belgique est riche en réflexion. Le dossier, centré sur "La juste place de l'animal dans notre monde", interroge les différentes positions vis-à-vis de la cause animale. Plusieurs reportages éclairent la possibilité de cultiver des céréales sans pesticides. Un article de Guillaume Lohest interroge le sens profond de la revendication anti-capitaliste : comment concilier l'impérieuse nécessité de sortir du capitalisme, slogan parfois de posture, et le tout aussi nécessaire besoin de point de départ d'un militantisme concret, minutieux et durable ?

» Loiret

L'Arcanderie

L'Arcanderie à Orléans est un atelier collaboratif de bricolage qui offre un espace ouvert à tou-tes, avec des outils à disposition. Aujourd'hui dans un local, la version 2016 de cet atelier consistait en un établi mobile tracté par un vélo.



♦ L'Arcanderie, 108 rue de Bourgogne, 45000 Orléans, arcanderie@gmail.com

Jean Kergrist a cessé de faire le clown

À 79 ans, il a donné son dernier spectacle le 21 mai 2019 dans les locaux de la Mission bretonne à Paris. Atteint d'un cancer, il a obtenu d'être euthanasié le 15 novembre 2019. Étudiant à Lyon, il y commence sa carrière d'acteur : entre 1966 et 1975, il travaille avec Roger Planchon et Marcel Maréchal. En 1975, il quitte le TNP, Théâtre national populaire de Villeurbanne pour créer le TNP, Théâtre national portatif. Il invente le personnage du *clown atomique* et commence à faire des spectacles autour de Creys-Malville (Isère) où commence le chantier de Superphénix. Il va jouer le *clown atomique* des milliers de fois ensuite à travers toute la France, et notamment près de chez lui, à Plogoff. Il écrit ensuite d'autres pièces (comme *La fièvre acheteuse* contre la société de consommation, *Le clown agricole*, avec les paysans-travailleurs, *Le clown chomdu* avec des associations de chômeu-ses, etc.) mais également des livres, surtout sur l'histoire locale de Bretagne. Il a écrit un article dans *Silence* (n°419, janvier 2014) pour se moquer des Bonnets rouges. Son humour va nous manquer.

♦ Pour en savoir plus : <http://www.jeankergrist.com>



» Côte-d'Or

Le Quartier des Lentillères sauvé de l'urbanisation

Le quartier libre des Lentillères est né d'une manifestation fourche en main en 2010, à Dijon, à l'issue de laquelle une centaine de personnes a défriché puis cultivé des terres de qualité à l'abandon menacées par un projet immobilier. Le quartier a d'ailleurs fêté (un peu en avance) ses 10 bougies en octobre 2019. 10 ans d'occupation illégale et de construction d'alternatives, jamais à l'abri des volontés d'urbanisation sauvage du gouvernement. Alors qu'une seconde phase d'urbanisation du quartier était en projet, François Rebsamen, maire de Dijon et président de Dijon Métropole, a annoncé le 25 novembre 2019 que la mairie allait abandonner l'urbanisation des Lentillères. Il a annoncé dans le même moment que les personnes qui occupent le quartier illégalement seront expulsées. Fin 2019 une nouvelle phase de lutte pour la préservation du quartier libre s'ouvre. Alors que la menace d'une expulsion plane, comment conserver son agriculture hors norme et collective, ses habitations qui permettent à une centaine de personnes de prendre soin de cet endroit au quotidien, sa qualité de refuge pour les exilé-es, sa réinvention collective d'une vie de quartier, etc. ? (Voir aussi "Le quartier libre des Lentillères", *Silence*, n°474, janvier 2019)



» Marseille

Kallisté : une bibliothèque de rue

En avril 2019, à l'initiative d'habitant-es du 15^e arrondissement de Marseille, une cabane a été montée dans le parc Kallisté entre des barres d'immeubles, sous l'impulsion du groupe d'action *Kallisté* de la *France Insoumise*. Elle ouvre quelques après-midis par semaine et est remplie de livres d'occasion. Elle permet l'accès à la lecture aux enfants du quartier notamment — la cabane est équipée de tabourets et d'une petite étagère. Dans les quartiers Nord de Marseille, il n'y a que deux bibliothèques : cette initiative permet de rendre plus accessibles les livres aux familles. La bibliothèque de rue ne remplace pas le désengagement de la municipalité ni le manque d'infrastructures culturelles, mais redonne un peu de dignité et entretient la solidarité dans le quartier.



Les habitant-es du quartier soutenues par les insoumisés et les associations lors de la construction de la bibliothèque de rue.



Les importations de soja sur la sellette



Le 29 juin 2019, Greenpeace a bloqué dans le port de Sète durant 24 heures un cargo de 50 000 tonnes de soja. Originaires du Brésil et en majorité transgéniques (une technique interdite chez nous), ce soja était destiné à nourrir le bétail français et slovène. Greenpeace dénonce un véritable colonialisme agricole, imposant une déforestation et une agro-industrie destructrice ailleurs pour se fournir en viande industrielle ici, au profit des multinationales et des grands propriétaires terriens et au détriment des populations. Relocaliser cette production de soja serait impossible. La seule solution passe par le fait de manger moins de viande. (Source : *Inf'OGM*, 3 juillet 2019).

Stop au Greenwashing à Montpellier

Du 7 au 9 octobre 2019 s'est tenu à Montpellier le sommet des maires du Pacte de Milan, sur la politique alimentaire et urbaine. Ce pacte engage les villes signataires à prendre des mesures concrètes pour promouvoir et développer une alimentation durable. En apparence, Montpellier semble être une ville modèle sur ce thème. Pourtant, en creusant, on note rapidement un décalage entre théorie et pratique. Par exemple, la destruction de nombreuses terres agricoles est prévue dans le SCOT. Selon *Extinction Rebellion* et *Action Non Violente Cop 21*, le manifeste pour une ville écologique et humaniste publié par Montpellier n'est "qu'un objet de communication conçu pour donner l'illusion que la ville agit pour répondre à l'urgence de la situation climatique et à la destruction du vivant". Les deux organisations ont donc mené une action conjointe le 7 octobre, en interrompant le discours d'introduction du maire. Mathieu Yon, maraîcher biologique, a ainsi pu s'exprimer sur la situation catastrophique de l'alimentation à Montpellier.

Une victoire de plus face aux pesticides !

En mai et juin 2019, les maires de Gennevilliers et de Sceaux ont déclaré l'interdiction de l'utilisation du glyphosate et d'autres pesticides sur leur territoire communal. Le préfet des Hauts-de-Seine avait demandé la suspension des deux arrêtés, considérant que cela ne relevait pas de la compétence des maires. Cependant, le 8 novembre 2019, le juge des référés du tribunal administratif de Cergy-Pontoise les a, au contraire, validés. Il a estimé que le danger des pesticides était suffisamment grave pour la population, et les mesures engagées par l'État face à ce risque trop lacunaires, pour justifier l'intervention des maires. Cela pourrait faire jurisprudence pour les autres cas similaires, et permettre aux élus locaux d'interdire les pesticides sur leur territoire sans passer par le préfet ou l'État. Un combat à suivre.



Climat

Belgique : un plan climat ambitieux

Le 21 octobre 2019, le gouvernement belge a adopté son Plan national énergie climat (PNEC). Celui-ci prévoit la fin de l'usage du diesel dans les véhicules d'ici 2030, de l'essence d'ici 2035. Il prévoit une baisse des émissions de CO₂ de 40 % en 2030 par rapport à 2005 (y compris les émissions indirectes provoquées par les importations). Le chauffage au charbon est interdit dès 2021, celui au mazout dès 2025. Les énergies renouvelables devront fournir 700 GWh par an à partir de 2030. La production de déchets doit baisser de 20 %. Le tri des déchets organiques sera obligatoire à partir de 2023. L'ensemble doit se faire sans pénaliser les personnes en situation de précarité. Reste maintenant à mettre tout cela en pratique...

Droit dans le mur !

Selon l'*Observatoire mondial des marchés de l'énergie*, dans un rapport publié le 15 novembre 2019, la consommation d'énergie dans le monde a augmenté en 2018 de 2,3 %. Bien que le recours aux renouvelables se développe, cela se traduit par une hausse de 2 % des émissions de gaz à effet de serre... contre 1,6 % l'année précédente. Non seulement, il n'y a pas de baisse, mais la hausse s'accélère !

Si l'Europe est stable (à condition de ne pas tenir compte de ses importations), ce sont des pays comme la Chine (2,3 %), les États-Unis (3,4 %) et l'Inde (6,4 %) qui contribuent le plus à ce résultat.

Selon ce rapport, 546 milliards de dollars ont été investis dans les énergies renouvelables... mais cela ne représente que 11 % des capitaux investis dans le secteur.

Un autre rapport, publié le 4 novembre 2019, par l'*Agence internationale de l'énergie*, pointe le ralentissement de la progression de l'efficacité énergétique. Celle-ci n'a été que de 1,2 % en 2018, soit le taux le plus bas depuis une dizaine d'années. Ceci s'explique par l'évolution des modes de consommation. Ainsi, dans le domaine des véhicules motorisés, les moteurs consomment de moins en moins, mais comme les personnes achètent des voitures de plus en plus grosses, le résultat est qu'elles consomment toujours autant sinon plus. Les maisons récentes sont de mieux en mieux isolées, mais avec le recours accru à la climatisation, le secteur consomme globalement plus. Chaque avion consomme moins, mais ils sont de plus en plus utilisés, etc.

Politiques alimentaires pour le climat et la santé

Le 10 octobre 2019, le *Réseau Action Climat*, regroupement de nombreuses associations écologistes, et *Solagro* (solidarité agroalimentaires) ont publié un rapport présentant 70 mesures pour les politiques alimentaires bénéfiques pour notre santé et pour le climat. Le rapport préconise en outre de réduire la publicité ciblant les enfants, de former les professionnels de la restauration collective, du social, de l'enfance et de la santé aux bases de l'alimentation saine ou encore de rediriger les aides de la Politique agricole commune (Union européenne) vers une production alimentaire saine et durable, et notamment aides couplées pour les fruits et légumes frais, les légumes secs et les élevages en agroécologie.

Le rapport est téléchargeable sur les sites solagro.org et reseauactionclimat.org.

♦ Réseau action climat, 47 avenue Pasteur, 93100 Montreuil, tél. : 01 48 58 83 92.





Nucléaire : Jusqu'ici... tout va bien !

Au frontispice de l'école des mines pourrait être gravé un axiome qui semble dicter toute la stratégie du petit monde nucléaire : "Un mensonge répété mille fois devient une vérité". Dans le monde orwellien du lobby atomique, cette mauvaise habitude s'est ainsi normalisée. S'infiltrant dans les moindres interstices de l'administration et du monde politique, le corps des Mines dicte depuis des décennies la politique énergétique du pays. Ce grand corps malade, pour puissant qu'il soit, se nécrose par manque d'air. Les quelques centaines de "mineurs" entraînent dans leur chute un pays et son économie. Véritables militants radicalisés de la cause atomique, rien ne peut les dissuader de promouvoir une technologie qui a pourtant maintes fois fait la démonstration de son incurie.

Mais la force d'un corps constitué comme celui du lobby nucléaire est d'être soudé, solidaire, se renforçant dans l'épreuve. Mieux, ces brillant-es ingénieur-es mettent à distance qui-conque oserait interroger les vérités du dieu nucléaire.

Il y aurait pourtant de quoi ! Un tremblement de terre secoue l'Ardèche à quelques encablures de deux centrales nucléaires. D'une magnitude de 5,4 sur l'échelle de Richter, cette forte secousse met une nouvelle fois en évidence l'indadéquation des protocoles de sécurité. Les centrales sont supposément conçues pour résister à une secousse dont l'épicentre ne devrait pas dépasser 5,2 sous la centrale. Comme de mauvaises coutumes, l'impréparation est criante. Mais l'influence du lobby est telle que cette énième preuve ne remet fondamentalement rien en cause. Quelques propos lénifiants d'un chargé de comm' et tout le monde détourne pudiquement le regard. Jusqu'ici, tout va bien... Rien ne doit venir remettre en cause

l'idylle atomique qu'entretiennent nos politicien-nes.

Pas même le rapport de Jean-Marie Folz, remis au PDG d'EDF sur la construction de l'EPR de Flamanville. De reports en surcoûts, ce réacteur atomique supposé être la vitrine rutilante démontrant l'excellence de la filière nucléaire hexagonale est simplement considéré par ce grand commis de l'État comme un "échec". Un échec à plus de 12 milliards d'euros pour un devis initial de 3,3 milliards... Au pays des restrictions budgétaires, des lits d'hôpitaux qu'on supprime, des écoles qu'on ferme et de la chasse aux pauvres et aux chômeurs, ces errements budgétaires laissent songeurs...

"La technocratie atomique a réussi à s'exfiltrer du champ démocratique"

En matière nucléaire, point de rationalité économique et énergétique à rechercher. La technocratie atomique a sa propre logique et a réussi à s'exfiltrer du champ démocratique. Dès son origine avec le plan Messmer ou avec le choix de l'EPR sans l'aval des parlementaires (et encore moins des citoyen-nes), le lobby nucléaire a pris la mauvaise habitude de choisir à la place de ce bas peuple inapte à comprendre une complexité construite par et pour le lobby. Au mieux est-il appelé à éponger les dettes et éventuellement subir les conséquences d'une catastrophe annoncée. Le reste est affaire de spécialistes... Le jour de la catastrophe impossible, il y aura toujours un professeur Pellerin pour démontrer l'indémodable et justifier l'injustifiable. C'est à cela qu'on peut simplement remarquer que la "vérité" nucléaire n'est qu'une vulgaire propagande, balivernes de bas étage pour politiciens corrompus.

» Indonésie

Un énième grand projet touristique pour Bali

À Bali, dans la baie de Benoa, l'entreprise *Tirta Wahana Bali Internasional* souhaite construire un complexe touristique démesuré : hôtels de luxe, chalets, parc d'attraction, golf... Rien n'est trop beau pour les beaux yeux des touristes. La particularité du projet ? Il s'étend sur 700 hectares, "grâce" à la création de 12 îles artificielles. Or, cette baie est essentielle pour les 15 villages traditionnels implantés autour. Elle sert de réserve de pêche et de coquillages. De plus, c'est en plein cœur de la mangrove, un refuge pour la biodiversité. Enfin, de nombreux temples y sont présents, et la baie a été déclarée terre sacrée par les autorités hindoues en 2016. La population locale craint un renforcement du risque d'inondation en cas de fortes pluies, à cause des îles artificielles. Des collectifs, dont *ForBali*, se sont formés pour lutter contre le complexe. En face, le propriétaire de TWBI prétend que son projet permettra de revitaliser la baie, et de créer des infrastructures durables. Ouf, nous voici donc sauvés !

♦ Informations en anglais : <https://www.forbali.org/en/>

Pollution de l'eau par les trottinettes

Le 19 octobre 2019, comme chaque année à cette époque, la *Fédération des sociétés nautiques des Bouches-du-Rhône* organisait un nettoyage du Vieux port de Marseille. 50 m³ ont été récupérés (soit moins que les 90 m³ de l'année précédente), mais nouveauté, ce sont 95 trottinettes électriques qui ont été récupérées.

Le même jour, à Lyon, une opération semblable était réalisée dans la Darse de la Confluence. Là-aussi, nouveauté, ce sont 97 trottinettes sorties des eaux (pour un volume beaucoup plus petit que le Vieux port). Le 15 septembre précédent, une opération de nettoyage, sur 800 m dans le Rhône, avait permis de récupérer 109 trottinettes.

Cela interroge ! D'une part sur ceux et celles qui jettent ces engins à l'eau, mais également sur le niveau de pollution de l'eau. Les batteries contiennent du lithium, fortement nocif. Elles sont étanches pendant un certain nombre d'années, mais quel est le pourcentage de trottinettes qui sont ressorties de l'eau à temps ? Pour éviter cela, il faudrait vider l'eau comme cela a été fait pour le canal Saint-Martin à Paris, mais la Méditerranée, le Rhône, la Saône, la Seine... cela va être plus compliqué. Une solution semble être l'obligation de devoir attacher la trottinette à des points fixes, associé à une caution dissuasive. Mais cela remettrait en cause l'intérêt même de ces trottinettes.

En attendant, c'est le grand gaspillage puisqu'une première étude à Louisville (Kentucky, USA) a montré que les trottinettes ont une durée de vie de... 28 jours ! Une autre étude à Paris, indique 110 jours. Les marques affirment que toutes les pièces sont recyclées... même celles qui finissent au fond de l'eau ?



Des moustiques OGM incontrôlables

Face à la prolifération du paludisme, le gouvernement brésilien avait disséminé dans certaines zones au Nord du pays, à partir de 2012, des millions de moustiques mâles génétiquement modifiés par la compagnie Oxitech. La descendance de ces moustiques OGM est théoriquement incapable de se reproduire, diminuant ainsi leur population. Une étude parue dans la revue *Nature* le 10 septembre 2019 vient confirmer l'absurdité de cette solution technologique à un problème écologique et social, en montrant que dans les faits de nombreux descendants de ces moustiques se reproduisent et se propagent. Aujourd'hui entre 10 % et 60 % des moustiques de la région concernée possèdent des génomes du fameux moustique OGM. Pire : ces résultats sont les mêmes dans les régions voisines... prouvant que les moustiques ne respectent pas les frontières des États ! Aucune baisse de la population de moustiques visée n'a été constatée sur le moyen terme. Les effets de cette contamination du génome sont totalement imprévisibles, signalent les recherches, qui parient cependant sur une espèce de moustiques rendus plus robustes par ces manipulations. *"Plutôt que de répartir la richesse mondiale pour lutter contre la pauvreté et contre les fléaux qui l'accompagnent, on favorise des techniques qui créent des monopoles et concentrent la richesse"*, dénonçaient déjà les Amis de la terre à l'époque. (Source : *Inf'OGM*, 38, rue Saint Sabin, 75011 Paris, www.infogm.org.)

» Morvan

Non aux coupes rases

À l'appel des associations *SOS forêt* et *Canopée Forêts vivantes*, plus de 500 personnes se sont mobilisées le 17 novembre 2019 pour dire non aux coupes rases dans le Morvan. Pour cette action surprise, géante et non-violente, elles sont parties de Quarré-les-Tombes pour se diriger vers la forêt de Mazignien dans la Nièvre. Les corps des activistes ont dessiné le mot STOP, et l'action a permis aussi de créer un fort temps de discussion l'après-midi. Les coupes rases sont fréquentes dans la région. Elles laissent le sol à nu et participent à la disparition des forêts naturelles de feuillus, remplacés par des plantations de résineux. Cette mobilisation en appelle d'autres pour protéger les forêts.

♦ Contact : *SOS forêt France*, <https://sosforetfrance.org>, contact@sosforetsfrance.org



Le projet Europacity abandonné !

Après une mobilisation de plusieurs années, la lutte a payé ! Le projet mégacomplexe commercial Europacity, qui devait être construit au nord de Paris, ne verra pas le jour, a annoncé le gouvernement en novembre 2019. Une réelle victoire, mais la vigilance reste de mise : le triangle de Gonesse est un territoire où les enjeux d'aménagement restent très tendus. Loin du projet commercial, les opposant-es ont élaboré une alternative, le projet *Carma*.



Un projet de transition écologique qui peut se résumer en quatre pôles : un pôle de production agricole et alimentaire destiné aux consommateurs d'Ile-de-France et pas le marché mondial ; un pôle de transformation des productions agricoles ; un pôle de recherche et de formation et de découverte de cette pratique agricole ; un pôle de retour à la terre de la matière organique qui existe tout autour du triangle pour maintenir la qualité des sols. C'est aujourd'hui ce projet qui est défendu par les activistes face aux envies de bétonisation...

♦ *CARMA* 18 Place de l'Église, 93500 Pantin, groupementcarma@gmail.com, <http://carmapaysdefrance.com>

» Côte-d'Or

Projet Vintage Bel Air, le retour !

En septembre 2019, la commune de La Rochepot a lancé l'ouverture d'une enquête publique sur son PLU, qui vise notamment à rendre constructible le plateau de Bel Air, afin de permettre la mise en place d'un parc à thème sur les voitures anciennes, Vintage Bel Air (VBA). Ce parc, c'est 10 millions d'euros, 60 000 visiteurs attendus. Seulement voilà : le projet avait déjà reçu un avis défavorable des autorités environnementales en 2018. En effet, il présente une menace contre les ressources locales en eau, risque fortement de perturber une zone *Natura 2000*, et se situe dans le secteur des Climats de Bourgogne, classés au patrimoine mondial de l'Unesco. De plus, des irrégularités de procédure ont été relevées par les associations militantes : l'arrêté municipal qui lance l'enquête publique n'est pas daté, son signataire n'est pas identifiable, et il mentionne une délibération classant le plateau de Bel-air en zone constructible, alors que ce document ne se trouve pas dans le dossier consultable par le public... En lieu et place du projet VBA, la *Confédération des Associations de Protection de l'Environnement et de la Nature 71* propose l'"ouverture d'une maison de la Nature et de l'Environnement" et la "mise en œuvre d'animations grand public" en lien avec les associations locales et régionales.

♦ Association *Cil de la Vallée du bout du monde*, *CIL du Bout du Monde et de ses Environs*, Mairie de Cormot-Vauchignon, place de la Mairie, 21340 Cormot-Vauchignon. Contact *CIL Vallée du bout du monde* : cil.vbdme@hotmail.com. Contact *CAPEN 71* : Thierry.cap71.grosjean@gmail.com.

Énergies

Les renouvelables ne progressent pas assez vite

Au rythme actuel d'installation, au niveau mondial, le pourcentage d'électricité produit par l'éolien et le solaire devrait passer de 5,9 % à 12,5 % en 2025. Les fossiles, charbon, pétrole et gaz, qui couvrent actuellement 65 % des besoins représenteraient encore 58 % en 2025. Le nucléaire (10 %) et l'hydraulique (16 %) seraient stables. Malgré un prix du MWh aujourd'hui compétitif (autour de 43 € en 2018), éolien et solaire ne décollent pas assez vite pour espérer respecter l'Accord de Paris sur le climat.

Il existe toutefois un levier qui est peu utilisé : pour stopper l'usage des fossiles, il faudrait développer de larges programmes visant à baisser la consommation d'énergie globale. Mais économiser l'énergie semble moins motivant que la production, y compris dans les milieux écologiques (Peu d'organismes mettent d'abord en avant la sobriété énergétique, mais on peut quand même citer par exemple *Energie partagée*).

Nucléaire

Fessenheim : EDF à la manœuvre

Prétextant la nécessité de mettre en route l'EPR pour compenser le manque de production, EDF a repoussé plusieurs fois l'arrêt des deux réacteurs de Fessenheim. Mais l'argument ne tient pas la route : chaque année, la production des énergies renouvelables augmente de l'équivalent de celle d'un réacteur nucléaire alors que la consommation est en légère baisse depuis maintenant une dizaine d'années.

EDF a donc annoncé l'arrêt du réacteur n°1 de Fessenheim pour le 22 février 2020 et du réacteur n°2 pour le 30 juin 2020. Les réacteurs auront alors 42 ans.

Mais le gouvernement a accepté de verser 400 millions d'euros de dédommagement parce qu'EDF estime que c'est le manque à gagner de cette fermeture "prématurée". Or 400 millions, cela correspondrait à la production pour 25 années supplémentaires ! Aucun réacteur au monde n'a réussi à fonctionner 65 ans. Et les réacteurs actuels multiplient déjà les pannes. C'est d'autant plus stupide que, pour continuer à fonctionner, EDF aurait dû investir sérieusement pour mettre les réacteurs aux normes post-Fukushima, ce qui n'a pas été fait. Mais c'est un moyen de subventionner EDF à un moment où la compagnie est au bord de la faillite.



Et maintenant fermer Bugey ?

Les énergies renouvelables (éolien et solaire) se développant de plus en plus vite, et à des prix bien moindre que le nucléaire, la France se retrouve en surproduction électrique. La logique voudrait donc qu'après Fessenheim, on planifie la fermeture des réacteurs les plus anciens : Bugey 2 (raccordement au réseau en 1978, Ain), Bugey 3 (1978), Bugey 4 (1979), Bugey 5 (1979), Gravelines 1 (1980, Nord), Gravelines 2 (1980), Gravelines 3 (1980); Tricastin 1 (1980, Drôme), Tricastin 2 (1980), Dampierre 1 (1980, Loiret), Dampierre 2 (1980), Tricastin 3 (1981), Tricastin 4 (1981), Gravelines 4 (1981), Dampierre 3 (1981), Dampierre 4 (1981). Problème : à partir de 1980, il faut compter 4 réacteurs mis en route par an. Si on ne veut pas battre le record de vétusté de Fessenheim, il faudrait multiplier par quatre la vitesse de construction des renouvelables et/ou baisser plus vite notre consommation d'électricité. Rappelons que tous ces réacteurs ont été conçus pour une durée de vie de 30 ans, âge qu'ils ont tous dépassé.

Europe : le potentiel éolien pour tout détruire !

Des universitaires du Sussex (Grande-Bretagne) et d'Aarhus (Danemark) ont fait un inventaire du potentiel de l'éolien terrestre en Europe. Leurs conclusions : l'éolien seul pourrait produire 100 fois la production électrique actuelle. Si cela permet de comprendre que passer aux 100 % renouvelables est d'ores et déjà possible, c'est beaucoup plus inquiétant pour l'avenir de la planète : avec plus d'énergie, on peut consommer plus, extraire plus de matériaux et donc finir de détruire la planète. Après avoir fini de lutter contre le nucléaire et les énergies fossiles, faudra-t-il demain lutter contre le trop-plein de l'éolien industriel ?

Séismes en vallée du Rhône

Le Rhône, en aval de Lyon, coule le long d'une faille séismique qui sépare les Alpes du Massif central. Dès l'annonce de la construction de réacteurs nucléaires dans cette vallée, des géologues avaient averti du risque de séisme. Pour en tenir compte, les autorités se sont appuyées sur la connaissance d'un séisme de 4,7 enregistré à Châteauneuf-du-Pape en 1873 et ont mis une marge de sécurité demandant aux constructeurs une résistance pour un séisme de magnitude 5,2.

Le 11 novembre 2019, un séisme de magnitude 5,4 a eu lieu dont l'épicentre était à seulement 20 km de la centrale de Cruas (Ardèche). Suite au déclenchement d'une alarme à la centrale, il a été procédé à un arrêt d'urgence des réacteurs 2, 3 et 4 (le réacteur 1 étant à l'arrêt). Les autorités, comme d'habitude, se sont voulues rassurantes, estimant que si des répliques devaient avoir lieu, elles seraient moins fortes que la secousse initiale. Rien ne permet de l'affirmer : un séisme plus important reste possible. Non seulement, il y a un risque de rupture de conduites dans les réacteurs, mais également un risque pour les nombreux barrages en amont des réacteurs avec vague qui noierait les installations.

La désobéissance civile de plus en plus nécessaire

A lors que le risque d'accident nucléaire ne peut qu'augmenter, une trentaine d'avocat-es et de juristes ont signé le 27 octobre 2019 dans *Le journal du Dimanche* une tribune qui soutient les initiatives de désobéissance civile, dénonce une répression bien plus forte pour les activistes que pour les industriels et ceci particulièrement dans le domaine du nucléaire. Ils dénoncent l'acharnement contre les opposant-es au site d'enfouissement de Bure, les sommes extravagantes régulièrement demandées à *Greenpeace*, l'interdiction faite à cette association d'approcher certains sites nucléaires, etc. (Source : *Le Journal du dimanche*, 22 octobre 2019)



Des membres de la marche mondiale pour la paix et la justice Jai Jagat, racontent le déroulement de la marche au quotidien. Partie en octobre 2019 d'Inde, elle arrivera à Genève en octobre 2020.

L'élection d'un comité de village au cœur de l'Inde

Marcher au cœur du Madhya Pradesh amène à découvrir le sens de l'accueil des communautés villageoises. Nous sommes *Jai Jagat* (en hindi : la "victoire de tou-tes") et, à cinquante, cheminons de villes en villages. Au-delà des cérémonies d'accueil où les colliers de fleurs abondent et les discours parfois s'étendent, c'est l'occasion d'interroger les gens sur leurs conditions de vie et de mieux comprendre leurs besoins.

La plupart du temps, pas après pas, c'est le bitume que nous foulons, le nez dans les gaz d'échappement des camions qui nous doublent sur la droite et klaxonnent à qui mieux mieux.

Un jour heureux, sous un soleil de plomb et dans une poussière ardente, une simple piste nous conduit au village isolé d'Halanpur. Jamais personne ne s'y est arrêté pour rappeler leurs droits à ses habitant-es. L'accueil est moins fleuri qu'ailleurs, les discours très vite orientés sur le sens de la lutte à mener.

"Les femmes se portent volontaires"

Ici vit une tribu indigène "Adivasi" (en hindi : "les premières habitant-es"). Comme dans tant d'autres villages, les doléances portent sur le droit à la terre dont les habitant-es ont été évincés, les problèmes d'accès à l'eau et la déscolarisation. Beaucoup d'hommes boivent par désespoir, ce qui affecte l'équilibre de la communauté. Le dialogue s'installe. Très vite, Saraswati, une marcheuse et activiste indienne d'*Ekta Parishad*, prend la parole. Avec énergie, elle s'adresse aux femmes, les invitant à lutter pour leur communauté. D'autres cadres d'*Ekta Parishad* exposent l'intérêt d'agir pour la défense des droits, en se regroupant sur un modèle d'organisation non-violent. On assiste en direct à la formation d'un comité pour le village. Quelques jeunes femmes se bousculent et se portent volontaires. Pendant que les hommes quittent l'assemblée.

Dans un premier temps, cinq femmes sont choisies. Trois hommes finissent par se lever et accepter la responsabilité. S'ensuit une discussion nourrie portant préjudice aux jeunes femmes, qui selon les hommes, ne peuvent assumer cette charge car leur mariage les éloignera d'Halanpur. Les jeunes femmes cèdent leur place. Six femmes et une quinzaine d'hommes sont finalement désignés par acclamation et colliers de fleurs. Les cadres d'*Ekta Parishad* précisent le fonctionnement du comité et encouragent la population à se bouger.

Tout finit par un généreux repas : riz, dal, chapati, curry, légumes et douceurs. De table, il n'y a pas, de couvert non



Michel et Véro



Michel et Véro

plus, on mange dans une grande assiette compartimentée en inox. Tout le monde s'assied à même le sol sur d'étroites nattes et devant ces files de mangeur-ses affamé-es par l'élection du comité, circulent les serveurs équipés de seaux et de louches. Ils passent et repassent jusqu'à plus faim. A la place des nattes, s'installent alors de fins matelas et la sieste s'improvise au même endroit. Finalement, c'est un coup de sifflet qui remet les gens debout. La marche reprend sous un soleil toujours chaud.

Silence est partenaire de Jai Jagat. Une marche partira de Delhi et d'autres villes de toute l'Europe, dont Lyon. Pour en savoir plus : <https://jajagat2020.eu>, écrire à lyongeneve2020@nonviolence.fr ou prendre contact avec Silence.



Arme nucléaire, ces milliards inutiles

La théorie de la dissuasion nucléaire est battue en brèche : depuis le 11 septembre 2001 et les 3 000 mort-es des Twin Towers à New York, il est évident que l'arme nucléaire ne protège de rien du tout. Mais aucun-e homme/femme politique des pays possédant la bombe n'ose remettre en cause la poursuite de cette coûteuse pratique. Alors que le gouvernement n'arrive pas

à trouver quelques centaines de millions pour soulager des services d'urgence de santé au bord de l'explosion, le budget 2020 prévoit de consacrer 25 milliards d'euros, d'ici 2023 pour l'entretien de la défense nucléaire. Ces 25 milliards viennent en plus des 4,45 milliards consacrés chaque année au fonctionnement de notre force de frappe. Et c'est la nécessité de disposer

de matières fissiles pour les armes nucléaires qui impose de poursuivre le fonctionnement d'un minimum de centrales nucléaires (EPR).

Si nous étions en démocratie et que l'on nous demandait par référendum s'il vaut mieux consacrer 25 milliards à la bombe ou aux services de santé, quelle serait la réponse ?



Politique

L'Observatoire international des prisons menacé de fermeture

L'Observatoire international des prisons (OIP) a été privé de plusieurs subventions et lançait en novembre 2019 un cri d'alerte : il pourrait fermer. L'OIP, qui veille depuis bientôt 30 ans au respect des droits en milieu carcéral et qui documente la réalité des conditions de vie en prison a perdu en 5 ans 66% de ses subventions publiques alors que la surpopulation dans les prisons augmente. L'État abandonne cette structure pourtant essentielle pour l'information et la défense des personnes détenues.

♦ Observatoire International des Prisons - Section française (OIP-SF), 7 bis rue Riquet, 75019 Paris, tél : 01 44 52 87 90, <https://oip.org>.

VERS UNE CONVERGENCE
DES LITTES...

CONTRE LES MANIFESTANTS



Contre la privatisation de l'ONU

En septembre 2019, ce ne sont pas moins de 240 organisations de la société civile et 40 réseaux internationaux qui ont lancé un cri d'alerte contre l'accord passé entre l'ONU et le Forum économique mondial. Parmi eux et elles, Action Aid Global, Attac, ou encore les Amis de la Terre. Cet accord est sensé favoriser la mise en place de partenariats public-privé pour lutter contre la pauvreté ou encore le changement climatique... avec des entreprises qui pourtant contribuent à renforcer tout type d'inégalités ! Compagnies pétrolières, fabricants d'armes, industries pharmaceutiques : ils et elles sont représentés au FEM. Pour les signataires de la lettre ouverte, c'est une véritable atteinte à l'indépendance et à l'impartialité de l'ONU. Leurs revendications sont les suivantes : renforcer la souveraineté des peuples et la démocratie au sein de l'ONU, mettre en place des consultations publiques sur le rôle de l'institution, intégrer les minorités et des communautés touchées par les inégalités en tout genre dans les débats, et prévenir les conflits d'intérêts, notamment avec les sphères privées.

♦ Informations : <https://www.fian.org/fr>, Les Amis de la Terre, Mundo M, 47 avenue Pasteur, 93100 Montreuil, tél. : 01 48 51 32 22, secretariat@amisdelaterre.org

Révoltes populaires internationales !

Au Chili, au Liban, en Équateur, en Catalogne... À travers le monde, les populations se mobilisent contre les oligarchies, les inégalités, l'autoritarisme étatique, des élites corrompues. Les révoltes contre le néolibéralisme et l'accroissement des inégalités sont internationales. Difficiles de les suivre au quotidien dans une revue mensuelle, mais en voici quelques fragments glanés en 2019.



♦ **En Équateur**, du 2 au 13 octobre 2019, d'importantes manifestations ont eu lieu, avec l'occupation d'infrastructures pétrolières en Amazonie, contre la suppression de subventions aux carburants dont les prix avaient été augmentés jusqu'à 123 %. Ces manifestations, marquées par de durs affrontements, ont fait en douze jours huit morts et 1 340 blessés. Le gouvernement et le mouvement indigène sont parvenus à un accord le 13 octobre 2019 sur la suppression du décret de suppression des subventions et les prix sont revenus deux jours plus tard à leur niveau d'avant la crise.



♦ **En Irak**, depuis le 1^{er} octobre 2019, les Irakiens sont dans la rue pour un mouvement de contestation spontané, le premier depuis la chute en 2003 du dictateur Saddam Hussein. Ils et elles réclament un renouvellement de la classe dirigeante, jugée corrompue et incompétente. La répression a fait en deux mois plusieurs dizaines de morts.



♦ **Au Liban**, depuis octobre 2019, un soulèvement populaire sans précédent a débordé le gouvernement suite à l'annonce d'une nouvelle taxe sur les appels via la messagerie WhatsApp. La population souffre de pénuries en tous genres 30 ans après la fin de la guerre civile (1975-1990), dans un pays classé parmi les plus corrompus du monde.



♦ **Au Chili**, la révolte s'est déclenchée en octobre 2019 suite à la hausse du prix des transports en commun, puis s'est répandue comme une traînée de poudre dans tout le pays, remettant en cause tout le système ultra libéral qui montre son véritable visage en envoyant l'armée et proclamant l'état d'urgence. La colère ne faiblit pas : grève générale, plus d'un million de manifestant-es et d'incessants concerts de casseroles.



♦ **En Algérie**, le 22 février 2019, c'est la naissance d'un soulèvement du peuple, appelé Révolution du Sourire (*Hirak*). Les manifestant-es protestent dans un premier temps contre la candidature d'Abdelaliz Bouteflika à un cinquième mandat présidentiel. Finalement c'est un départ de tous les dignitaires du régime qui est demandé. Malgré la démission du Président le 2 avril 2019, remplacé par intérim par Abdelkader Bensalah, les rues algériennes ne désemploient pas.



♦ **À Hong Kong**, depuis juin 2019, manifestations et blocages se multiplient dans ex-colonie britannique, qui connaît sa pire crise politique depuis sa rétrocession à Pékin en 1997. La détermination et l'imagination des manifestant-es réclamant des réformes démocratiques trouve en écho l'intransigeance de l'exécutif local et du gouvernement central chinois.



♦ **En Iran**, la révolte a éclaté le 15 novembre 2019 après que le gouvernement a annoncé, en catimini, une baisse drastique des subventions gouvernementales sur l'essence. Des émeutes ont frappé une centaine de villes à travers le pays et la répression a été féroce : internet coupé pendant cinq jours pour empêcher les communications, et quinze jours après le début de la révolte, plus de 150 personnes avaient été tuées.

Femmes, hommes, etc. ♀

» Argentine

Le premier lycée pour personnes trans



Depuis 2011, à Buenos Aires, le lycée public et gratuit *Mocha Celis* est spécialement dédié à l'accueil en son sein de jeunes et d'adultes transgenre, travesti-es et transsexuel-les. L'immense majorité d'entre elles et eux ont subi des discriminations importantes dans les lycées classiques et n'ont pas pu terminer leurs études secondaires. Du fait d'une exclusion sociale importante, la prostitution est leur moyen de survie majoritaire. En Argentine, l'espérance de vie moyenne d'une personne trans est de seulement 35 ans : soumises aux violences et aux maladies liées à la prostitution, et à la drogue pour la supporter, exclues de leurs familles, des soins et de l'accès au logement, victimes d'agressions transphobes. Reprendre

des études à l'âge adulte est un vrai pari sur l'avenir. D'ailleurs "Notre objectif principal est de faire augmenter l'espérance de vie", témoigne une enseignante. Le lycée leur permet également l'accès à un suivi médical et psychologique adapté. Faute de moyens, il doit recourir à des dons pour payer ses factures et à une forte implication bénévole de ses enseignant-es. Aujourd'hui, il accueille 150 personnes dont la moitié environ sont trans.

» Suisse

Vers une meilleure parité politique ?

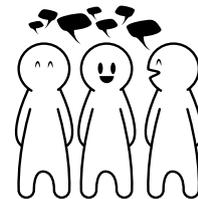
Bonne nouvelle pour la représentation des femmes en politique en Suisse : en 2019, lors des dernières élections au Conseil des États (qui représente les cantons suisses), chaque canton romand a envoyé un homme et une femme à cette chambre. Une poussée des femmes a également été observée dans les partis, avec une augmentation du nombre d'élues. Mais selon Adèle Thorens, membre des *Verts* et élue au Conseil national (qui représente la population suisse), "le bilan global reste peu glorieux. Même s'il y a une progression, les femmes resteront minoritaires. On attend que la Suisse alémanique se bouge". En effet, cette dernière compte le plus grand nombre de cantons du pays (18) mais seulement 5 élues au Conseil des États...

» Mexique

Le droit à l'avortement progresse

Le parlement de l'État d'Oaxaca a approuvé fin septembre 2019 la législation de l'avortement. C'est le deuxième État mexicain à légiférer sur le sujet, après la capitale, Mexico. L'IVG reste interdite dans le reste du pays, sauf en cas de viol ou danger pour la mère.

Société



La mobilisation continue pour le référendum sur la privatisation d'Aéroports de Paris

Malgré le silence des grands médias et du gouvernement, malgré l'absence de campagne officielle, la campagne pour obtenir un référendum concernant la privatisation d'Aéroports de Paris (ADP) bat son plein. Ce référendum d'initiative partagée doit permettre à chacune de se prononcer sur l'avenir de cet aéroport, et surtout sa possible privatisation, souhaitée par le gouvernement. 32 organisations regroupées au sein de la coordination nationale contre la privatisation d'Aéroports de Paris ont lancé un outil commun sur internet afin de mobiliser dans la rue, dans des espaces publics, pour exiger un référendum contre la privatisation d'ADP : le site commun <https://privatisercestvoler.fr> recense les différents documents et outils de mobilisations. La pétition s'arrête le 12 mars 2020. Faute de données officielles publiées par le gouvernement, on ne sais pas exactement le nombre de signatures manquantes, mais selon les estimations, il en manquait plus d'un million fin 2019...

» Rhône

Pas de télévisions sur les pavés !

À Lyon, le 25 novembre 2019, une centaine d'activistes du *Collectif Plein La Vue*, de *Résistance à l'Aggression Publicitaire* et de *Action Non Violente COP 21* ont recouvert 500 panneaux publicitaires *JCDecaux*. L'objectif était d'interpeller la Métropole de Lyon et les élus sur leur rôle dans l'invasion de l'espace public par les publicités. Actuellement, il est interdit d'implanter un écran ou une enseigne vidéo publicitaire dans la Métropole de Lyon. Mais, d'après le projet de RLPI (Règlement local de publicité intercommunal) en cours de discussion en novembre au sein de la Métropole de Lyon, ces écrans et enseignes vidéo seront autorisés. Afin d'alerter sur la possible mise en place de télévisions publicitaires géantes dans les rues, les collectifs se mobilisent, vous pouvez les rejoindre : *Collectif Plein la vue*, <http://pleinlavue.org>, collectif.pleinlavue@gmail.com ; *Résistance à l'agression publicitaire*, <https://antipub.org>, *Résistance à l'Aggression Publicitaire, La Teinturerie, 24 rue de la Chine, 75020 Paris, tél. : 01 43 66 02 04.*



» Paris

Quand les Jeux olympiques expulsent...

Selon *Mediapart*, au moins 400 personnes vont perdre leur logement en raison de la construction du village olympique à Saint-Ouen, en bordure de Saint-Denis, pour les Jeux olympiques que Paris accueillera en 2024. Des entreprises employant près d'un millier de personnes doivent déménager. Ce quartier de banlieue est un ancien quartier industriel. Un foyer de travailleurs isolés, une résidence sociale étudiante et une école de kiné doivent être démolis. Une bien triste réponse à un besoin urgent d'engagement de la part de l'État pour des logements décentes et davantage de moyens pour l'éducation publique. (*Mediapart*, Jade Lindgaard, 26 novembre 2019).

Lignes à haute tension : risque "possible" pour la santé des enfants, selon l'ANSES

Selon un rapport de l'ANSES (Agence nationale de sécurité sanitaire) de juin 2019, les champs magnétiques à basses fréquences, émis notamment par les lignes à haute tension, représentent un risque "possible" de leucémie chez les enfants qui habitent à proximité. Les champs magnétiques basses fréquences sont tous ceux dont la fréquence est inférieure à environ 8,3 kilohertz, seuil au-delà duquel commencent les radiofréquences. Plusieurs de ces études mettent en évidence une augmentation statistique du risque de leucémie infantile à partir d'un certain seuil d'exposition, évalué selon les études entre 0,2 et 0,4 microteslas, l'unité de mesure du champ magnétique. 40 000 enfants de moins de 15 ans sont ainsi exposés à leur domicile à un niveau de champ magnétique supérieur à 0,4 μ T, et 8 000 enfants sont scolarisés dans une école exposée à un niveau plus élevé que ce seuil, selon une étude commandée par l'ANSES et réalisée par l'institut de recherche publique INSERM et le CHU de Caen. L'ANSES recommande donc de limiter son exposition à ces champs magnétiques, et de ne pas installer d'écoles ou d'hôpitaux à proximité de lignes à haute tension.



» Bretagne

Face aux dangers des pesticides, les salarié·es de Triskalia obtiennent justice



Fin octobre 2019, le conseil des Prud'hommes de Guingamp a condamné l'entreprise Triskalia, coopérative agricole, à verser à deux salariés près de 110 000 € pour cause de licenciement "sans cause réelle et sérieuse". Le 6 novembre, c'est le pôle social du Tribunal de Grande Instance de Vannes qui a reconnu une faute inexcusable de l'employeur Triskalia à l'encontre de Noël Pouliquen, salarié sur le site de Glomel (Côtes-d'Armor). Un lymphôme non hodgkinien a été diagnostiqué à Noël Pouliquen en 2015 et en décembre 2016, sa maladie a été reconnue comme maladie professionnelle liée aux pesticides. Son père Raymond, salarié sur le même site, en 1999 avait lui-même déclaré une leucémie. Triskalia a déjà un lourd passif avec les pesticides. À Plouisy (Côtes-d'Armor), la coopérative a été condamnée à plusieurs reprises par le Tribunal des Affaires de Sécurité Sociale. Pour l'Union syndicale Solidaires Bretagne, "dans le contexte actuel de prise de conscience du danger que représentent les pesticides pour notre santé et notre environnement, le combat de Noël est essentiel pour dénoncer le comportement irresponsable d'une coopérative telle que Triskalia vis-à-vis de ses salariés. Au-delà, il montre que la 'manipulation' de ces 'produits phyto-sanitaires' sera toujours dangereuse, voire mortelle pour ceux qui sont à leur contact qu'ils soient paysans, salariés ou riverains".

L'Europe réautorise les pesticides sans évaluer les risques

Dans le cadre de demandes de réautorisation de pesticides, les industries sont soumises à l'obligation de fournir l'ensemble de la littérature scientifique sur la toxicité de ces substances parue dans les 10 années précédant la demande. Les rapports d'évaluation de l'Union européenne sont soumis à la même exigence. *Générations futures* a enquêté pour voir si cette exigence était respectée pour 5 substances actives de pesticides ayant récemment été réautorisées. Elle a consulté un index de la littérature scientifique à leur sujet et l'a comparé aux études citées dans l'un et l'autre rapport. En moyenne, seuls 16 % des études que l'on devrait trouver dans les dossiers des industriels y figurent. Pour les rapports d'évaluation de l'UE, seuls 9 % en moyenne y figurent. L'évaluation des pesticides dans l'Union européenne est très loin de prendre en compte l'ensemble des données scientifiques disponibles sur le sujet, comme l'exige la réglementation. *Générations Futures* estime que cette situation amène à une sous-évaluation des effets toxiques des pesticides, et demande que soit refusée par l'UE toute demande d'autorisation qui ne cite pas l'intégralité de la production scientifique sur le sujet, conformément à la loi.

♦ *Générations Futures*, 179 rue de Lafayette, 75010 Paris, tél. : 01 45 79 07 59, www.generations-futures.fr.

» Vaccins contre la grippe

Même les professionnel·les sont en plein doute !

Une étude menée par *Santé publique France*, un service du ministère de la Santé, rendue publique le 15 octobre 2019, montre que seulement 35,4 % des professionnel·les de santé sont vaccinés contre la grippe. L'enquête a été menée dans 167 établissements. Ce sont les médecins qui sont le plus vaccinés (68 %) devant les sage-femmes (50 %), les infirmier·es (36 %) et les aide-soignant·es (21 %). La même enquête dans 558 Ehpad (établissements pour personnes âgées) donne un taux de vaccination de 32,1 %.

Interrogé·es sur la nécessité de rendre cette vaccination obligatoire, 43 % y sont plutôt favorables, 44 % plutôt défavorables. À l'évidence, il y a quelque chose qui cloche dans le discours sur les vaccins !

Colonisation israélienne : l'ONU entravée

En mars 2016, le Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme de l'ONU s'était engagé dans une résolution à publier avant mars 2017 la liste des sociétés impliquées dans des activités en lien avec les colonies israéliennes dans le territoire palestinien occupé. À la mi-2019, la liste n'avait toujours pas été publiée. De nombreuses organisations internationales demandent à l'ONU de respecter son engagement malgré les pressions diplomatiques qu'elle subit pour cacher la vérité. C'est la crédibilité de ces organisations de l'ONU pour les droits humains qui est en jeu. (Source : Agence médias Palestine).



» BDS

Israël-Palestine : les produits des colonies étiquetés

La cour de justice de l'Union européenne a rendu en novembre 2019 une décision en faveur de la réglementation européenne qui oblige les opérateurs économiques à inscrire l'origine réelle des produits issus des colonies israéliennes. Dans un contexte où le commerce renforce le développement des colonies israéliennes, c'est un premier pas qui permet de visibiliser l'origine des produits vendus, et qui permet le boycott.

♦ <https://www.bdsfrance.org>

L'accaparement de terres encouragé par l'ONU

En septembre 2019, s'est tenue à Delhi la 14^e Conférence des Parties (COP14) de la Convention des Nations Unies sur la Lutte Contre la Désertification (UNCCD). Les textes officiels qui en sont sortis laissent apparaître des injonctions claires en faveur de la mobilisation d'investisseurs privés pour faire face au désastre de la dégradation des terres agricoles dans le monde. Ainsi l'un des objectifs retenus est de "encourager le secteur privé à investir de façon responsable et durable dans la remise en état, la conservation et la bonification des terres et dans le développement des moyens de subsistance, ainsi que d'étudier les moyens d'élaborer un modèle économique dans lequel des fonds publics pourraient entraîner un accroissement de l'investissement privé".

"La Gestion Durable des Terres (GDT) est appelée à devenir un nouveau marché, une aubaine pour faire des profits", s'inquiète Denis Pommier,

de l'AGTER, Améliorer la Gouvernance de la Terre, de l'Eau et des Ressources naturelles.

Le raisonnement qui sous-tend la mobilisation de capitaux privés pour investir dans la remise en état de terres dégradées est celui de la concession foncière pour 20, 40, 50 ans ou plus afin ensuite de les louer à de nouveaux producteurs. Or, il est clair que "les taux de rentabilité que cherchent les investisseurs internationaux sont incompatibles avec ce qu'on peut attendre de contrats de location de terre à des paysans",

explique Philippe Lavigne Delville, de l'AGTER. Cette nouvelle orientation, porte donc le risque d'amplifier l'accaparement des terres agricoles par un nombre toujours plus faible d'acteurs extérieurs au monde rural.

♦ AGTER, 45 bis avenue de la Belle Gabrielle, 94736 Nogent-sur-Marne Cedex, tél. : 01 43 94 72 59, www.agter.asso.fr



Un pacte solidaire pour une Méditerranée apaisée

Du 21 au 23 juin 2019 a eu lieu le Forum des habitant-es de la Méditerranée, à Marseille. De cet événement est né le Pacte solidaire pour la création du Réseau des Habitant-es de la Méditerranée. Il témoigne de la volonté de rassembler les luttes des mouvements sociaux et des organisations populaires de la région, afin de faire face aux politiques économiques actuelles et à leurs décisions. Les signataires viennent de France, de Tunisie ou encore du Maroc. Ils et elles s'opposent aux expulsions de masse, aux industries polluantes et aux politiques migratoires qui causent la mort de trop nombreuses personnes en mer. Ils et elles réclament "le droit au logement, à la terre, à la ville, à l'eau, à un environnement sain, à la santé, à des services publics en bon état, à une gouvernance locale participative, à la libre circulation et installation des populations, à l'égalité des genres". En 2020 et 2021, seront organisés un tribunal international des expulsions sur la Méditerranée, ainsi qu'un camping international de formation de jeunes militant-es sur le droit au logement et à la ville.

♦ Informations complémentaires : rmh@habitants.org et www.habitants.org





Transports

» Allemagne

Un salon de l'automobile en perte de vitesse

Samedi 14 septembre 2019, environ 20 000 personnes se sont réunies pour manifester à vélo contre l'omniprésence de la voiture dans notre société, à l'occasion du salon international de l'automobile de Francfort. Deux tronçons d'autoroute ont été bloqués pour la circulation du cortège. Les activistes dénoncent particulièrement la production toujours plus importante des SUV ("Sport Utility Vehicles"). Ce type de voiture est proche du 4x4 : volumineux, avec quatre roues motrices. De par sa taille, sa consommation d'essence est très importante. En période de crise écologique et climatique, la sagesse voudrait que l'on diminue la production et la vente de SUV. Pourtant, ce véhicule est de plus en plus prisé, surtout aux États-Unis, star des salons de l'automobile. Une évolution positive, du moins à Francfort : selon Daniel Aronsohn, de l'AFP, la fréquentation du salon a fortement chuté cette année : 560 000 visiteurs s'y sont rendus en septembre, contre 810 000 en 2017, et 910 000 en 2015. Les manifestations n'auront pas été vaines !

POURRA-T-ON ALIMENTER TOUTES LES VOITURES ÉLECTRIQUES ?



» Pays-Bas

100 km/h au maximum sur les autoroutes

En novembre 2019, le gouvernement néerlandais a décidé de réduire la vitesse maximale sur les autoroutes à 100 km/h. La vitesse maximale précédente – 130 km/h – ne sera plus autorisée que de 19 heures à 6 heures du matin. Jusqu'alors, seule Chypre appliquait une limitation générale à 100 km/h. L'Estonie fixe 90 km/h, mais 110 durant les mois d'été. Et la Finlande module les limitations entre 80 et 120 km/h. Dix pays, dont la France, appliquent la règle des 130 km/h. Cette mesure est prise dans le cadre d'une volonté de légiférer pour réduire les émissions de CO₂. Mais rapides ou plus lentes, l'utilisation des autoroutes et de la voiture individuelle n'est pas compatible avec une véritable politique de réduction des émissions. À quand le développement des véloroutes ?

» Ile-de-France

L'usage de la voiture recule !

Selon l'Enquête Globale Transport menée par Ile-de-France Mobilités, les trajets du quotidien en automobile ont diminué de 4,7 % dans la région par rapport à 2010, alors que l'ensemble des déplacements quotidiens des Franciliens a connu une hausse de 4,9 % en huit ans. La voiture individuelle est de plus en plus délaissée pour les transports collectifs : les bus, métros, trains ont vu leur usage augmenter de 13 %, passant de 8,3 millions à 9,4 millions de trajets journaliers. Les modes doux aussi ont vu leur part progresser : la marche (+ 8 %) et premier mode de déplacement avec 17,2 millions de trajets), le vélo (+ 29 %, avec 840 000 déplacements), la trottinette (130 000 trajets). (Source : Le Monde, 13 novembre 2019)

Annonces

» SE LOGER

■ **Hérault.** Place dans une colocation familiale, dans F5 avec jardin, près du Tram Château d'O à Montpellier pour 1 parent et son enfant. Loyer 600 €. Je suis une maman en garde alternée de ma fille de 10 ans et en colocation depuis 2 ans. Ma colocataire s'en va en janvier. Le bail est rédigé en colocation. Compter environ 60 € de charges/mois (EDF, internet, assurance). L'appart dispose de 4 chambres, 1 grand salon, 1 grande cuisine séparée, 1 SdB avec baignoire, 1 wc séparé, 1 cabi, un garage, un beau jardin d'environ 300 m² très arboré. Le coin est bien calme malgré la situation de ville et en été on entend les oiseaux ! N'hésitez pas à me contacter pour + d'infos. Valérie, tél. : 06 72 61 33 07, cabvalerie@yahoo.fr

■ **Loire.** Vends, roulotte en bois local, auto-construite, panneau solaire 55W, électricité, isolation 5cm partout, photos sur demande, 5 000 €. Franck, tél. : 06 34 22 15 70, lemoulinduque9@gmail.com

■ **Morbihan.** Vends petite maison de campagne en pierre dans hameau en impasse, rénovation récente, isolation écologique, prête à habiter, 90 m², 2 chambres, 2 SdB, salon-cuisine, bureau et garage. Terrain clos de 1 400 m², arboré, exposé sud, avec mobil-home, four à pain (en état) et vieux arbres. Toilettes sèches, phytoépuration agréée, des fruitiers. Proche canal et voie verte, 15 km de Pontivy, 2 km du village. Entouré de bois, prairies naturelles et étangs. Pas de Linky. 85 k€. Maryline.pollet@tree.fr

» TRAVAILLER

■ **Allier.** Reprise d'un restaurant à Bourbon L'Archambault, à vocation tout bio, maison, circuit-court. Cuisine équipée, lumineuse, 32 à 36 couverts intérieur, 6 couverts extérieur. En plein centre de la ville. Dynamique locale bio et biodynamie, petites productions, maraîchage, élevage, artisanat. Possibilité développement cantine potagère, atelier de transformation, cours de cuisine. Envoyer CV et projet par courrier : Association Esprit libre, Place du champ de foire, 03160 Bourbon L'Archambault ou par courrier albert.werckmann@gmail.com. Coup de reprise à débattre.

Gratuités : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés (le premier abonnement est à 22 €, pour six mois). Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces.** Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais :** Pour passer une annonce dans le numéro de février 2020, il faut qu'elle soit parvenue à la revue au plus tard le lundi 30 décembre. Pour passer une annonce dans le numéro de mars 2020, au plus tard le mardi 28 janvier, etc. **Adresse réelle :** Nous vous demandons d'indiquer au minimum une adresse postale et/ou un numéro de téléphone fixe. **Domiciliées :** Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Écrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection :** Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

ROUEN LA NON-VIOLENCE, UNE ÉTHIQUE ET DES OUTILS POUR...

3 modules de formation dont le premier est nécessaire pour participer aux suivants, organisés par le MAN-Normandie (Mouvement pour une alternative non-violente) :

- **18 janvier 2020**, 14h-21h : La non-violence : une éthique et des outils pour gérer les désaccords et conflits entre les personnes.
- **8 février** 14h-21h : La non-violence : une éthique et des outils pour mener des actions collectives efficaces.
- **14 mars** 14h-21h : La non-violence : une éthique et des outils pour optimiser nos fonctionnements collectifs (associations, syndicats, équipes de travail, équipes d'élus...).

Contact et inscription : MAN-Normandie, 10 impasse Gustave Guéville, 76960 Notre-Dame-de-Bondeville, tél. : 02 35 96 52 64, man.normandie@nonviolence.fr, www.nonviolence.fr

Organisé par le mpOC-Liège (Mouvement politique des objecteurs de croissance) avec le soutien d'Attac-Liège. À la salle Lumière de l'ULiège, place du XX août 7 (2e étage), à 19 h 30, accueil dès 19 h.

énergies

MEUSE / BURE OCCUPATION CONTRE LA POUHELLE NUCLÉAIRE

Les opposant-s à Cigéo, le projet de l'Andra de construction d'un site d'enfouissement de déchets nucléaires en Meuse, occupent depuis deux ans le bois Lejuc sur la commune de Bure et ses alentours, et se retrouvent à la Maison de la résistance pour organiser la lutte. Tout soutien est le bienvenu !

www.bureburebure.info, sauvoislaforet@riseup.net, tél. : 03 29 45 41 77.

PARIS SORTIR DU NUCLÉAIRE 8 janvier

Réunion mensuelle publique de Sortir du nucléaire Paris. Venez donner un coup de main, participez aux actions et exprimez votre ras-le-bol du nucléaire !

À 19h à la Bourse du travail de Paris, 3 rue du château d'eau, 75010.

environnement

ISÈRE ZAD DE ROYBON

Occupation du bois des Avenières pour empêcher la réalisation d'un Center Parks. Des dizaines de cabanes vous attendent sur place.

Contact : www.zadroybon.noblogs.org, www.chambarans.unblog.fr

Films, spectacle, culture

BOUCHES-DU-RHÔNE CINÉ-FESTIVAL TERRE ET Avenir 22-29 janvier

L'association Pays Salonais en Transition, du réseau des villes en transition, organise depuis 2014 un ciné-festival dont la 7^e édition aura lieu au cinéma Les Arcades de Salon-de-Provence. Ce festival propose 8 soirées thématiques autour de la transition énergétique, du réchauffement climatique, des bouleversements économiques, du militantisme écologique... Les projections sont suivies d'un débat en présence de réalisatrices. L'événement d'information et d'échange sur les problématiques de transition dans la région.

Cinéma Les Arcades, place Gambetta, 13300 Salon-de-Provence, festivalterreavenir@gmail.com, http://salontransition.fr

paix

NORD FORMATION À LA DÉSŒBÉISSANCE CIVILE 12 janvier

À Lille. Formation à l'action directe non-violente et à la désobéissance civile. Le collectif des Désobéissants vous propose un stage de désobéissance civile. Ce stage s'adresse aux militants expérimentés comme aux militants débutants. Il s'agira notamment d'apprendre à organiser des actions visant à défendre des droits sociaux de plus en plus menacés, les Droits humains et des animaux, l'avenir de la planète... Le formateur ne pouvant pas se déplacer pour trop peu de personnes, merci de nous confirmer votre présence par mail à marianna.pastore@protonmail.com.

Moulin de Wazemmes, 30 rue des Meuniers, 59000 Lille

santé

FRANCE NOUS VOULONS DES COQUELICOTS 3 janvier

Depuis l'appel pour l'interdiction de tous les pesticides de synthèse en octobre 2018, des rassemblements, toujours plus nombreux chaque mois, s'organisent les premiers vendredis de chaque mois devant les mairies, afin de se rencontrer et de s'organiser pour un monde sans pesticides. Il y a sûrement un rassemblement près de chez vous !

https://nousvoulonsdescoquelicots.org

société, politique

MAINE-ET-LOIRE CONFÉRENCE GESTICULÉE 20 janvier

À Angers. Conférence gesticulée "Pas de doute ! je suis de gauche ! À moins que..." Et si même en luttant, en étant

FORMATIONS SUR LES TROGNES Janvier-mars 2020

L'Association française d'agroforesterie et GAIA Consulting organisent une tournée nationale de 7 formations sur la pratique de la trogne, à destination des agriculteurs et praticien-nes de terrain. Formateur : Dominique Mansion, illustrateur de la Flore forestière française, auteur de l'ouvrage Les trognes, l'arbre paysan aux mille usages (réédition octobre 2019) et fondateur de la Maison Botanique de Boursay (Loir-et-Cher). Combinant apports théoriques et pratiques, chaque formation intégrera une partie introductive à distance (1 jour sur plateforme digitale interactive en libre accès dès janvier 2020) et une partie sur le terrain (1 journée), selon le calendrier suivant :

- 11 février : Saints-en-Puisaye (Yonne)
- 18 février : La Capelle-lès-Boulogne (Pas-de-Calais)
- 20 février : Lacroix-sur-Meuse (Meuse)
- 3 mars : Ainthe-Mongelos (Pyrénées-Atlantiques)
- 5 mars : Azay-le-Brûlé (Deux-Sèvres)
- 10 mars : La Roche-des-Arnauds (Hautes-Alpes)
- 12 mars : Noyers-sur-Jabron (Alpes-de-Haute-Provence)

Contact et informations : contact@agroforesterie.fr, tél. : 06 20 06 23 14, www.agroforesterie.fr, www.gaiaformation.com

décroissance, transition

BELGIQUE CONFÉRENCE : "LA DÉCROISSANCE COMME PROJET POLITIQUE"

7 janvier

À Liège. "La décroissance comme projet politique : plus fort que l'effet de la Reine Rouge ?"

Conférence-débat avec Vincent Mignerot, essayiste et chercheur indépendant. Au-delà des alertes historiques sur les risques, le constat de plus en plus irrévocable sur la destruction de l'équilibre écologique vital ainsi que la manifestation dans l'économie des premiers effets des limites physiques à la croissance doivent interroger sur la souveraineté du politique dans la gestion des interactions entre l'espèce humaine et son milieu. Quels choix avons-nous ?

DRÔME : RENCONTRES DE L'ÉCOLOGIE AU QUOTIDIEN

24 janvier-2 février

À Die. Les 18e rencontres de Die et de la Biovallée ont pour thème "S'entraider... Coopérer, ici et ailleurs". **Vendredi 24 janvier**, 10-12h : apithérapie ou formation à la désobéissance civile avec *Extinction Rebellion* ; 14-16h : présentez vos projets ; 17-19h : "Accompagner l'innovation sociale et territoriale" avec *CAP RURAL* ; 20-23h : conférence sur le climat avec Nicolas Haeringer (*350.org*), Delphine Batho et Wolfgang Cramer (*GIEC*). **Samedi 25 janvier**, 10-12h : communication non-violente avec Clémence Lataste ou atelier "Produits de soin Ecologie au Quotidien" ; 14-16h : conférence "Les femmes dans l'Afrique de demain" avec Audrey Pulvar ou "Droit des animaux" avec Yvan Beck ; 16h à 18h : rencontres des "éco-maires" : Saillans, Eourres, Grenoble, Chatel-en-Percy, etc. ; 18h30 : inauguration officielle ; 20-23h : bal folk ou projection-débat *Le Couvercle du soleil* avec la *CRIRAD*. **Dimanche 26 janvier**, 10-12h : film *Même qu'on nait imbattable* ou sortie "Castors et coopération" avec Christophe Pelet ; 14-16h : film *Natura* avec Pascale d'Erm et Laure Noualhat ou spectacle pour enfants avec Claire Alauzen ; 16h-17h30 : débat sur les monnaies locales avec *Cairn-Vercors* ; 17-19h : conférence "Le climat, notre ennemi intime" d'Olivier de Schutter ; 20-23h : film *Les artistes de la vie* avec Delphine Batho et Laure Noualhat. **Lundi 27 janvier**, 10-12h : atelier "Cuisiner les épices" avec Sophie-Do ; 14-16h : film *Parlons Utopie* avec *EMMAUS PAU-Lascar* ; 14-16h : Présentation de la marche New Delhi-Genève avec *Jai Jagat* ; 16h30-19h : film *Le temps des forêts* avec l'*ONF* et la *LPO* ; 20-23h : film *Atlantique*. **Mardi 28 janvier**, 10-12h : atelier "Jardins nourriciers" autour de l'entraide en agriculture ; 14-16h : conférence "Souveraineté alimentaire" avec Isabelle Godringer (*Inra*) ; 17-19h : conférence "Territoires pilotes de la transition" avec Dominique Picard (*Labo ESS*) ; 20-23h : conférence sur l'entraide avec Pablo Servigne, Laure Noualhat et Vincent Verzat. **Mercredi 29 janvier**, 10-12h : atelier "Fabriquer des hôtels à insectes" avec Denis Aumjard (Matériaéthèque) ; 14-16h : ateliers enfants collage avec Isabelle Simon ; 17-19h : conférence gesticulée "Culture contre nature" d'Hervé Brugnot ou projection de *La bataille du Libre* avec Philippe Borrel ; 20-23h : discussion sur l'entraide Sud-Nord avec Vincent Lawé, Sophie Yaogo Goni Zono et Baba Soo. **Judi 30 janvier**, 10-12h : atelier "Galette végétale" avec Sylvia Nogués ; 14-16h : film *Déplacer les montagnes* ; 14-16h : débat "Consommer local" avec *La Carlène* ; 17-19h : viticulture Biodynamie Cairn/Ambise/Lefort/Chapoutier ; 20-23h : film *Un monde sans humain* avec Philippe Borrel. **Vendredi 31 janvier**, 14-16h : "Solidarités locales d'entraides" ou débat "Les enjeux des femmes et du féminisme" avec Aline Wauters ; 17-19h : débat avec Michèle Rivasi et Karima Delli sur "Les citoyens et l'Europe" ; 20-23h : film *Quand on sait* avec Emmanuel Cappelletti. **Samedi 1er février**, 10-12h : "Contraception naturelle homme/femme" avec Lise May ; 14-16h : film *L'autre Connexion* avec Isabelle Peloux et Muriel Fifils ; 17-19h : débat sur la biodiversité avec Jean-François Noblet et Elisabeth Rivière ; 20-23h : bal folk avec *Tralala Lovers* ou film sur *Andé Gorz Lettre à G.* **Dimanche 2 février**, 10-12h : sortie nature avec la *LPO* ; 14-16h : débat "En route vers l'extinction" ou film *Prendre soin* avec l'Ehpad Die et Nancy ; 17-19h : débat sur la décroissance avec Paul Ariès et Elise Lowy ; 20-23h : soirée conviviale.

Ecologie au Quotidien Rhône-Alpes, 695 Chemin de Chastel et Bassette, 26150 DIE, France, tél. : 04 75 21 00 56, ecologieauquotidien.die@gmail.com, www.ecologieauquotidien.fr

Si vous désirez diffuser *Silence* lors d'un de ces rendez-vous n'hésitez pas à nous contacter au moins une semaine à l'avance : 04 78 39 55 33 (Olivier, le mardi et le jeudi de préférence)

Silence n°485
janvier 2020



▲ En 2015, Marc Dufumier a soutenu la confiscation du Round-up.

Dix propositions pour une révolution agroécologique

Spécialiste engagé de l'agroécologie, Marc Dufumier appelle à la révolution agroécologique, seule capable de répondre à un ensemble d'enjeux complexes (alimentation, santé publique, environnement, inégalités Nord-Sud et problèmes migratoires etc.). Comment s'y prendre ? Sa réponse en 10 propositions.

L'AGROÉCOLOGIE PEUT NOUS SAUVER, tel est le titre explicite de l'ouvrage dans lequel Marc Dufumier (1) livre sa vision sur le changement radical de modèle agricole qui s'impose à nous. Une vision corroborée par le rapport spécial du GIEC (*Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat*) du 8 août 2019 qui souligne notre dépendance, dans le contexte climatique actuel, envers la qualité des sols. Le rapport montre qu'un quart des terres de la planète est déjà dégradé et qu'un changement de modèle agricole et de modes d'alimentation serait une solution efficace face au réchauffement. La liste de 10 propositions pratiques de Marc Dufumier s'inscrit bien dans cette analyse.

1. Renégocier tous les accords de "libre-échange"

qui ont été forgés au sein de la Commission européenne. Celle-ci a notamment imposé des Accords de partenariat économique (APE) à de nombreux pays du Sud, à leur détriment. Il faut viser une meilleure équité et une meilleure rémunération des agriculteurs et agricultrices de ces pays, aujourd'hui souvent condamnés aux migrations.

2. Se protéger des importations de produits transgéniques

en provenance des méga-exploitations états-uniennes, canadiennes, argentines ou brésiliennes. C'est-à-dire dénoncer ou renoncer aux différents traités de libre-échange : le CETA entre le Canada et l'Union européenne, le TAFTA transatlantique, mais aussi les accords de Blair House qui empêchent, depuis 1992, l'imposition de droits de douane pour le soja en provenance de ces régions. En parallèle, il faut sortir d'une filière d'élevage industriel dépendante du soja transgénique par la relance de la culture de légumineuses, pour nourrir les animaux mais aussi directement les humains.

3. Réorienter les 9 milliards d'euros de subventions de la PAC (Politique agricole commune).

Actuellement, elles sont proportionnelles aux surfaces cultivées et bénéficient surtout à l'agriculture dite conventionnelle. Or il faudrait les allouer en priorité aux agricultures paysannes inspirées de l'agroécologie.

Elles devraient aussi rémunérer les contributions à l'intérêt écologique général de ces formes d'agriculture (haies vives et aires fleuries pour abriter

(1) Marc Dufumier est ingénieur agronome, docteur en géographie, professeur d'agriculture comparée à AgroParisTech et président de Commerce équitable France.

ensemble.forum28.net



▲ En septembre 2016, à Chérisy (Eure-et-Loir), Marc Dufumier tentait de répondre à la question "L'agriculture biologique peut-elle nourrir le monde ?".



▲ L'association arbres, cultures annuelles et élevage, des systèmes symboles de l'agroécologie.

les insectes pollinisateurs par exemple). Cela pourrait passer par des contrats entre les exploitations agricoles et les collectivités territoriales, pour une bonne adaptation aux contextes locaux.

4. Encourager les produits bio dans l'ensemble de la restauration collective (établissements scolaires, hospitaliers, pour personnes âgées etc.). Ce secteur, qui fournit 3,2 milliards de repas par an, pourrait ainsi contribuer fortement à l'accès au bio dans toutes les couches de la population. Le surcoût du bio pourrait être financé par la PAC : une subvention de 50 centimes par repas (soit 1,6 milliards d'euros au total/an) versée aux exploitations bio suffirait pour offrir une alimentation saine sans augmentation de prix. Par ailleurs, le surcoût pourrait être réduit par des politiques d'achats locaux, en circuits courts, ainsi que par la lutte contre le gaspillage.

5. Taxer les engrais de synthèse et les pesticides. Ces taxes inciteraient à la culture de davantage de légumineuses, afin de fertiliser les sols en azote, par la voie biologique et non plus chimique. Par ailleurs, du redéploiement de la culture des légumineuses (largement abandonnée en France et en Europe) dépend notre autonomie en protéines végétales locales, celles dont nous avons tout intérêt à augmenter notre consommation.

6. Encourager les couplages agriculture et élevage par des mesures administratives et financières. Ils permettent l'utilisation intelligente des résidus des cultures et du fumier (réduisant l'usage d'engrais de synthèse), évitent les pollutions dues aux lisiers (par des animaux élevés sur paille) et réduisent les émissions de gaz à effet de serre.

7. Réorienter les recherches de l'INRA en direction de l'agroécologie scientifique. La fonction de la recherche en agriculture doit être totalement repensée dans ses objectifs et pour prendre en compte les pratiques et savoir-faire paysans.

8. Intégrer l'enseignement de l'agroécologie dans toute la filière, depuis les lycées agricoles jusqu'aux établissements d'enseignement supérieur.

9. Favoriser la mise en place de circuits courts.

10. Lancer enfin une grande campagne d'éducation civique pour améliorer l'alimentation quotidienne et lutter contre les affections chroniques que sont le diabète, l'obésité, les problèmes cardio-vasculaires etc. Il s'agirait d'expliquer l'intérêt d'un rééquilibrage des repas avec moins de viandes rouges et de plats préparés industriels et davantage de légumes et légumes secs. Lutter contre la malbouffe et ses multiples conséquences est aussi une affaire d'éducation.

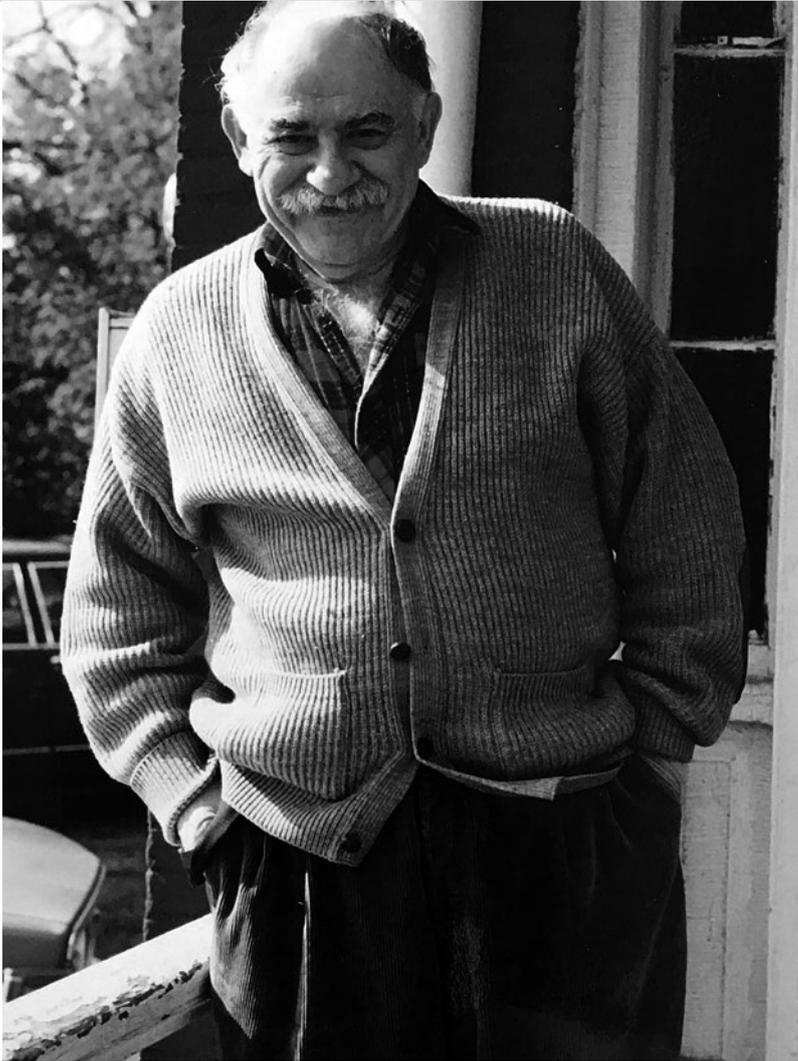


L'agroécologie peut nous sauver
Marc Dufumier, Olivier Le Naire

Sous la forme vivante d'entretiens, le spécialiste engagé de l'agroécologie, Marc Dufumier nous livre un programme large et cohérent ("les cinq voies de la sagesse") pour changer radicalement de modèle agricole.

Éd. Actes Sud, 158 p., 2019, 18,50 €

Danièle Garet ■



Debbie Bookchin

"Comment penser la société dans la nature ?"

Le "municipalisme libertaire" développé par l'anarchiste étasunien Murray Bookchin s'ancre dans une réflexion sur l'écologie sociale et sur le lien entre dominations humaines et dominations écologiques. *Silence* publie ici un extrait inédit en français pour amorcer la réflexion.

L'APPROCHE DE LA SOCIÉTÉ ET DE LA nature proposée par l'écologie sociale peut sembler plus exigeante intellectuellement, mais elle évite la simplicité du dualisme et la grossièreté du réductionnisme. L'écologie sociale tente de montrer, d'une part comment la nature s'intègre lentement dans la société sans ignorer les différences entre la société et la nature, ainsi que, d'autre part, la mesure dans laquelle elles fusionnent l'une dans l'autre. La socialisation quotidienne des jeunes par la famille n'est pas moins enracinée dans la biologie que les soins quotidiens des personnes âgées par le corps médical ne l'est dans les faits concrets de la société. De même, nous ne cessons jamais d'être des mammifères ayant encore des pulsions naturelles primaires, mais nous institutionnalisons ces pulsions et leur satisfaction dans une grande variété de formes sociales. Ainsi, le social et le naturel s'imprègnent continuellement l'un l'autre dans les activités les plus ordinaires de la vie quotidienne sans perdre leur identité, dans un processus partagé d'interaction — et même d'interactivité.

POURQUOI L'HUMANITÉ LIVRE-T-ELLE UNE GUERRE AU RESTE DU VIVANT ?

Aussi évident que cela puisse paraître de prime abord dans des problématiques quotidiennes telles que les actes de soin, l'écologie sociale soulève des questions d'une

grande importance pour les différentes manières dont la société et la nature ont interagi dans le temps et les problèmes que ces interactions ont engendrés. Comment a émergé une relation clivante, et de fait apparemment belliqueuse, entre l'humanité et la nature ? Quelles sont les formes institutionnelles et les idéologies qui ont rendu ce conflit possible ? Étant donnée la croissance des besoins humains et de la technologie, un tel conflit était-il vraiment inévitable ? Et peut-il être surmonté dans une société d'avenir, orientée vers l'écologie ?

Comment une société rationnelle et orientée de façon écologique s'intègre-t-elle dans les processus de l'évolution naturelle ? Plus largement encore, y a-t-il une raison de croire que l'esprit humain — lui-même produit de l'évolution naturelle et de la culture — représente un point culminant décisif dans le développement naturel, notamment dans le long développement de la subjectivité, de la sensibilité et de l'autoconservation qui va des formes de vie les plus simples à la remarquable intellectualité et à la conscience de soi des formes de vie les plus complexes ?

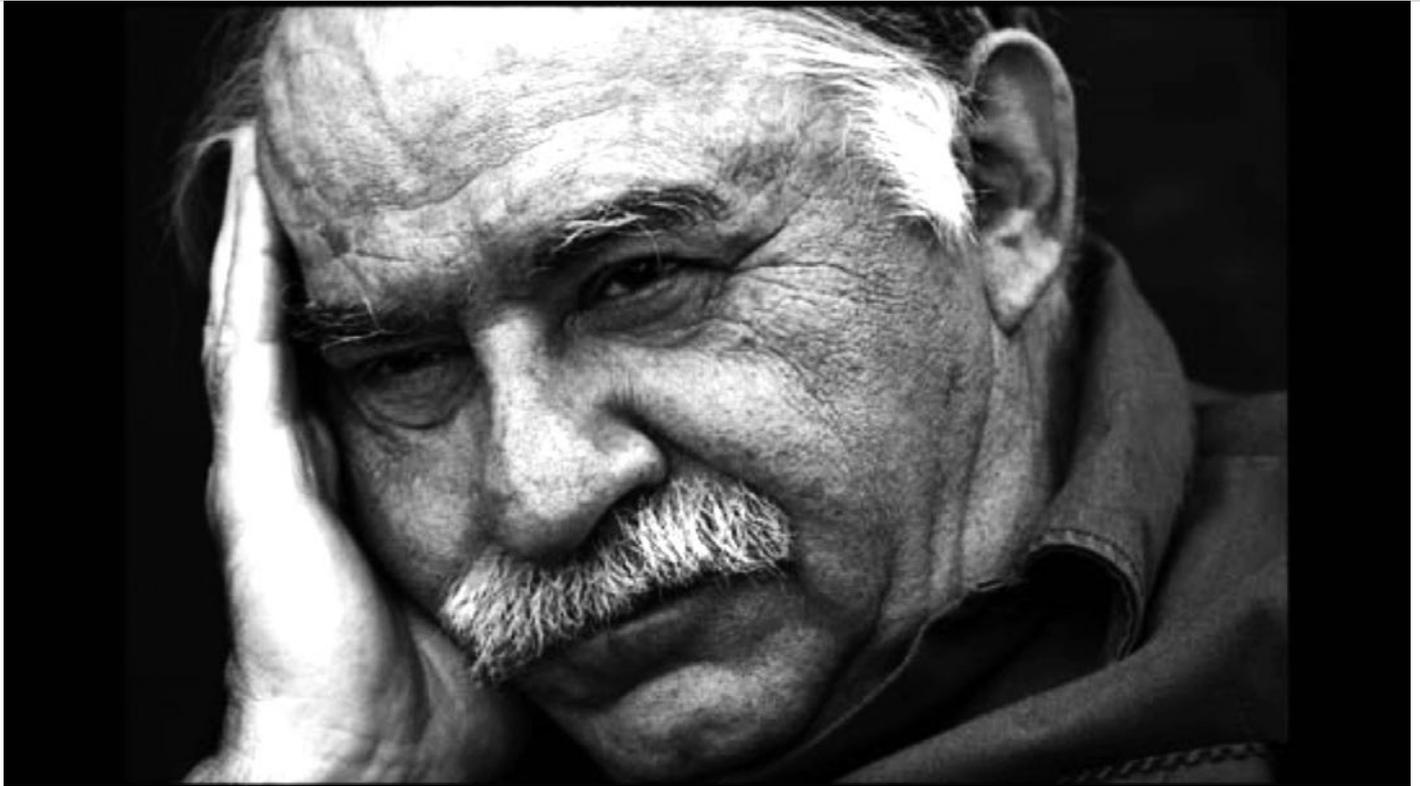
L'ESPÈCE HUMAINE DANS LA TRAME DU VIVANT

En posant ces questions très provocatrices, je n'essaie pas de justifier une arrogance féroce envers

Murray Bookchin a été un des inspirateurs de la revue *Silence*.

On retrouve ses écrits dans nos pages depuis la création de la revue :

- *Silence*, n°64, 25 février 1985, "Murray Bookchin : l'écologie libertaire"
- *Silence*, n°262, octobre 2000, "Quelle démocratie ?", dossier de Murray Bookchin



les formes de vie non humaines. Il est clair que nous devons mettre l'unicité de l'humanité en tant qu'espèce — marquée par de riches attributs conceptuels, sociaux, imaginatifs et constructifs — en synchronisation avec la fécondité, la diversité et la créativité de la nature. J'ai soutenu que ce synchronisme ne sera pas atteint en opposant la nature à la société, les formes de vie non humaines aux formes de vie humaines, la fécondité naturelle à la technologie, ou une subjectivité naturelle à l'esprit humain. En effet, l'un des résultats importants qui ressort de toute discussion sur l'interrelation de la nature avec la société est le fait que l'intellectualité humaine, bien que distincte, a aussi une base naturelle profonde. Notre cerveau et notre système nerveux n'ont pas vu le jour soudainement sans une longue histoire naturelle antérieure. Ce que nous considérons comme faisant partie intégrante de notre humanité — notre extraordinaire capacité à penser à des niveaux conceptuels complexes — trouve son origine dans le réseau nerveux des invertébrés primitifs, les ganglions d'un mollusque, la moelle épinière d'un poisson, le cerveau d'un amphibien, et le cortex cérébral d'un primate.

LA DOMINATION DE LA NATURE S'ANCRE DANS LES DOMINATIONS SOCIALES

En essayant de montrer comment la société se développe progressivement hors de la nature, cependant, l'écologie sociale est également obligée de montrer comment la société, elle aussi, subit une différenciation et une élaboration. Ce faisant, l'écologie sociale doit examiner les moments de l'évolution sociale où se sont

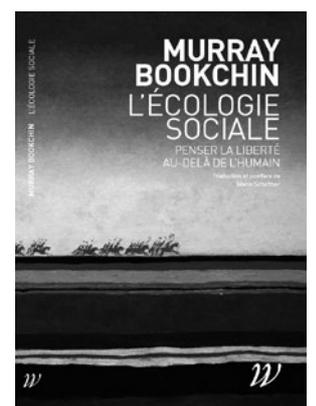
produites des divisions qui ont lentement amené la société à s'opposer au monde naturel ; et expliquer comment cette opposition est apparue, depuis ses origines à l'ère préhistorique jusqu'à notre époque. De fait, si l'espèce humaine est une forme de vie qui peut consciemment et profondément améliorer le monde naturel, plutôt que de simplement l'endommager, il est important que l'écologie sociale révèle les facteurs qui ont fait de nombreux êtres humains des parasites du monde vivant plutôt que des partenaires actifs dans l'évolution organique. Ce projet doit être entrepris non pas au hasard, mais dans une tentative sérieuse de rendre le développement naturel et le développement social cohérents entre eux et pertinents pour notre époque et pour la construction d'une société écologique.

L'une des contributions les plus importantes de l'écologie sociale au débat écologique actuel est peut-être l'idée que les problèmes fondamentaux qui opposent la société à la nature émergent au sein même du développement social, et non entre la société et la nature. En d'autres termes, les divisions entre la société et la nature ont leurs racines les plus profondes dans les divisions au sein du domaine social, à savoir les conflits profonds entre les humains, qui sont souvent obscurcis par notre utilisation générique du terme "humanité".

Murray Bookchin ■

Ce texte inédit en français, tiré du texte Problématiques écologiques et problématiques sociales (in Remaking society, 1990) est extrait de l'anthologie de textes inédits de Murray Bookchin L'ÉCOLOGIE SOCIALE. PENSER LA LIBERTÉ AU-DELÀ DE L'HUMAIN, coordonnée par Marin Schaffner, publiée en février 2020 aux éditions Wildproject.

"Dans les recoins les plus intimes de nos attributs humains, nous ne sommes pas moins des produits de l'évolution naturelle que de l'évolution sociale. En tant qu'êtres humains, nous incorporons en nous des millénaires de différenciation et d'élaboration organiques. Comme toutes les formes de vie complexes, nous ne faisons pas seulement partie de l'évolution naturelle, nous en sommes aussi les héritiers, et nous sommes les produits de la fécondité naturelle".





▲ Extraction du cobalt.

Smartphones : bientôt l'impact de l'industrie automobile

De manière générale, la pollution écologique du numérique est moins évidente que pour d'autres secteurs comme l'automobile. Or ce niveau d'impact écologique du numérique (ponction de ressources, consommation d'énergie et émissions de gaz à effet de serre) a largement dépassé les prévisions de 2012 (1)...

LES SMARTPHONES SONT EN PREMIÈRE ligne : 46 % du marché du numérique (plus d'1,5 milliards d'appareils vendus en 2018, prévision de plus de 5 milliards d'utilisateurs en 2020), une obsolescence directe et indirecte de plus en plus rapide (aujourd'hui en moyenne moins de 2 ans !), et pas de filière de recyclage spécifique.

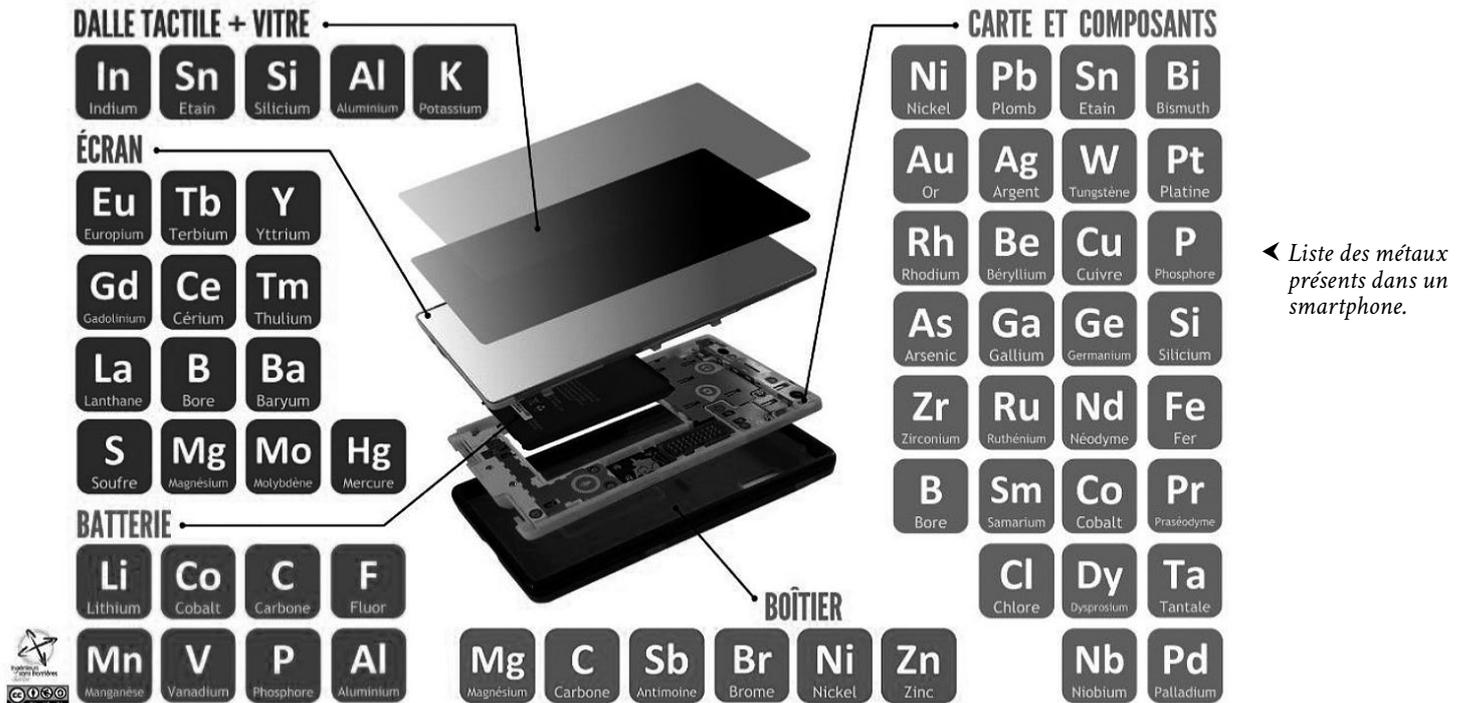
L'EXTRACTION MINIÈRE : LE CŒUR DU NUMÉRIQUE

"Le point nodal du danger écologique (...) des smartphones est l'extraction d'une grande variété de métaux", comme le démontre Françoise Berthoud, ingénieure recherche CNRS, fondatrice d'EcoInfo et membre du groupe de travail du Shift Project (Rapport final, octobre 2018). Aujourd'hui, *"un smartphone contient 50 métaux rares pour mettre en œuvre de nouvelles fonctionnalités : il faut arrêter de penser que cela est dématérialisé !"* La multiplication des mines d'extraction et la complexification de la chaîne logistique sont des atteintes écologiques en termes de dégradation environnementale et humaine. On se rappellera d'abord les conditions de travail dans les mines, souvent zones de conflit armé ou zones dites instables... souvent aussi des écosystèmes sensibles).

Au seul niveau des ressources matérielles, on entrevoit déjà l'atteinte du pic de disponibilité de certains métaux rares, et en aval soit une non-recyclabilité technique (beaucoup d'entre eux sont faiblement recyclables : par exemple, le taux de recyclage de l'indium, du gallium, du tantale et du germanium est inférieur à 1 %) soit une recyclabilité peu efficace. En effet le recyclage devient plus difficile au fil de l'augmentation du nombre de métaux présents dans un composant et de la diminution de leurs concentrations. Aujourd'hui dans le meilleur des cas 20 métaux sont recyclés pour un smartphone, et d'ailleurs seulement 15 % de smartphones sont recyclés à ce jour. Ce sont des bombes à retardement, avec impasse technologique puisque la technologie demande toujours plus de métaux de plus en plus rares et que la croissance des besoins ne ralentit pas. Ceci d'autant plus que nombre de ces métaux sont également utilisés dans de fortes proportions pour la production des équipements nécessaires aux énergies renouvelables (éolien, solaire).

Bref, il faut comme ailleurs caractériser les impacts environnementaux sur l'intégralité du cycle de vie et non de manière partielle : avec les smartphones il est encore plus erroné de limiter la matérialité des équipements à la seule réalité perceptible par l'utilisateur, celle d'un produit fini d'un encombrement minimal.

(1) Rapports de *La Revue Durable*, n°49, 2013, puis n°63 Automne Hiver 2019. Pour seul exemple des émissions, l'impact des TIC (Technologies de l'Information et de la Communication, incluant : M2M - connections Machine à Machine -, centres de données, smartphones, téléviseurs, serveurs en réseau, autres dispositifs...) est passé en 6 ans seulement de 2 à 4 % des émissions mondiales (chiffres 2018).



CONSOMMATION D'ÉNERGIE ET ÉMISSIONS DE CO₂ : ACCÉLÉRATION À TOUS LES ÉTAGES

Sur ce volet, l'accélération est à tous les niveaux : nombre d'utilisations d'Internet et des réseaux sociaux, temps moyen passé sur Internet, réseaux sociaux et jeux (passé de 3 à 7 heures par jour en 10 ans, de plus en plus sur smartphone), extension des capacités techniques pour de plus en plus d'applications téléchargées et surtout de vidéos et de jeux énergivores. On est passé d'une empreinte de 21 kg de CO₂ pour un iPhone 3 à 80 kg pour un iPhone 6 et 93 kg pour un iPhone X! Car à la fabrication en soi des smartphones, il faut ajouter leur consommation énergétique (directe et indirecte à travers les centres de données et les réseaux) qui peut être estimée à près d'un tiers de la consommation de l'industrie numérique. "L'essentiel de la croissance de ces flux de données est attribuable à la consommation des services fournis par les 'GAFAM', à tel point que celle-ci peut représenter 80% du trafic écoulé sur le réseau de certains opérateurs. Cette augmentation du trafic s'accompagne d'une augmentation du volume de données stockées dans les centres de données, tirée par les approches 'Cloud' et 'Big data' encore plus importante : +40% par an" (2).

Au rythme actuel, l'émission de gaz à effet de serre de la chaîne de production et d'utilisation des seuls smartphones atteindrait en 2030 le niveau de l'industrie automobile, autour de 8 % des émissions mondiales.

Laissons Françoise Berthoud conclure : "le recyclage n'est pas une véritable alternative. La seule solution est de sortir de cette logique de surconsommation technologique. (...) Si vous adoptez la sobriété, vous en viendrez naturellement à l'appliquer au numérique. A condition bien sûr d'être conscient de son impact...".

Jean-Jacques Devic ■

L'arrivée de la 5G...

L a 5G (5^e génération de technologie réseau mobile) est poussée par tous les industriels du secteur et les gouvernements. Les standards pour la téléphonie mobile (3G, 4G et maintenant 5G) précisent sur quelles fréquences radios et quelles antennes sont échangées les données de la technologie mobile, la puissance du débit d'émission et de réception. Depuis la 4G, durant les appels, la voix ne circule plus sur le réseau téléphonique commuté (RTC) (comme c'est actuellement le cas lorsqu'on passe un coup de fil depuis un téléphone fixe ou un mobile) mais directement sur internet (voix sur IP par exemple). En dépit de dangers explicites quant à la santé humaine et l'environnement (multiplication des antennes et relais), et au recul conséquent de la sécurité sur nos données personnelles combiné à des capacités de surveillance augmentées... (1). La 5G entraînera une augmentation considérable de l'exposition au rayonnement de radiofréquence, qui s'ajoutera au rayonnement induit par les réseaux de télécommunications 2G, 3G et 4G déjà en place. En plus d'une absence de réelle démonstration d'utilité sociale autre que la croissance de l' 'Internet des objets' (un peu comme on justifierait le nucléaire par l'augmentation naturelle et prévisible de la consommation d'électricité !), la 5G c'est déjà très concrètement demain le commerce du renouvellement de tous les smartphones existants et de toutes les infrastructures pour la supporter (millions d'antennes relais, développement des serveurs, et chiffres avancés de 20 000 satellites rajoutant à la pollution satellitaire ...).

(1) Appel International demandant l'arrêt du déploiement de la 5G sur Terre et dans l'espace.

- EcoInfo : www.ecoinfo.cnrs.fr
- Shift Project : <https://theshiftproject.org/lean-ict>
- "La face cachée du numérique", ADEME, novembre 2018.
- La Revue Durable, n°63, automne hiver 2019, "Technologies numériques : en finir avec le capitalisme de surveillance".
- Appel international demandant l'arrêt du déploiement de la 5G sur Terre et dans l'espace, février 2019

Mobilisations contre la 5G !

Les collectifs se multiplient pour dénoncer la mise en page imposée d'un réseau 5G. Les associations sont déjà bien structurées en Suisse avec le collectif STOP5G. En France, une pétition contre la 5G avait récolté fin 2019 120 000 signatures, et à l'initiative d'Agir pour l'environnement et de PRIARTEM, une dizaine d'associations appellent à un moratoire sur le développement de la 5G.

■ France : Association Agir Pour l'Environnement, 2 rue du Nord, 75018 Paris, tél : 01 40 31 02 37 ; PRIARTEM (Pour rassembler, informer et agir sur les risques liés aux technologies électromagnétiques), 5 Cour de la Ferme Saint-Lazare, 75010 Paris, tél : 01 42 47 81 54, www.priartem.fr

■ Suisse : STOP 5G, <https://www.stop5g.ch>, stop5g.ch@gmail.com

(2) Chiffres 2017- Shift Project.

Un monde pas possible

Pierre Wazem

LE GLYPHOSATE



L'AUTEUR, GENEVOIS, DÉCORTIQUE LES SUJETS DE L'ACTUALITÉ DE 2018-2019 à coup de gags en six cases. Les manifs contre Weinstein, le téléphone portable, les éco-réfugiés, le glyphosate, la mort du patron d'Ikea, la méditation, Poutine, les allergies, le Festival de Cannes, mai 68, le Mondial, le Pape, les vacances, la dernière nouveauté d'Apple, la démission de Nicolas Hulot, le genre, le GIEC, la voiture autonome, les Gilets jaunes, les arbres, le Salon de l'auto, le Brexit, la 5G, la biodiversité, etc. Du rire avec du poil à gratter ! Redoutable. MB



Éd. Delcourt, coll Pataquès, 2019, 96 p., 16,50 €

NOS AMIS LES ARBRES



BANDE DESSINÉE



Miriam Dörr

▲ Des dizaines d'années après la fin d'un conflit armé, l'environnement reste pollué.

L'emprise empoisonnée des guerres

"On oublie trop souvent à quel point les guerres sont des sources de pollution majeure". Les travaux des historiens François Jarrige et Thomas Le Roux nous le rappellent et montrent que ce sont nos sociétés tout entières qui sont façonnées par les guerres.

SOUS L'ANCIEN RÉGIME, LES POLLUTIONS sont très faibles et fortement régulées car attentatoires à la santé publique. Quand les manufactures génèrent des eaux sales, puanteurs ou fumées insalubres, *"le droit des nuisances de l'Ancien Régime répond à ces inquiétudes par des mesures de précaution qui privilégient la santé publique par rapport au développement économique."* Les exigences de l'époque en matière d'environnement sont fortes, nous l'ignorons souvent.

19^E SIÈCLE, LE BASCULEMENT

Cet ordre de priorité bascule à la fin du 18^e et au début du 19^e siècle (entre 1770 et 1810) avec l'apparition simultanée de l'industrialisation et des premières guerres de masse (1). Ce double phénomène est totalement interdépendant : l'industrialisation est stimulée par les besoins gigantesques des armées et les grandes guerres ne peuvent se passer d'industrie. Il inaugure une nouvelle hiérarchisation des préoccupations qui fait passer avant tout les besoins de l'industrie et de la guerre (2), avec pour conséquence les premières grandes pollutions. Par exemple celles des produits chimiques nécessaires à la métallurgie, tels les acides pour le cuivre des carénages de bateaux durant la guerre d'indépendance américaine.

PREMIÈRE GUERRE MONDIALE, ET INDUSTRIELLE

En 1914, la Grande Guerre met en place les mécanismes de la guerre totale et notamment celui des "désinhibitions guerrières". Les nations impliquées requièrent la mobilisation totale des ressources humaines, économiques, industrielles et naturelles. Dès lors, les précautions environnementales sont balayées. *"Aux États-Unis, la combustion de charbon bat ainsi des records en 1917-1918, rendant caducs les efforts antérieurs en vue de réduire les fumées industrielles, et la qualité de l'air décline de façon dramatique dans de nombreuses villes, à Pittsburgh, Saint Louis, Cincinnati ou à Chicago."* D'une façon générale, les déversements dans les eaux ou les enfouissements sommaires dans les sols des matériels, des armes et munitions (bourrées de substances toxiques), font partie des pratiques ordinaires des armées.

"Premier conflit énergétique et chimique très polluant", la Grande Guerre *"propulse notamment la production du pétrole qui passe de 40 millions de tonnes en 1910 à 100 millions dès 1921."* Elle utilise massivement les gaz de combat. Les gaz chlorés, phosphorés et le trop fameux gaz moutarde font leur apparition.

(1) La guerre d'indépendance américaine (1775-1783), et en Europe les guerres révolutionnaires (1792-1802) puis napoléoniennes (1803-1815).

(2) La première loi au monde sur la pollution est due à Napoléon. Mais en fait, le décret du 15 octobre 1810 avantage au contraire les entreprises polluantes. En confiant à l'administration le soin de fixer des seuils de nuisance à ne pas dépasser, elle inscrit ces nuisances parmi les conséquences inévitables, et bientôt "normales", du progrès. Elle place le droit de l'environnement sous l'égide de l'administratif et non plus du pénal, ce qui est encore largement le cas aujourd'hui en France.



▲ La mobilisation des "Taxis de la Marne", en fait des taxis parisiens réquisitionnés par l'armée française pour la première bataille de la Marne en 1914.

DU MILITAIRE AU CIVIL, DES TRAJECTOIRES DE RECYCLAGE BIEN RODÉES

Les gaz de combat offrent un exemple des trajectoires industrielles créées par les guerres du 20^e siècle. Des trajectoires qui commencent avec la conception d'un produit pour la guerre, passent par les énormes profits générés pour les industriels et auxquels ils ne voudront pas renoncer. Puis se pose la question de savoir que faire des surplus (les industriels ayant tendance à voir large quant aux quantités à fabriquer). Elle est résolue par la reconversion du produit dans des usages civils et la pérennisation de sa fabrication en temps de paix. *"Les gaz chlorés sont réemployés pour la désinfection en médecine et dans les lieux publics. Les gaz arsenicaux servent à la lutte contre les animaux nuisibles, en particulier le charançon. Malgré d'intenses débats, des polémiques et des résistances, les insecticides issus des gaz de combat se répandent largement dans l'agriculture américaine dans les années 1920-1930."* Puis dans les agricultures d'à peu près tous les pays.

De même, les explosifs à base de nitrate et d'ammoniaque utilisés durant la Première Guerre mondiale ont donné la plupart des engrais azotés que nous connaissons aujourd'hui. La chimie industrielle naît comme une "chimie de destruction". Les empires empoisonneurs, aujourd'hui Bayer-Monsanto, DuPont de Nemours ou Royal Dutch Shell prennent un essor qu'ils doivent aux guerres.

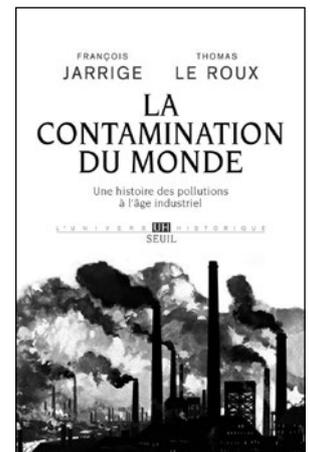
Quant à l'utilisation massive de l'Agent Orange (défoliant chimique dévastateur) par l'armée étasunienne pendant la guerre du Vietnam, elle s'inscrit dans une stratégie militaire délibérée de détruire l'environnement de l'ennemi. Elle a conduit à la notion d'écocide : *"On estime que 25% des forêts du Vietnam ont été détruites et un tiers de ses terres contaminées"* (3).

MÉTAMORPHOSE DES SOCIÉTÉS OCCIDENTALES

Un aspect complémentaire aux trajectoires industrielles créées par les guerres réside dans l'introduction de la consommation de masse. C'est le cas avec la production automobile, négligeable avant 1914. Pendant la guerre, la fameuse mobilisation des *Taxis de la Marne* démontre l'intérêt de la voiture comme moyen de transport à grande échelle. L'industrie automobile démarre et se développe à grande vitesse, Renault et Citroën deviennent d'énormes entreprises. La motorisation de nos sociétés est lancée et avec elle leur addiction au pétrole (4).

Le même processus se produit ensuite pour l'aviation. Industrie anecdotique avant 1939, elle a fait de tels progrès après 1945 et elle a entraîné la construction de telles infrastructures aéroportuaires, qu'il faut bien que tout le monde se mette à voler.

Automobile et aviation sont en outre des industries très consommatrices de matériaux, notamment l'aluminium, dont la production est délétère pour l'environnement. Rare avant guerre, il connaît un boum spectaculaire entre 1939 et 1945. *"Dans les années 1930, l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie renforcent leur pression pour le développement de cette industrie, et répriment les protestations des riverains, touchés par les pollutions à la fluorine."* À partir des années 1945 aux USA, les usines d'aluminium se reconvertissent en partie dans la production des canettes de Coca-Cola ou des devantures de magasin. *"En 1950, il s'en produit 1,5 million de tonnes dans le monde, un chiffre inconcevable sans l'impulsion décisive de la Seconde Guerre mondiale."*



Cet article est fondé sur l'intervention de Thomas Le Roux dans l'émission "Le cours de l'histoire" sur France Culture le 12 septembre 2019, ainsi que sur l'ouvrage de François Jarrige et Thomas Le Roux, *La contamination du monde. Une histoire des pollutions à l'âge industriel*, éd. du Seuil, 2017.

(3) Plus de 70 millions de litres d'herbicides déversés entre 1961 et 1971, dont 44 millions de l'Agent Orange fabriqué par Monsanto.

(4) Un pétrole dont Georges Clemenceau, en 1917, réclamait en urgence 100 000 tonnes au président américain Wilson, expliquant que *"l'essence [est] aussi nécessaire que le sang dans les batailles de demain."*



picture.com

▲ Les déchets de guerre défigurent l'environnement.

L'inventaire des déchets de guerre des Robin des Bois

À l'occasion du Centenaire de l'Armistice (11 juin 2018), l'association de défense de l'environnement *Robin des Bois* a publié son inventaire des déchets de guerre réalisé sur 4 régions françaises entre 2012 et 2018. Impossible qu'il soit exhaustif bien entendu, il s'agit d'un inventaire des découvertes réalisées, soit 603 pour la période considérée.

Robin des Bois, 14 rue de l'Atlas, 75019 Paris, tél.: 01 48 04 09 36.

AVÈNEMENT DES "BIG SCIENCES" ET DU NUCLÉAIRE

Avec les guerres du 20^e siècle apparaissent aussi les "Big Sciences", les "sciences lourdes". "Alors qu'en 1939 la recherche fondamentale reste encore dominée par des petites équipes aux crédits limités, les savants se retrouvent après 1945 au cœur des programmes militaires dont la capacité polluante se trouve décuplée par l'alliance qu'elle noue avec l'industrie. Après la chimie, la science physique, notamment la physique nucléaire et celle des hautes énergies, entretient des relations de plus en plus étroites avec la recherche militaire." (5)

Les contaminations nucléaires quant à elles sont incommensurables. "Cinquante ans de production d'armes nucléaires et de rivalités entre grandes puissances aboutissent à la production de dizaines de millions de mètres cubes de déchets à longue durée de vie, stockés de façon provisoire ou simplement rejetés dans l'environnement."

L'HÉRITAGE EMPOISONNÉ DES GUERRES

Les ravages humains des guerres mettent souvent au second plan leurs conséquences sur l'environnement. Et pourtant, dégrader les territoires, les milieux naturels, par exemple en procédant

à des déforestations, c'est aussi attaquer les êtres humains et l'ensemble du vivant, bien au-delà des combats. Parfois des décennies après, infiniment plus avec le nucléaire. L'Agent Orange tue toujours au Vietnam et au Cambodge. Du gaz moutarde s'écoule dans la Manche, la mer du Nord ou la Baltique, du fait de milliers de tonnes de munitions larguées à la fin de la Première Guerre mondiale, et qui s'érodent inexorablement. Le repérage des pollutions issues des guerres et la décontamination (quand elle est possible) représentent d'immenses chantiers... rarement entrepris jusqu'à ce jour.

Par ailleurs, les combats, pendant et après, ne sont pas seuls à polluer. Le fonctionnement des armées en temps de paix (ou de "guerre froide") est aussi source de dissémination de pollutions diverses. Les camps militaires étalent dans les zones les plus reculées leurs dépôts de munition, champs de tir et de manoeuvre, essais en tout genre.

Ainsi, avec les guerres du 20^e siècle, "brutalisation des sociétés humaines et brutalisation de la nature vont de pair, et l'exceptionnel justifié par les temps de guerre est ensuite normalisé en temps de paix." Ces grandes guerres sont à l'origine de dégradations, de pollutions majeures partout sur la planète, ainsi que de sociétés profondément et brutalement transformées.

Des sociétés précipitées dans tout ce que les intérêts militaro-industriels ont réussi à imposer comme des normes de "progrès", voire à naturaliser : la vitesse et le changement permanent, le gigantisme et la massification, la surconsommation et l'hyper-dépendance énergétique, l'acceptation de niveaux d'accidents et de risques impensables jusqu'alors, l'usage ordinaire de technologies de destruction du vivant jusqu'à son extermination.

Danièle Garet ■

(5) Le CNRS a été créé le 19 octobre 1939, soit moins de deux mois après le début de la 2^e guerre mondiale. Dans ce contexte, sa mission était "la mobilisation scientifique à travers notre pays". Aujourd'hui, Hugues de la Giraudière en est le directeur des ressources humaines : il est officier de l'armée et ancien DRH du Ministère de la Défense. Philippe Gasnot, général de brigade aérienne, en est le directeur de la sûreté. La recherche publique est toujours sous le contrôle de l'armée.



Handicaps et écologie

[Il serait bien que] quelques articles parlent de la nature ou agriculture avec le handicap, car ayant un handicap on peut participer au jardinage (bacs surélevés pour personnes en fauteuil roulant). Il y a aussi le transport qui reste un problème majeur (malgré de gros progrès d'accessibilité) pour participer à l'environnement naturel ou artisanal. Les quelques revues spécialisées parlant du handicap ne vont pas assez loin dans cette orientation. Le *Silence* de cet été (n°480) m'a beaucoup intéressé sur la vie sauvage en symbiose avec l'agriculture. Un autre sur les arbres (n°471, octobre 2018) aussi. Continuez cette revue qui est un repère pour l'écologie, mais à mon avis on peut élargir au niveau articles.

Alain Audio
Maine-et-Loire

Des terres collectives pour une Terre commune

Un vieux slogan clamait "Pas de terre sans paysans". On peut y ajouter "Pas de paysans sans Terre", cette Terre nourricière qui est plus que malmenée de tous les côtés. Les feux qui toutes les années détruisent des milliers d'hectares. Cette Terre, la même qui est grignotée, bétonnée, abandonnée, où fleurissent plus de grandes distributions que de champs de blé...

Malgré tout un sillon vient de s'ouvrir pour y semer les premières graines de *Terre de lien Corsica - Terra di u comunu*. Car il y a urgence. Urgence de redonner à cette Terre, bien commun, sa première vocation, celle de nourrir les peuples. *Terre de lien Corsica - Terra di u comunu* aura une autre manière de voir le foncier, elle ouvre un autre regard sur l'agriculture paysanne, pas celle des pesticides et compagnie, mais celle de l'agroécologie qui respecte la Terre et la santé de l'humain. En protégeant la terre nous protégerons sa biodiversité. Nous peserons sur les politiques agricoles pour installer plus de paysannes et paysans, en leur garantissant un accès à la Terre, pour enrayer la désertification rurale et pour aller vers plus d'autonomie.

Jean-Yves Torre
Paysan en Corse et administrateur de *Terre de lien Corsica - Terra di u comunu*

La trottinette électrique, c'est pas écologique ?

[Suite à la brève de *Silence* de septembre 2019, n°481 page 25 "La trottinette électrique, c'est pas écologique".]

Bonjour, effectivement, c'est un objet à développement rapide qui mérite que l'on s'y intéresse. Mon analyse du contenu de l'article :

- Leur batterie comporte des terres rares : OK.
- Energie utilisée : nucléaire ou fossile. C'est vrai mais les trains, métros et autres trolleybus le font aussi ... bien que ce soient des transports en commun.
- Production en Asie : OK, mais depuis la mondialisation de l'économie, c'est le cas de très nombreux objets.
- Facture sociale : OK, mais ce n'est pas la trottinette qui est en cause, ce sont les pouvoirs publics.

Analyse complémentaire :

Comparons les poids de matériaux utilisés :

- Un autobus à 3 essieux de 32 tonnes transportant 60 personnes, cela représente 540 kg par personne.
- Une trottinette, c'est au maximum 42 kg (modèles pour un poids transporté allant jusqu'à 150 kg).



Cette économie de poids a 2 avantages : on utilise moins de ressources pour se déplacer et aussi, moins d'énergie. En plus, les nombres ci-dessus supposent que l'autobus est plein. S'il est à moitié plein, le poids de matériaux par passager dépasse la tonne ! C'est aussi absurde qu'une seule personne transportée dans une automobile ! Il n'empêche, je suis abonné chez vous depuis longtemps et je vais le rester. Merci pour vos articles. C'est votre article qui m'a fait réfléchir au poids.

Alain Vaillant
Nord

Interdit aux chiens et aux électrosensibles

L'existence des électrosensibles nous pose un sacré problème et de fait nous préférons voir en eux des simulateurs, des affabulateurs, des menteurs. En effet, nos exigences de confort ne peuvent qu'applaudir les autoroutes de l'information qui, autrefois, couraient dans des fils, qui aujourd'hui, grâce aux ondes, nous traversent littéralement.

Wifi, 3G, 4G, 5 G et bientôt ondes tombant du ciel par constellation satellitaire en orbite basse (650 satellites

prévu par *OneWeb*), rien n'est trop beau pour notre soif d'informations.

Face à la souffrance des électrosensibles nous n'avons qu'un seul choix : l'apartheid technologique. En tolérant cet apartheid, nous tolérons l'intolérable, mais rassurons-nous ce n'est ni la première fois, ni la dernière. Mais ne nous trompons pas. Puisqu'il devient très difficile aux électrosensibles d'avoir une vie normale dans l'ensemble des lieux communs et privés, cet apartheid est déjà en place. La question est alors de savoir s'il est transitoire ou définitif. Si les électrosensibles sont des affabulateurs, la question est réglée : leur état leur incombe et l'apartheid est une affaire privée.

Si, par contre, l'électrosensibilité est un problème de santé publique, c'est à la puissance publique d'organiser cet apartheid et donc de le rendre acceptable par tous ou mieux encore transitoire.

Car en renvoyant à la sphère privée le mal des électrosensibles, nous nous mentons à nous-même et, une fois de plus, passons à côté d'un signal important qui nous dit de repenser nos sociétés en profondeur.

L'Antarctique fond, l'Amazonie brûle, les électrosensibles sont ravagés par des céphalées invalidantes, et nous, bons princes, nous affichons sur la porte : "Bienvenue au WIFI, interdit aux chiens et aux électrosensibles".

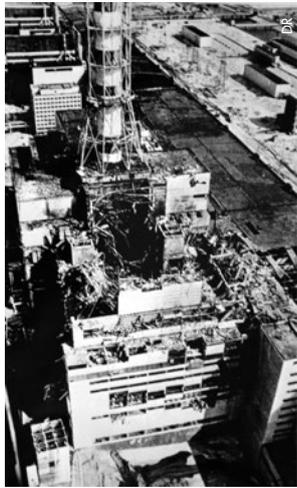
T. Richard
Essonne



Chernobyl, une série dangereuse pour la vérité

Yves Lenoir, président de l'association *Enfants de Tchernobyl-Belarus*, dont je fais partie, a fait une analyse très détaillée de la série *Chernobyl* (sur Mediapart, "La mini-série *Chernobyl*, une pseudo-fiction perverse"). J'ai fait un condensé de cette analyse, pour la présenter, la résumer, et donner envie de la lire en détail.

Cette série rencontre un énorme succès et se présente comme une évocation exacte de ce qui s'est produit à Tchernobyl, au moment de l'accident, puis dans les années qui ont suivi. Au début du premier épisode et à la fin du cinquième, la voix de Legassov – protagoniste du film – affirme la véracité de tout ce qui est mis en scène. Or, bien au contraire, cette série ne présente que deux éléments exacts : la date et l'heure de l'accident ; les dates du procès des responsables désignés. Entre les deux, "un tissu de faits alternatifs, de contresens scientifiques, de falsifications de la chronologie, de contre-vérités politiques, de forçages du trait systématique pour rendre l'horreur et la pression insoutenables, etc".



Yves Lenoir s'est donc donné pour objectif de l'analyser en détail, pour "restituer l'histoire réelle et rendre justice aux personnes impliquées". L'enjeu est de taille, puisqu'il s'agit de dénoncer une imposture qui participe à la "constitution d'une mémoire collective de ce désastre" à partir d'un tissu de mensonges présenté comme la vérité historique.

(...) Face à cette série qui s'avère racoleuse, horrifique, mensongère, Yves Lenoir rappelle le film *Le Sacrifice* de Wladimir Tcherkov et Emanuela Andreoli. Avec un respect total pour les victimes, une honnêteté historique et un souci documentaire sans concession, ce film rend compte de "ce combat terrifiant" et montre "comment la radioactivité a pris son temps pour débiliter puis achever l'un après l'autre 4 de ces soldats dont la mission à Tchernobyl avait fait des amis".

Je vous invite à découvrir plus en profondeur les analyses critiques de cette série dans l'article de *La Libre Belgique* intitulé "Le succès de la série "Chernobyl" pose un grand problème".

Catherine Lieber

Puissance et production sont dans un bateau...

Je suis en train de lire votre dernier numéro (*Silence* n°481, septembre 2019, "Le solaire progresse le plus vite", page 20) et je constate une nouvelle fois la confusion entre puissance et production (mais vous n'êtes pas les seuls...) : en effet vous commencez par parler d'augmentation de PUISSANCE (d'ailleurs tout en ne le précisant pas, dommage aussi...) pour les énergies renouvelables. Mais vous rajoutez que "l'hydraulique reste en tête avec une PRODUCTION de 1172 GW" etc. (en rajoutant une comparaison avec le nucléaire)...

Oui c'est dommage car cela ne contribue pas à faciliter les comparaisons justement mais aussi les débats. Énerg...éthiquement vôtre !

Yves Renaud
Hauts-de-Seine

OMS subordonnée à l'IAE

Je me permets de vous écrire pour vous faire part de ma surprise quand je lis à la page 22 du numéro d'octobre "Du tritium dans l'eau" que l'OMS est subordonnée à l'IAEA (Agence internationale de l'énergie atomique).

On peut soupçonner l'OMS d'être partisane du nucléaire, mais, sauf erreur de ma part, il me semble faux de la réduire à "un service de l'ONU placé sous le contrôle de l'IAEA". L'OMS est une émanation du Conseil économique et social des Nations unies.

Jean Mercier

Silence : L'OMS doit soumettre tous ses rapports à la censure de l'IAEA, agence de l'ONU chargée de la promotion du nucléaire dit "civil", conformément à l'accord du 28 mai 1959. Silence a relayé pendant plus de dix ans la campagne pour l'indépendance de l'OMS vis-à-vis du nucléaire, sans succès jusqu'à maintenant. Vous pouvez retrouver cette campagne sur le site <http://independentwho.org/fr>

Vous pouvez nous envoyer des textes pour le courrier des lecteurs soit par courrier postal, soit en passant par le formulaire de contact qui se trouve sur le site de Silence : www.revuesilence.net. Soyez concis : pas de textes de plus de 3000 signes.

Les informations contenues dans les courriers n'engagent pas la rédaction.

Essais

■ **Mon défi Rien de neuf.** Le guide complet pour consommer autrement, Emmanuelle Vibert, illustrations par Claire Le Gal, éd. Rue de l'échiquier, 207 p., 2019, 18 €. Tout est dans le titre. Rien de neuf en effet dans les conseils désormais ultra-basiques que l'on trouve dans ce livre joliment illustré, édité en partenariat avec ZeroWaste France. En outre, on nous renvoie en permanence à des sites internet ce qui est loin d'être écolo...

■ **L'illégalité régulière, Ethnographie du régime de l'aide d'urgence en Suisse.** Giada de Coulon, éd. Antipodes, 2019, 303 p., 26 €. Ce livre est le fruit d'une recherche doctorale menée dans le canton roman entre 2008 et 2014 à Clostère, un centre d'aide d'urgence. Le livre décrit l'imbricolage entre le processus "d'illégalisation" de requérants d'asile déboutés, exigé par l'État, et le droit d'asile inscrit dans la constitution du pays. En parallèle il témoigne sur la vie d'hommes et de femmes immobilisés-es des années entières en ce lieu. Décryptage intéressant malgré le style universitaire un peu ampoulé.

■ **Le parrain, au cœur d'un clan d'éléphants,** Caitlin O'Connell, traduction Marie-Eve Brochu, éd. Actes Sud, coll. Mondes sauvages, 2019, 310 p., 23 €. Un camp scientifique dans un parc de Namibie et année après année, l'évolution d'un troupeau d'éléphants, avec de nombreuses digressions pour comparer avec le comportement d'autres animaux, les humains en particulier.

■ **Désastres urbains, les villes meurent aussi,** Thierry Paquot, éd. La Découverte Poche, 2019 [2015], 262 p., 11 €. Les modes d'aménagement de la ville aujourd'hui (grands ensembles, centres commerciaux, gratte-ciels, grands projets...) provoquent des désastres urbains, uniformisent les villes, amplifient les déséquilibres sociaux et écologiques, fragilisent la résilience des habitant-es. Analyse et proposition pour aller vers une urbanisation émancipatrice. Une vision combative d'un philosophe de l'urbain qui prône aujourd'hui une vision très écologique.

■ **Où acheter durable et solidaire à Nantes ?** éd. Les autres possibles, 2019, 136 p., 10 €. 160 adresses avec une courte présentation de chacune, sur l'agglomération de Nantes, avec une sélection autour des thématiques zéro déchet, bio, récup, vente directe, lien social et emploi local.

■ **La forêt amante de la mer,** Hatakeyama Shigeatsu, traduction Augustin Bergue, éd. Wildproject, 2019, 200 p., 20 €. L'auteur, ostréiculteur (huîtres) dans une baie du nord du Japon, se trouve confronté à une pollution par des boues rouges. Après des recherches, notamment en France, il découvre qu'une forêt de feuillus en bord de mer permet de nettoyer l'eau. Il lance alors un mouvement pour planter des arbres et cela marche. La forêt est bien une amante de la mer. Récit riche en dessins, poésie et mythologie. L'auteur a reçu le prix Forest Hero de l'ONU en 2012.

■ **Le conseil familial, comment cogérer l'éducation de ses enfants en famille,** Frédéric Caumont, éd. Chronique sociale, 2019, 134 p., 14,50 €. Pour favoriser le développement personnel de l'enfant, il faut mettre en place les moyens pour celui-ci de participer aux décisions de la famille. Intéressant exemple de lieu autogestionnaire (Summerhill), mais il ne donne pas assez de place aux familles recomposées de plus en plus nombreuses.

■ **Le gécéo, c'est pas beau,** Louise Schnoke, éd. Gros Textes/Les tilleuls du square, 2019, 80 p., 8 €. Reproduction de lettres censées être écrites par une jeune fille de 8 ans et adressées à Emmanuel Macron, dont le grand-père est en grève de la faim, fin 2018, contre le projet de contournement autoroutier GCO à Strasbourg. Une drôle de manière de contester la fuite en avant automobile.

■ **Le dernier homme et la fin de la révolution,** Foucault après mai 68, Mitchell Dean et Daniel Zamora, éd. Lux, 2019, 232 p., 16 €. Comment le philosophe Michel Foucault, après 1968, a essayé de penser une gouvernance permettant une meilleure expression des minorités et comment cela a conduit à l'émergence, à gauche, d'une tendance centriste néo-libérale aujourd'hui au pouvoir.

1... 2... 3... Pensez ! Philosophons les enfants !

Johanna Hawken



Actuellement la philosophie n'est enseignée qu'en terminale des filières générales, sous prétexte qu'elle est difficile à aborder. L'auteur montre dans ce livre, avec son expérience dans des écoles primaires de Seine-Saint-Denis, que les enfants sont tout à fait capables de faire de la philosophie. Certaines citations d'enfants (dès 5 ans) sont à comparer aux plus grands maîtres. S'appuyant sur des exercices pratiques, Johanna Hawken montre les différents bénéfices qu'apportent la philosophie chez les plus jeunes : aide au raisonnement, découverte que l'on peut avoir des avis divergents (et donc que les conflits peuvent se résoudre par la non-violence), intérêt de prendre son temps (et donc d'éviter le court terme qui détruit notre planète)... Mais comme l'éducation est combattue de tout temps par les dictatures, la philosophie est peut-être un peu trop intelligente pour être compatible avec de futures adultes obéissantes. FV

Éd. *Chronique sociale*, 2019, 216 p., 14,90 €

Le crime est presque parfait

Fabrice Nicolino



Une nouvelle variété de pesticides est utilisée en France depuis une dizaine d'années. Fabrice Nicolino raconte comment des chercheuses de *l'Inserm* découvrent par hasard que ces produits (SDHI) agissent en étouffant les champignons. Or, rien ne prouve qu'ils ne puissent pas aussi étouffer d'autres animaux et les humains. Malgré l'alerte lancée par une équipe reconnue mondialement, les autorités sanitaires françaises se retranchent derrière le fait que ces fongicides ont passé avec succès les tests habituels. L'auteur montre que ces tests, mis au point dans les années 1950 n'intègrent pas les connaissances actuelles et sont totalement dépassés. Mais rien n'y fait. Et pour cause. Prenant les institutions une à une, Fabrice Nicolino montre comment le lobby des pesticides y a placé des personnes qui sont en plein conflit d'intérêts. Un appel argumenté à la révolte dans le cadre de la campagne "Nous voulons des coquelicots". Malgré une nuée de sigles, cela se lit comme un polar (avec de nombreux criminels). MB

Éd. *Les liens qui libèrent*, 2019, 254 p., 20 €

Mini-maisons et tiny houses

Christian La Grange



Une société sobre peut commencer par le choix de sa maison. Ce livre présente les plans de 60 maisons, en commençant par les plus petites (12,5 m²) pour aller vers des modèles plus familiaux (105 m² pour 5 personnes). Cela stimule l'imagination, avec toutefois quelques limites : les *tiny houses* construites sur des remorques (moins de

3,5 tonnes), sont tractées par de gros véhicules polluants, beaucoup de chambres en mezzanine sont accessibles par une échelle et sous une hauteur sous plafond qui nécessite une certaine souplesse. Mais cela fait réfléchir sur la surface nécessaire par personne... et donc sur notre empreinte écologique. MB

Éd. *du Terran*, 2019, 144 p., 18 €

Lettre à la terre

Geneviève Azam



Sous une forme originale – une longue lettre – l'auteur, économiste et administratrice d'*Attac*, se penche sur cette étrange conséquence de l'idéologie du progrès qui a consisté à considérer la planète comme un simple réservoir de ressources pour les humains. Elle met en garde contre les mirages d'un capitalisme vert qui continuerait à exploiter nos sous-sols, appelant, dans un style littéraire enrichi de très nombreuses références, à reprendre contact avec la Terre mère, à se tourner vers les savoirs des peuples premiers qui ont su vivre en harmonie avec leur environnement. Une approche sensible, vivante, de nos démarches sociales. Elle imagine la réponse de la Terre sous la forme d'un appel à la désobéissance. Joli travail sur le sensible et les émotions. FV

Éd. *Seuil*, coll. *Anthropocène*, 2019, 180 p., 17 €

La voie des paysans D'un commerce équitable à un marché juste

Frans Van Der Hoff Boersma



"Sans que beaucoup s'en soient rendu compte, l'espoir a commencé à s'organiser chez les populations pauvres de couleur." L'auteur, prêtre et paysan, vit et travaille depuis 35 ans au sein d'une communauté indigène au Mexique. Il explique comment des petites productrices organisées au sein de nombreux réseaux (1 599 organisations dans le monde) ont choisi de sortir des logiques de l'agriculture moderne et de redonner un sens humain à leur travail tout en respectant la nature. Cofondateur du label *Max Havelaar*, l'auteur ne semble pas découragé par les conflits qui divisent ce mouvement : d'un côté, les tenants de la marchandisation des produits équitables ; de l'autre, les promoteurs d'un modèle exigeant davantage de contenu social et environnemental. MD

Éd. *Actes Sud*, 2019, 160 p., 19 €

Françoise d'Eaubonne et l'écoféminisme

Caroline Goldblum



Françoise d'Eaubonne s'engage dans le féminisme après la parution du *Deuxième sexe* de Simone de Beauvoir et devient une militante du *Front homosexuel d'action révolutionnaire* (bien qu'hétéro), tout en découvrant, en 1971 l'urgence écologique. Elle se distingue alors en faisant le lien entre domination de la nature et patriarcat,

Livres

appelant les femmes à prendre en charge l'avenir du monde (écoféminisme). Elle milite pour une décroissance démographique, pour la suppression de l'argent et soutient le terrorisme militant qu'elle appelle "contre-violence". Elle participera elle-même à un attentat sur le chantier de la centrale de Fessenheim. Ses écrits trouveront un écho dans les pays anglo-saxons, moins en France. Le lien entre féminisme et écologisme, bien présent dans *Silence* ou à *EELV*, n'est pourtant toujours pas une évidence pour nombre de mouvements de défense de la planète. De nombreux extraits concluent cet ouvrage. MB

Éd. *Le Passager clandestin*, coll. *Précurseurs de la décroissance*, 2019, 128 p., 10 €

B. D.

Algues vertes, l'histoire interdite

Inès Léraud, Pierre Van Hove



Parce que cela nuit au tourisme, tout est fait pour éviter de parler des algues vertes que l'on retrouve sur les plages bretonnes. Pourtant au moins 3 hommes et 40 animaux sont morts, asphyxiés par l'hydrogène sulfuré que dégagent les algues en décomposition. Inès Léraud a enquêté pendant trois ans pour une émission de France Inter et ses travaux sont ici mis en BD. On y découvre l'origine de ces pollutions : la concentration inouïe d'élevages industriels dans un paysage où le ravalement d'après-guerre a supprimé des milliers de kilomètres de haies qui retenaient auparavant les sulfates. L'auteur pointe les liens entre les politiques et les industriels, la dure lutte des associations, souvent menacées physiquement, et les demi-mesures pour justifier que l'on poursuive encore et toujours l'industrie agroalimentaire. Une enquête très bien documentée. MB

Éd. *Delcourt / La revue dessinée*, 2019, 144 p., 19 €

Yasmina et les mangeurs de patates

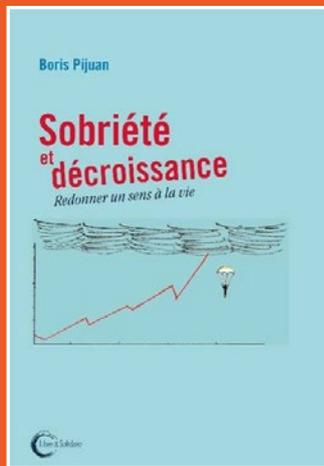
Mannaert Wauter



Yasmina se passionne pour la cuisine, mais son père, employé de fast-food, couvert de dettes, n'a guère de moyens pour payer la nourriture. Elle se débrouille entre les dons d'amis et la cueillette de plantes sauvages. Un jour les potagers de ses amies sont détruits pour laisser place à une culture intensive de patates. Ces dernières ont un succès fou, mais semblent provoquer un comportement bizarre... Avec une maîtrise du dessin qui permet de raconter l'histoire par de nombreuses pages sans aucun texte, l'auteur fait un procès de la malbouffe et de l'industrie agroalimentaire. C'est fantaisiste, mais irrésistible. FV

Éd. *Dargaud*, 2019, 144 p., 16,50 €





Sobriété et décroissance

Redonner un sens à la vie

Boris Pijuan

Dans une première partie, Boris Pijuan trace une synthèse de ce que l'on connaît des limites actuelles de la planète : le pic de production du pétrole et la nécessité d'en laisser une partie

dans le sous-sol pour ne pas trop réchauffer l'atmosphère, mais également les limites d'exploitation de très nombreux matériaux. Plus le pétrole est difficile à extraire, plus il faut de matériaux ; plus les matériaux manquent et plus il faut de pétrole pour se les procurer. Il montre l'impossibilité de continuer le productivisme alors que le climat n'en peut déjà plus. Comment la croissance renforce les inégalités, comment les fausses solutions (géo-ingénierie, smart-grid) ne servent qu'à tenir des discours lénifiants, comment la démesure des mondes occidentaux atteint maintenant des limites. Il appuie sa démonstration sur les travaux de très bons auteurs (Serge Latouche, Jean Gadrey, Paul Ariès, Philippe Bihouix, Rob Hopkins...) et conclut en présentant ce que pourrait être une société sobre et décroissante.

Commence alors le travail le plus original : essayer de comprendre comment on déconstruit le mythe de la croissance, comment on doit aller vers un système alliant biens gratuits, taxation des dépassements, rationnement, comment il faut réfléchir à un autre mode de vie, une autre relation au social. Il s'appuie sur des notions philosophiques (Hans Jonas, Michel Onfray) pour aborder des questions comme la résilience, la responsabilité, la transition. Il insiste enfin sur la nécessité d'être en accord avec le changement que l'on veut. Il termine en rappelant que si le changement est difficile c'est d'abord parce que les élites, qui décident, sont les dernières à subir l'effondrement en cours, mais aussi parce que psychanalytiquement, nous sommes devant un changement d'imaginaire aussi fort que les trois précédents mis en avant par Freud : l'homme n'est pas au centre du monde (Copernic), l'homme est un animal qui a le même ancêtre que le singe (Darwin), l'homme ne décide pas tout en conscience (Freud). Le changement à intégrer maintenant est que nous sommes dans un monde fini. Il appelle à une compréhension de l'humain pour aller au-devant des autres et non pas contre les autres. Que chacun-e soit une étoile qui brille dans le ciel.

Après sa lecture, les questions soulevées dans ce livre vous habitent longtemps. Pas de recette miracle, mais beaucoup de réflexions. Stimulant. MB

Éd. Libre et Solidaire, 2019, 280 p., 19,90 €

Lucy L'espoir

Patrick Norbert, Tanino Liberatore. Postface d'Yves Coppens



En 1978 en Tanzanie, Mary Leakey découvre des traces de pas fossilisées d'une adulte et d'un enfant datant de 3,7 millions d'années. Cet album s'attache à imaginer l'épisode de vie qui va avec. Nous sommes en plein basculement vers l'espèce humaine, qui commence à se détacher de ses autres congénères. Ce qui frappe d'emblée est le dessin hyperréaliste de Tanino Liberatore, qui accentue la dimension quasi documentaire de l'œuvre. Un album très troublant, à la fois fascinant et dérangeant, en ce qu'il documente l'humain dans son animalité originelle, simiesque, donnant à percevoir l'apparition du langage, des rites religieux et de la conscience de soi dont nous sommes les héritières. Une période de basculement qui nous est rarement donnée à voir et à imaginer comme ici, dans sa quotidienneté, mais aussi avec une indéniable dimension poétique. Certaines images resteront longtemps imprimées dans votre rétine. GG

Éd. Glénat, 2019, 96 p., 15 €

Romans

Athos Le forestier

Maria Stefanopoulou



Écrit comme dans un souffle où poésie, philosophie et Histoire se trouvent mêlées, ce roman part à la recherche du personnage mythique d'Athos, un amoureux de la nature, résolument retranché dans la forêt où il vivra comme un ermite après avoir échappé par hasard à une tuerie hitlérienne en 1943. Son seul ami, un médecin, déserteur de la Wehrmacht, croisera plusieurs fois sa vie en se mettant sous sa protection. Le récit progresse grâce à une succession de témoignages de sa femme, sa fille, sa petite fille (et même arrière-petite-fille!), ainsi que de comparses, résistants ou collaborateurs. En filigrane, la tragédie grecque transparait. Athos en grec dialectal signifie "cendre". MD

Trad. R. Bouchet, éd. Cambourakis, 2019, 280 p., 22 €

Photographies

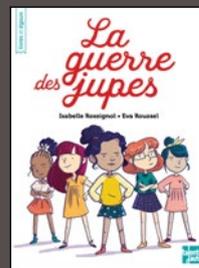
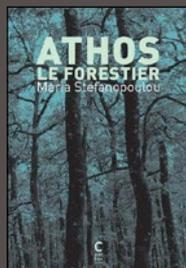
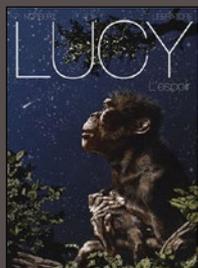
IMPACT

Visions aériennes d'une zone assiégée avant la montée des eaux

Alex MacLean, préface Bill McKibben



Vous pensez être au point sur la montée des eaux ? Ou au contraire, vous ne connaissez pas très bien ce phénomène ? Vous avez peut-être besoin de prendre de la hauteur sur le sujet ? Ce



livre est fait pour vous. Au fil des pages d'Impact, vous trouverez des photographies de plus d'une centaine de lieux différents, qui montrent la situation précaire du trait de côte atlantique des États-Unis face au réchauffement climatique. Le constat est plutôt ironique : les personnes les plus touchées semblent être les riches américain-es, qui se sont installés le long des plages, en détruisant les dunes, qui sont pourtant des remparts naturels contre la montée des eaux. C'est donc un cri d'alerte que nous lance Alex MacLean... dommage que ce soit depuis un avion ! MS

Éd. Carré, 2019, 335p., 55 €

Jeunes

Protégeons l'eau ! Petit manuel de l'apprenti écolo

Water Family, Nicolas Trèves, préface Roland Jourdain



8/12 ans. Ce manuel de Water Family contient tout le nécessaire pour devenir un véritable apprenti écolo ! Il présente avec clarté cette ressource indispensable qu'est l'eau, et les nombreux enjeux actuels associés (entre autres : accès à l'eau, changement climatique, pollution). Il propose aux enfants des gestes à faire soi-même au quotidien, à travers des ateliers, des défis, ou encore des astuces pour consommer autrement. Le manuel est ludique et clair : les illustrations de Nicolas Trèves accompagnent bien le texte, permettant aux enfants de mieux comprendre le contenu. Des encarts « le sais-tu ? » et des propositions d'expériences à faire chez soi (comme reproduire le phénomène de condensation) sont présents tout au long des pages. MS

Éd. Bayard, 2019, 95p., 12,95 €

La guerre des jupes

Isabelle Rossignol et Eva Roussel



Dès 6 ans. Dans la cour de récré, les garçons s'amuse à soulever les jupes des filles. Celles-ci discutent de ce qu'il faut faire contre cette agression. Après avoir refusé la défaite que serait de ne mettre que des pantalons, elles décident de résister collectivement et cernent le premier garçon qui remet cela. Le partage des émotions va mettre fin à ce jeu masculin avec succès. Une initiation pour les plus jeunes à ne pas se laisser faire. FV

Éd. Talents hauts, 2019, 48 p., 7 €

L'ombre de la lune

Hellena Cavendi



Dès 12 ans. Dans une société de plus en plus totalitaire, de jeunes enfants sont formés par les services secrets pour infiltrer les milieux dissidents. Le héros, l'un des enfants, va ainsi

pénétrer dans une société souterraine installée dans d'anciens abris antiatomiques. Il découvre une nouvelle façon de vivre en collectivité et va changer de bord pour aider ce groupe anarchiste à diffuser la parole et provoquer une révolte générale. C'est très agréablement écrit et vise un public adolescent, mais pas seulement. Cela permet d'aborder des questions politiques de manière presque poétique. On regrettera toutefois un certain scientisme (la ville souterraine alimentée par une centrale nucléaire à fusion !) qui ne se pose pas la question du type de domination que peut provoquer la science. MB

Éd. Chants d'Orties, 2019, 430 p., 16 €

Musique

Terre révolte

Kawin



Kawin est un duo franco-chilien engagé, composé de Melissa Nefeli et Rodrigo Leviman. Leur dernier morceau, "Terre révolte", sorti en septembre 2019, dénonce les injonctions faites aux citoyen-nes de changer leurs modes de vie par les gouvernements et les multinationales, quand ceux-là même ne font pas cet effort. C'est en culpabilisant les populations qu'ils se débouant de leurs responsabilités. Kawin, à travers ce morceau, chante un hymne à la décroissance et à la désobéissance civile, sur un air entraînant, qui donne envie d'agir. C'est un appel à se libérer d'un discours culpabilisant, et à mettre dos au mur les véritables responsables de l'état de la planète et de la société. MS

Informations : <https://melissanefeli.com>

Films

Warrior women

Christina King et Elizabeth Castle



Toujours un combat à mener. Ainsi pourrait se résumer la vie de Madonna Thunder Hawk, le personnage principal de "Warrior women" qui revient sur 50 ans de militantisme amérindien. Alcatraz, Mont Rushmore, Wounded Knee et aujourd'hui Standing Rock (Dakota du Sud) contre un pipeline. Ces lieux sont synonymes de luttes et, comme en attestent des images d'archives, à chaque fois, Madonna Thunder Hawk est là pour préserver "le droit d'être Indien". Ce droit qui lui a été nié lors de ses années de pensionnat forcé et qu'une fois adulte elle n'a cessé de défendre farouchement. Les images du passé alternent avec une conversation entre la protagoniste principale, sa fille Marcy, une amie et une nièce. Au milieu d'éclats de rire, il est question de la place des femmes dans les luttes amérindiennes et de transmission. CS

Lardux Film, 2018, documentaire, 64 min, USA.

Nous avons également reçu... 2/2

Essais

■ **Au-delà de la pénétration**, Martin Page, éd. Moustrograph, 2019, 164 p., 12 €. "Si les humains ont découvert que, malgré leurs jambes, ils pouvaient (...) ne pas marcher, ils ont du mal à voir qu'en dépit de tout l'attirail disponible pour la pénétration, ils pouvaient ne pas pénétrer, et même en retirer du plaisir et de la pensée." Ce livre invite à explorer les autres potentialités que nous offre la sexualité en sortant des automatismes et des chemins tout tracés, nombreux témoignages à l'appui "Et si agir en être sexuel, c'était prendre le temps d'explorer le corps et de se parler ?".

Roman

■ **La police des fleurs, des arbres et des forêts**, Roman Puértolas, éd. Albin Michel, 2019, 350 p., 19 €. En 1961, un officier de police est envoyé de la ville pour enquêter sur un crime horrible dans un petit village où seul un garde champêtre assure la loi. Une enquête mettant en scène l'opposition entre le rural et la ville avec une chute extraordinaire.

■ **Rouge impératrice**, Léonora Miano, éd. Grasset, 2019, 606 p., 24 €. Sujet passionnant : l'Afrique réunifiée est devenue le continent prospère et les réfugiés occidentaux sont menacés d'expulsion. Malheureusement, le vocabulaire africain qui émaille ce texte oblige à jongler avec un glossaire incomplet. D'autre part, l'auteur s'appuie sur les esprits pour expliquer ce changement de situation. Pénible à lire.

B. D.

■ **Faut pas prendre les cons pour des gens**, Emmanuel Reuzé et Nicolas Rouhaud, éd. Fluide Glacial, 2019, 56 p., 12,90 €. L'art de critiquer les bassesses de la société par le non-sens. Tout y passe : racisme, sexisme, réfugiés, suicide au travail, écologie... Monty pythonesque.

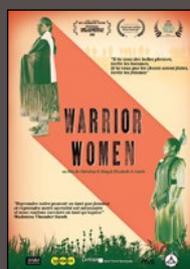
■ **No War, T3**, Anthony Pastor, éd. Casterman, 2019, 108 p., 15 €. Si le dessin est toujours aussi réussi, le scénario patine un peu. On a toujours un projet de barrage sur les terres indiennes, un gouvernement dictatorial, des manifestants, et des pierres mystérieuses, mais entre bagarres, enlèvement, règlement de compte, l'histoire se complexifie mais ne progresse guère. Dommage.

■ **Intraitable, T1**, Choi Kyu-sok, éd. Rue de l'Échiquier, 2019, 246 p., 20 €. En Corée du Sud, les droits syndicaux sont souvent bafoués. Ici Lee Soo_in, jeune cadre employé par un grand magasin est chargé de faire craquer ses employé-es pour qu'ils et elles démissionnent plutôt que de payer des frais pour licenciement économique. Il refusera et rejoindra un syndicat, ce qui lui vaudra les pires ennuis. Une transposition de l'implantation ratée de Carrefour dans ce pays. Un dessin remarquable de netteté et une grande concision dans le scénario.

Jeunesse

■ **La maison en haut du monde**, Sylvie Deshors, Solenn Lamicol, éd. Rue du Monde, 2019, 116 p., 10,80 €. Dès 8 ans. Tomi, 11 ans, reste seul dans la maison de montagne. Son père part chercher d'autres habitant-es dans la vallée où règne un brouillard de pollution permanent. Arrivent plusieurs personnes qui découvrent la vie sauvage, forment un groupe de cirque, mais devront monter plus haut, le brouillard atteignant la maison.

■ **La petite encyclopédie illustrée des bébés animaux**, Maja Sjöström, éd. Rue du monde, 2019, 128 p., 16,80 €. Dès 5 ans. Dans un style épuré en noir et blanc, l'auteur nous emmène à la découverte des extraordinaires modes de gestation, de naissance et de relations des bébés animaux de 51 espèces. Une ode à la diversité du monde animal, dont le danger d'extinction apparaît d'autant plus comme une perte incommensurable.



Les livres présentés ici ne sont pas vendus par Silence. Vous pouvez les trouver ou les commander dans n'importe quelle librairie.

Préférez quand c'est possible, les librairies indépendantes.



Quoi de neuf ?



Attention aux délais de réabonnements !

Pour les abonnements, les dates de clôture sont presque les mêmes que pour la rédaction du fait de la complexité des envois. Cela signifie que pour ne pas avoir de rupture dans votre abonnement, il faut réagir dès le **premier rappel** qui vous est indiqué **en rouge** sur votre bandeau, deux numéros avant la fin. Si votre courrier arrive après le 9 du mois, vous ne recevrez un numéro que deux mois après (par exemple, un chèque qui arrive le 12 janvier fait débiter l'abonnement avec le numéro de mars).

Pour éviter tout problème, vous pouvez vous réabonner préventivement avant la fin de l'abonnement (on vous ajoute le nombre de numéros dus) ou opter pour le virement automatique.

Nouveaux points de vente

Chaque mois, de nouveaux lieux proposent la revue à la vente. Voici la liste des nouveaux venus de cet automne :

- **Hérault**
Fiers de lettres
1 rue bras de fer
34000 Montpellier
Tél. : 04 34 51 54 48
- **Cévennes**
Bio'jour
54 avenue Jean Monestier
48400 Florac-Trois-Rivières
Tél. : 46 66 94 04 01
- **Maine-et-Loire**
Artisans du monde
74 rue Baudrière
49000 Angers
Tél. 02 41 77 33 59
- **Haut-Rhin**
Les Sheds
2A rue d'Illzach 68260
Kingersheim
Tél. : 03 89 51 15 03
- **Essonne**
Liragif
20 rue Amodru
91190 Gif-sur-Yvette
Tél. : 01 69 41 15 33

Rejoignez un relai local

- > **Alsace - Strasbourg.** Georges Yoram Federmann, tél. : 03 88 25 12 30, federmanja@gmail.com
- > **Auvergne-Rhône-Alpes.** Jean-Paul Pellet - Allier, jeanpaulpellet@orange.fr, tél. : 04 70 49 23 67 (soir).
- > **Territoire de Belfort.** Association Belfortaine d'Information sur les Limites à la Croissance, 18, rue de Brasse, 90000 Belfort, tél. : 03 84 58 18 84
- > **Bretagne.** Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83
- > **Drôme.** Patricia et Michel Aubart, obarm@laposte.net, tél. : 06 84 51 26 30
- > **Est-Puy-de-Dôme.** Jean-Marc Pineau, 63300 Thiers, pineau.jeanmarc@wanadoo.fr
- > **Gard.** Antonanzas Pascal, 100 bis rue Victor Hugo, 30160 Besseges, mploiko36@gmail.com, tél. : 06 04 03 06 42
- > **Gironde.** Groupe Silence 33, Tél. : 06 68 33 32 40, silence33@ouvaton.org
- > **Haute-Vienne.** Brigitte Laugier, 25 rue du Petit Fort, 87300 Bellac, brig.bellac@gmail.com, tél. : 05 55 76 31 70
- > **Hérault.** Valérie Cabanne, tél. : 06 72 61 33 07, cabvalerie@yahoo.fr ; Elisa Soursac, elisa@mail.org, 4 impasse des Camélias, 34070 Montpellier, tél. : 09 79 10 81 85
- > **Loire-Atlantique.** Décroissance 44, tél. : 06 11 78 27 27, Emmanuel Savouret, contact@decroissance44.org
- > **Lyon.** Ciné-club écocitoyen, cineclubsilence@gmail.com, tél. : 04 26 63 28 99
- > **Mayenne.** Ingrid de Rom, Les Petits Pins, 53480 Saint-Léger, tél. : 02 43 01 21 03
- > **Saône-et-Loire.** Annabelle à Chalon sur Saône, tél. : 03 85 93 57 54, silence71@orange.fr
- > **Seine-et-Marne.** Association Bio vivre en Brie, Mairie, Avenue Daniel Simon, 77750 St-Cyr-sur-Morin, biovivreennbrie@gmail.com

Silence, c'est vous aussi...

Venez nous voir les 16 et 17 janvier !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 14h 30 à 20h 30 et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par *Silence*. Cela se poursuit le vendredi à partir de 9h 30. Le nouveau numéro vous est aussi offert. Prochaines expéditions : **13 et 14 février, 19 et 20 mars, 16 et 17 avril, etc.**

Pour passer une info...

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à **9h30** les mercredi 20 novembre (pour le numéro de janvier), 18 décembre (pour le numéro de février), 22 janvier (pour le numéro de mars), etc. N'hésitez pas à proposer des articles au comité de rédaction, *Silence* est une revue participative ! Vous pouvez aussi **proposer des informations** destinées aux pages brèves jusqu'au mardi qui suit le comité de rédaction. Pour envoyer des annonces pour le numéro de février, vous avez jusqu'au 30 décembre ; puis jusqu'au 29 janvier pour le numéro de mars, etc. *N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.*

Silence est une revue participative qui existe aussi grâce à vous.

Vous pouvez être au choix (multiple) :

Réd'acteur : en écrivant des textes sur les alternatives que vous connaissez autour de chez vous ou que vous avez découvertes en chemin. Vous pouvez soit nous envoyer des informations dessus soit écrire un article avec quelques photos.

Stand'acteur : votre implication dans la visibilité et la diffusion de la revue est essentielle pour l'association. Tenir un stand y contribue ; alors si ça vous tente, à l'occasion d'un événement autour de chez vous (festival, salon, ciné-débat...), contactez l'équipe de *Silence*.

Relai local : il s'agit de représenter la revue localement et régulièrement, en tenant des stands, en organisant des débats ou des rencontres, en trouvant de nouveaux dépositaires ou abonné-es... en fonction de vos envies !

Don'acteur : *Silence* est une revue sans pub, sans subvention, et cela lui garantit sa liberté de ton. Pour conforter notre indépendance financière et éditoriale, vos soutiens sont les bienvenus. Il est à noter que l'association ne délivre pas de reçus fiscaux.

**Plus d'infos sur : www.revuesilence.net
rubrique : Comment participer**

Votre abonnement gratuit ?

Si vous trouvez cinq nouveaux abonnés au tarif Découverte, votre abonnement vous est offert pour un an. Envoyez-nous leurs adresses (ainsi que la vôtre) et un chèque de 5 x 22 = 110 € (pour la France).

Partenaires



Coordination Permanente
MÉDIAS LIBRES



NON-VIOLENCE
XXI
Nos dons pour la non-violence

Commande : numéros, livres et affiche

Numéros disponibles

- 453 Travailler moins, et si on essayait ?
- 454 Créer des lieux alternatifs
- 455 Pour des élections moins primaires !
- 456 Nouveaux ogm, nouveaux combats
- 457 Le chant des luttes
- 459 Vers une école sans écrans ?
- 460 Les élections municipales à mi-mandat
- 461 Cuisines en transition
- 462 Les nouveaux visages de l'habitat participatif
- 464 Semences vivantes, graines d'autonomie
- 465 Réagir aux violences du quotidien
- 466 Jouer hors des cases
- 467 Le syndicalisme peut-il être écolo ?
- 468 Rouler pour des idées

- 470 Autogérons les coop' alimentaires !
- 472 Nous vieillirons ensemble !
- 473 La montagne : du calme !
- 475 Retiens la nuit
- 476 Décroissance, où en est-on ?
- 477 Explorons les alternatives !
- 478 Quand l'écologie s'empare du droit
- 479 Bébés écolos
- 481 Les alternatives : oasis ou leviers ?
- 482 La planète victime de la mode
- 483 Notre-Dame-des-Landes : quel avenir ?
- 484 Vers des villes sans voitures
- 485 Le soin, c'est communautaire !

Numéros régionaux

- 458 Hautes-Alpes et Alpes de Haute-Provence
- 463 Hérault
- 469 Loire
- 474 Côte-d'Or et Yonne

Indiquez le total de votre règlement
[numéro(s) + abonnement(s) + livre(s) + ...]:

Cochez le(s) numéro(s) désiré(s). Faites le total (4,80 € l'exemplaire).

Ajoutez les frais de port (pour la France comme pour l'étranger : 2,20 € pour un ex., 4 € pour 2 ex., 5 € pour 3 ex. et plus).

Affiche



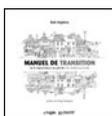
100 dates qui construisent nos luttes féministes aujourd'hui - format 60x84cm - 7 €

Un joyeux panorama qui cherche à donner voix à la variété des approches du féminisme, avec un regard résolument subjectif. Loin d'un inventaire historique, ces dates ont été retenues parce qu'elles nous touchent ou

nous inspirent. Chacun-e pourra compléter à sa guise en fonction de ses aspirations et sensibilités propres. Réalisée en collaboration avec plusieurs groupes et organisations féministes.

Frais de port : 2€ de 1 à 3 ex., 4€ de 4 à 9 ex., offerts à partir de 10 ex.

Livres



Manuel de transition, 212 p. - 20 €**

Ce manuel est un peu la "bible de la transition". Rob Hopkins y raconte son parcours, d'abord dans la permaculture, et puis dans ce qui devient le concept de transition. Après plusieurs chapitres consacrés au pic pétrolier et à la crise climatique, l'ouvrage s'attache à comprendre la psychologie du changement et à exploiter la vision positive de l'évolution de la société.

Non-violence dans la révolution syrienne, 120 p. - 9 €*

Recueil de textes publiés initialement en arabe ou en anglais sur Internet, traduits pour la première fois en français, ce livre veut mettre en lumière ce versant si peu éclairé de la révolution et de la résistance syriennes, cette action civile et sans armes aux mille visages qui ne cesse de se réinventer depuis 2011.



L'insolente. Dialogues avec Pinar Selek, 224 p. - 20 €**

Pinar Selek est une femme aux mille vies. Écrivaine, sociologue, militante... Féministe, écologiste, antimilitariste... Oui, mais bien plus que cela ! Des rues d'Istanbul à son exil en France, ce livre retrace de manière vivante l'incroyable parcours de cette femme à l'énergie contagieuse. Pinar Selek a dénoncé tant le génocide des Arméniens que la situation faite aux Kurdes et le service militaire, ce qui lui vaut la persécution sans limites de la justice turque. Un récit inspirant !

Frais de port : *2,5€ / **5€.

Pour une commande de plusieurs livres, nous consulter.

Règlement par chèque à l'ordre de Silence ou par virement.

Je m'abonne à Silence

MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA (Autorisation de prélèvement)

	France métro.	Autres pays et DOM-TOM
Découverte 1 ^{er} abonnement, 6 n°	22€	29€
Particulier 1 an, 11 n°	48€	57€
Bibliothèque, association... 1 an, 11 n°	60€	68€
Soutien 1 an, 11 n°	60€ et +	60€ et +
Petit futé 2 ans, 22 n°	80€	92€
Petit budget 1 an, 11 n°	33€	40€
5 abonnements Découverte offerts + votre abo. 1 an gratuit (cf. conditions page précédente)	110€	Nous contacter

Groupés à la même adresse : nous contacter (tarif en fonction du nombre d'exemplaires souhaité)

Abonnement en ligne : www.revuesilence.net

Vos coordonnées (MERCI D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES)

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____

Courriel : _____

Je désire recevoir la s!berlettre (lettre électronique mensuelle).

RUM (sera rempli par Silence) : _____

Type de paiement :

Paiement récurrent / répétitif :

- 8 € par trimestre (abonnement petit budget)
- 12 € par trimestre (abonnement normal)
- € par trimestre (abonnement de soutien)

Paiement ponctuel :

- € (abonnement - voir tarifs ci-contre)

Débiteur

Nom et prénoms : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____ Pays : _____

Coordonnées du compte bancaire ou postal

IBAN : _____

BIC : _____

CRÉANCIER :
SILENCE
9, rue Dumenge
69317 LYON Cedex 04
FRANCE
I.C.S. FR82ZZZ545517

À retourner à Silence
(adresse ci-contre).

Joindre obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB).

Fait à : _____ Le : _____
Signature : _____

Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Pour tous renseignements concernant votre prélèvement, adressez-vous à Silence.

La bonne mauvaise graine ?

“ Et en effet, sur la planète du petit prince, il y avait comme sur toutes les planètes, de bonnes herbes et de mauvaises herbes”, Antoine de Saint-Exupéry, *Le Petit Prince*. Mais peut-on vraiment parler de mauvaises graines ? Le photographe Thierry Ardouin prend la question à la racine et propose de sublimer la graine, qui a pour lui une apparence merveilleuse. À travers une série de photographies, il renouvelle le regard que l'on peut porter sur les semences. Une série comme un hymne à la diversité et à la beauté des graines.

